



# NOTICE EXPLICATIVE SUR LES MODIFICATIONS D'ALLOCATIONS DE QUOTAS DANS LE CADRE DE LA 3<sup>ème</sup> PÉRIODE DU SEQE-UE

**MEEM**

**Mai 2016**



Centre Interprofessionnel Technique d'Etudes de la Pollution Atmosphérique





# Notice explicative sur les modifications d'allocations des quotas dans le cadre de la 3<sup>ème</sup> période du SEQE-UE **Mai 2016**

Anaïs Durand<sup>1</sup> ; Guillaume JACQUIER<sup>2</sup> ; Nadine ALLEMAND<sup>2</sup> ; Coralie JEANNOT<sup>3</sup>

<sup>1</sup>CITEPA, Rédacteur principal

<sup>2</sup>CITEPA, Approbateur

<sup>3</sup>CITEPA, Supervision des travaux

Pour citer ce document :

CITEPA, 2016. Notice explicative sur les modifications d'allocations des quotas dans le cadre de la 3ème période du SEQE-UE V2.

© CITEPA 2016

Référence CITEPA | Notice\_SEQE3\_V2.docx

Pour obtenir une version papier ou des éléments contenus dans ce rapport :

Centre Interprofessionnel Technique d'Etudes de la Pollution Atmosphérique (CITEPA)  
42, rue de Paradis - 75010 PARIS - Tel. 01 44 83 68 83 - Fax 01 40 22 04 83  
[www.citepa.org](http://www.citepa.org) | [infos@citepa.org](mailto:infos@citepa.org)



# SOMMAIRE

Glossaire .....	7
Guide de la notice.....	8
Introduction.....	13
1. Contexte réglementaire et documents .....	13
1.1 Le questionnaire Excel.....	14
1.2 Le rapport méthodologique .....	17
2. Principes généraux .....	20
2.1 Sous-installations et benchmarks.....	21
2.1.1 Installation et sous-installations.....	21
2.1.2 Les référentiels – benchmarks.....	22
2.2 Les différents facteurs du calcul d'allocation .....	30
2.2.1 Risque de fuite de carbone.....	30
2.2.2 Le facteur linéaire.....	32
2.2.3 Le facteur de correction transsectoriel .....	32
3. Modalités d'allocation pour les nouveaux entrants.....	33
3.1 Qui sont les nouveaux entrants ?.....	33
3.2 Données générales à renseigner – <i>Onglet A_InstallationData</i> .....	35
3.2.1 Données générales .....	35
3.2.2 Données spécifiques aux nouveaux entrants.....	36
3.3 Paramètres clés pour le calcul des allocations.....	41
3.3.1 Date du début de l'exploitation normale - <i>Onglet C_StartingDate</i> .....	41
3.3.2 Emissions - <i>Onglet D_Emissions</i> .....	47
3.3.3 Intrants énergétiques, chaleur mesurable et électricité - <i>Onglet E_EnergyFlows</i> .....	53
3.3.4 Capacité installée initiale - <i>Onglets F_ProductBM et G_Fall-back</i> .....	62
3.3.5 Niveau d'activité - <i>Onglets F_ProductBM et G_Fall-back</i> .....	70
3.4 Calcul de l'allocation.....	76
3.4.1 Allocation provisoire – <i>Onglet K_Summary</i> .....	76
3.4.2 Allocation finale - <i>Onglet K_Summary</i> .....	78
3.5 Planning des démarches.....	80
4. Modalités d'allocation en cas de modification de capacité .....	81
4.1 Qu'est ce qu'une modification significative de capacité ? .....	81
4.2 Données générales à renseigner – <i>Onglet A_InstallationData</i> .....	85

4.3	Paramètres clés pour le calcul des allocations.....	90
4.3.1	Date du début de l'exploitation modifiée - <i>Onglet C_StartingDate</i> .....	90
4.3.2	Emissions – <i>Onglet D_Emissions</i> .....	97
4.3.3	Intrants énergétiques, chaleur mesurable et électricité.....	99
4.3.4	Capacité ajoutée / retirée - <i>Onglets F_ProductBM et G_Fall-back</i> .....	104
4.3.5	Niveau d'activité - <i>Onglets F_ProductBM et G_Fall-back</i> .....	112
4.4	Calcul de la nouvelle allocation .....	116
4.4.1	Allocation provisoire – <i>Onglet K_Summary</i> .....	117
4.4.2	Allocation finale - <i>Onglet K_Summary</i> .....	118
4.5	Planning des démarches.....	121
5.	Modalités d'allocation en cas de cessations partielles d'activités.....	123
5.1	Qu'est ce qu'une cessation partielle d'activité ? .....	123
5.2	Données générales à renseigner – <i>Onglet A_InstallationData</i> .....	126
5.3	Données spécifiques à la cessation partielle – <i>Onglet B_PartialCessation</i> .....	129
5.3.1	Présentation et définitions.....	129
5.3.2	Structure de l'onglet de calcul.....	131
5.4	Calcul de la nouvelle allocation – <i>Onglet K_Summary</i> .....	134
5.4.1	Présentation et définitions.....	134
5.4.2	Structure de l'onglet de calcul.....	134
5.5	Planning des démarches.....	137
	Conclusion .....	138
	Lexique .....	139
	Liens utiles.....	141
	Table des figures.....	142
	Table des tableaux.....	144

## Glossaire

Sigle	Signification
BM	Benchmark, ou référentiel
CCS	Carbon Capture and Storage, ou captage et stockage du carbone
CE	Commission européenne
CLEF	Carbon Leakage Exposure Factor, ou facteur d'exposition au risque de fuite de carbone
CSCF	Cross Sectoral Correction Factor, ou facteur de correction transsectoriel
DREAL	Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
GES	Gaz à Effet de Serre
LRF	Linear Reduction Factor, ou facteur de réduction linéaire
MEEM	Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer
NIM	National Implementation Measures, ou mesures d'exécution nationales
PCI	Pouvoir Calorifique Inférieur
HCUF	Historical Capacity Utilization Factor, ou coefficient d'utilisation de la capacité historique
RCUF	Relevant Capacity Utilization Factor, ou coefficient d'utilisation de la capacité applicable
SCUF	Standard Capacity Utilization Factor, ou coefficient d'utilisation de la capacité standard
SEQE	Système Européen d'échange de Quotas d'Émissions
TJ	Téra Joules
tCO <sub>2</sub> éq	Tonne de CO <sub>2</sub> équivalent

## Guide de la notice

Ce guide répertorie les questions auxquelles la présente notice répond, détaillées par catégories : Généralités ; Nouveaux entrants ; Modification de capacité ; Cessation partielle d'activité.

### Généralités

<i>Information recherchée</i>	<i>Page</i>
Quels textes réglementaires régissent les allocations de quotas à titre gratuit ?	p.13
Quels documents sont nécessaires pour effectuer ma demande de quotas ?	p.13
Quels éléments inclure dans un rapport méthodologique ?	p.17
Où trouver le questionnaire Excel à remplir ?	p.14
Qu'est-ce qu'une installation ?	p.21
Qu'est-ce qu'une sous-installation ?	p.21
Qu'est-ce qu'un référentiel de produit ?	p.22
Qu'est-ce qu'un référentiel de chaleur ?	p.24
Qu'est-ce qu'un référentiel de combustibles ?	p.26
Qu'est-ce qu'un référentiel émissions de procédés ?	p.27
Quel référentiel choisir ?	p.28
Qu'est ce que l'interchangeabilité combustibles / électricité ?	p.24
Je produis de la pâte à papier.	p.73
Mon installation fait du vapocraquage.	p.24
Je produis du chlorure de vinyle monomère.	p.24
J'importe ou j'exporte de la chaleur.	p.25
Je produis de l'acide nitrique.	p.26
Suis-je exposé au risque de fuite de carbone ?	p.30
Quel est l'impact de l'exposition au risque de fuite de carbone en termes d'allocation ?	p.31
Qu'est-ce que le facteur linéaire et quel est son impact en termes d'allocation ?	p.32
Qu'est-ce que le facteur de correction transsectoriel et quel est son impact en termes d'allocation ?	p.32



**Nouveaux entrants**

<i>Information recherchée</i>	<i>Page correspondante</i>
Suis-je considéré comme nouvel entrant ?	p.33
Suis-je admissible pour l'allocation de quotas à titre gratuit ?	p.36
Je cherche à définir mes sous-installations.	p.37
J'ai défini plusieurs sous-installations : comment les traiter ?	p.37
Quelle est la capacité installée initiale de ma sous-installation ?	p.37 & 63
Je possède certaines connexions techniques avec d'autres installations : comment et où les renseigner ?	p.37
Comment déterminer la date de début d'exploitation normale pour mon installation ?	p.42
Quelle est la différence entre démarrage technique et exploitation normale ?	p.45
Comment connaître la capacité nominale de ma sous-installation ?	p.42
Comment renseigner mes données d'activité si je fonctionne en cycle de production discontinu ?	p.45
Quelles données d'émissions dois-je renseigner ?	p.48
Comment calculer le niveau d'activité de ma sous-installation ?	p.72
Qu'est-ce que le SCUF ?	p.71
Qu'est-ce que le RCUF ?	p.71
Comment déterminer le RCUF de ma sous-installation ?	p.71
Puis-je obtenir des quotas pour la période précédant le début de l'exploitation normale ?	p.76
Comment est évaluée mon allocation provisoire ?	p.77 & 78
Comment est évaluée mon allocation finale ?	p.79
Quels facteurs sont appliqués pour évaluer mon allocation ?	p.79 & 32
Quels sont les différents délais que je dois respecter pour réaliser cette démarche ?	p.80

**Modification significative de capacité**

<i>Information recherchée</i>	<i>Page correspondante</i>
Suis-je éligible à une modification significative de capacité ?	p.81
J'entreprends des travaux d'efficacité énergétique : suis-je concerné par une réduction significative de capacité ?	p.82
J'exporte désormais de la chaleur vers une installation SEQE : suis-je éligible à une extension significative de capacité ?	p.82
J'ai défini une nouvelle sous-installation au sein de mon installation en place : suis-je concerné par une modification significative de capacité ?	p.82
Combien de modifications puis-je inclure dans ma demande ?	p.85
Quelle allocation initiale dois-je entrer dans ma demande ?	p.86
Quelle est la capacité installée initiale de ma sous-installation ?	p.87
Je possède certaines connexions techniques avec d'autres installations : comment et où les renseigner ?	p.85 & 37
Comment déterminer la date de début d'exploitation modifiée pour mon installation ?	p.91
Quelle est la différence entre date de début d'exploitation après modification et date de début d'exploitation modifiée ?	p.94
Comment connaître la capacité ajoutée/retirée nominale de ma sous-installation ?	p.91
Quel niveau d'activité dois-je entrer pour déterminer la date de début d'exploitation modifiée de ma sous-installation ?	p.91
Comment renseigner mes données d'activité si je fonctionne en cycle de production discontinu ?	p.93
Lorsque des données d'émissions sont à entrer : de quelles émissions s'agit-il ?	p.97 & 48
Sur quelle période dois-je entrer mes données d'émissions ?	p.97
Sur quelle période dois-je entrer mes données relatives aux intrants énergétiques ?	p.99
Comment déterminer la capacité ajoutée/retirée de ma sous-installation ?	p.105
Comment déterminer le nouveau niveau d'activité de ma sous-installation ?	p.113
Qu'est-ce que le SCUF ?	p.71
Qu'est-ce que le RCUF ?	p.71

Comment déterminer le RCUF de ma sous-installation ?	p.71
Comment est évaluée mon allocation provisoire ?	p.117
Comment est évaluée mon allocation finale ?	p.118
Quels facteurs sont appliqués pour évaluer mon allocation ?	p.118 & 32
Quelles sont les principales étapes de la démarche ?	p.122

***Cessation partielle***

<b><i>Information recherchée</i></b>	<b><i>Page correspondante</i></b>
Je constate une baisse d'activité au sein de ma sous-installation : puis-je prétendre à une cessation partielle d'activité ?	p.123
Quelle différence y a-t-il entre une réduction significative de capacité et une cessation partielle d'activité ?	p.124
Quelle allocation initiale dois-je entrer dans ma demande ?	p.126
Je possède certaines connexions techniques avec d'autres installations : comment et où les renseigner ?	p.126 & 37
Qu'est-ce-que le niveau d'activité initial de ma sous-installation ?	p.130
Qu'est-ce que le facteur d'ajustement ?	p.132 & 134
Quel sera l'impact sur mon allocation ?	p.134
Quand mon allocation sera-t-elle modifiée ?	p.123
Que faire si mon activité reprend ?	p.136
Quelles sont les principales étapes de la démarche ?	p.137

## CODE COULEUR APPLIQUÉ DANS LE DOCUMENT

**Texte rédigé en vert** : références aux différentes sections du document.

**Texte rédigé en violet** : références aux textes règlementaires.

**Texte rédigé en rouge** : points importants.



A noter : points d'attention spécifiques.

### Encadré bleu

En début de section : l'essentiel à retenir

En cours de paragraphe : définitions

### Encadré vert

Exemples et études de cas

### Encadré rouge

Point important

# Introduction

Dans la troisième période du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (GES) de l'Union européenne (SEQE-UE 3), plusieurs procédures ont pour objet de modifier les allocations de quotas : demande d'allocation pour les nouveaux entrants, demande d'allocation pour modification significative de capacité (extension ou réduction), ou encore marche à suivre en cas de cessation partielle d'activité.

Ces procédures obéissent à des règles complexes, répertoriées au sein de différents textes réglementaires. Cette notice a pour objet de faciliter la compréhension de toutes les règles afférentes aux modifications de quotas, afin d'aider l'industriel à calculer ses quotas gratuits, et d'aider l'inspecteur à vérifier les documents constitutifs de la demande d'allocation de quotas gratuits.

Au début de chaque chapitre ou sous-section, un encadré « L'essentiel » répertorie les principales informations à retenir, qui sont ensuite détaillées au sein du paragraphe correspondant.

## 1. Contexte réglementaire et documents

### L'ESSENTIEL

La demande d'allocation de quotas à titre gratuit est principalement encadrée par les textes suivants :

- la [Décision 2011/278/UE](#) ;
- le [Guidance Document n° 7](#) ;
- le [Code de l'environnement](#), articles L229-5 à 19 et R229-5 à 37.

Pour sa demande d'allocation de quotas à titre gratuit, l'exploitant doit fournir :

- le questionnaire Excel établi par la Commission européenne, dûment complété ;
- un rapport méthodologique ;
- l'avis d'assurance raisonnable, relatif aux documents ci-dessus, établi par un vérificateur agréé indépendant.

Ces documents sont présentés dans les paragraphes suivants.

La mise en place de ce système transitoire d'allocation de quotas a pour objectif d'inciter à la réduction progressive des émissions, dans des conditions économiquement efficaces et performantes. Ces quantités de quotas allouées gratuitement ont vocation à diminuer au fil du temps.



**A noter :** Ce document ne traite pas de l'allocation transitoire de quotas pour la modernisation de la production d'électricité.



**A noter :** Dans cette notice, le questionnaire Excel, établi par la Commission Européenne, est particulièrement détaillé. Les informations relatives à la rédaction du rapport méthodologique ne sont que peu développées.

## 1.1 Le questionnaire Excel

### L'ESSENTIEL

Le questionnaire Excel répertorie toutes les données nécessaires au calcul de l'allocation de quotas à titre gratuit : informations générales sur l'installation, données d'activités, méthodes de calcul utilisées...

Il est téléchargeable sur le site du MEEM et doit être vérifié par un vérificateur agréé indépendant.

La Commission européenne a mis en place un questionnaire, sous format Excel, permettant de renseigner toutes les informations et données nécessaires au calcul de l'allocation de quotas à titre gratuit. Des illustrations, études de cas et captures d'écran de ce formulaire sont présentées tout au long du présent document.

Ce questionnaire s'adresse :

- Aux exploitants qui entrent dans le SEQE pour la 1<sup>ère</sup> fois ;
- Aux installations subissant des modifications significatives de capacité, et
- Aux installations subissant des cessations partielles ou totales d'activité.

Compléter ce questionnaire est **obligatoire**. Ce document est disponible :

- En téléchargement sur le site du MEEM :

[http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/xls/NER\\_application\\_2014-02-20\\_COM\\_fr\\_Fr\\_corrSCUF-2.xls](http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/xls/NER_application_2014-02-20_COM_fr_Fr_corrSCUF-2.xls)

- Sur le site de la Commission européenne :

[http://ec.europa.eu/clima/policies/ets/cap/allocation/docs/ne\\_and\\_c\\_data\\_file\\_en.xls](http://ec.europa.eu/clima/policies/ets/cap/allocation/docs/ne_and_c_data_file_en.xls)

**La présente notice suit le même cheminement de remplissage que celui à mener pour compléter le questionnaire.**

Le tableau suivant présente les différents onglets du questionnaire Excel à remplir pour une demande d'allocation de quotas gratuits, ainsi que les sections de la notice correspondantes :

ONGLETS DE LA FICHE DE CALCUL	DESCRIPTION	SECTION DE LA NOTICE CORRESPONDANTE
Onglet a_Contents	Sommaire	-
Onglet b_Guidelines & conditions	Informations générales et consignes d'utilisation du fichier.	-
Onglet A_InstallationData (Informations générales)	Activités quotas ; définition des sous-installations ; connexions techniques.	Paragraphe 3.1
Onglet B_PartialCessation (Cessation partielle)	Pour chaque sous-installation : niveaux d'activité.	Paragraphe 5
Onglet C_StartingDate (Début d'exploitation)	Pour chaque sous-installation : niveaux d'activité quotidiens à partir de la date de démarrage de l'installation.	Paragraphe 3.2.1 Paragraphe 4.2.1
Onglet D_Emissions (Émissions)	Émissions totales mensuelles de l'installation et intrant énergétique total, répartition par sous-installation après le début de l'exploitation normale. Émissions totales historiques avant le début de l'exploitation normale.	Paragraphe 3.2.2
Onglet E_EnergyFlows (Intrants énergétiques)	Répartition de l'intrant énergétique mensuel par sous-installation après le début de l'exploitation normale. Répartition de l'intrant énergétique total par sous-installation avant le début de l'exploitation normale. Calcul de la quantité de chaleur mesurable éligible au référentiel de chaleur.	Paragraphe 3.2.3
Onglet F_ProductBM (Référentiel de produit)	Pour chaque sous-installation avec référentiel de produit, renseignement des niveaux d'activité mensuels les plus élevés et calcul du niveau d'activité relatif à la sous-installation.	Paragraphe 3.2.4 Paragraphe 3.2.5
Onglet G_Fall-back (Référentiel, autre que produit)	Pour chaque sous-installation, hors référentiel de produit, renseignement des niveaux d'activité mensuels les plus élevés et calcul du niveau d'activité relatif à la sous-installation.	Paragraphe 3.2.4 Paragraphe 3.2.5

ONGLETS DE LA FICHE DE CALCUL	DESCRIPTION	SECTION DE LA NOTICE CORRESPONDANTE
<b>Onglet H_SpecialBM</b> (Référentiels spéciaux)	<p>Pour chaque sous-installation avec un référentiel produit particulier, calcul du niveau d'activité conformément à l'Annexe III de la Décision n°2011/278/UE.</p> <p><u>Secteurs concernés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Produits de raffinerie (CWT)</li> <li>• Chaux</li> <li>• Dolomie</li> <li>• Vapocraquage</li> <li>• Aromatiques (CWT)</li> <li>• Hydrogène</li> <li>• Gaz de synthèse</li> <li>• Oxyde d'éthylène / éthylène glycols</li> <li>• Chlorure de vinyle monomère (CVM)</li> </ul>	<p>Paragraphe 3.2.4</p> <p>Paragraphe 3.2.5</p>
<b>Onglet I_Msspecific</b> (Onglet spécifique à l'Etat membre)	Onglet à compléter par l'Etat membre si celui-ci souhaite demander des renseignements complémentaires à l'exploitant.	Non concerné
<b>Onglet J_Comments</b> (Commentaires)	Laisse un champ libre à l'exploitant pour indiquer toute information qui lui semble nécessaire d'ajouter.	-
<b>Onglet K_Summary</b> (Résumé)	Rappel de l'ensemble des données et calcul de l'allocation provisoire.	Paragraphe 3.3

Tableau 1 : Structure du questionnaire

Tout au long du questionnaire, un code couleur précis est appliqué, rappelé dans l'onglet « Guidelines&conditions » :

Codes de couleur et polices de caractères:

**Texte noir en caractères gras:** Ce texte décrit les données requises.

*Texte en italique en caractères plus* Ce texte fournit des explications complémentaires.

Les champs en jaune doivent être obligatoirement remplis. Cependant, si cela n'est pas pertinent pour l'installation,

Les champs en jaune clair sont facultatifs.

Dans les champs en vert figurent les résultats calculés automatiquement. Le texte en rouge est réservé aux messages

Un champ hachuré indique qu'il n'y a plus lieu de remplir ce champ en raison de l'information saisie dans un autre champ.

Les zones grisées doivent être remplies par les États membres avant la publication de la version adaptée du modèle.

Les zones en gris clair sont réservées à la navigation et aux hyperliens.



## 1.2 Le rapport méthodologique

### L'ESSENTIEL

Le rapport méthodologique explicite les données renseignées dans le questionnaire Excel : description de l'installation, méthode de compilation utilisée, sources des données, étapes des calculs, méthode appliquée pour l'attribution des émissions aux différentes sous-installations.

Un « **Guide pour l'établissement du rapport méthodologique** » a été élaboré par le MEEM, téléchargeable sur leur site internet<sup>1</sup>.

Ce rapport méthodologique doit être obligatoirement vérifié par un vérificateur agréé indépendant, qui établit un **avis d'assurance raisonnable**.

L'exploitant doit fournir, en parallèle du formulaire Excel, un rapport méthodologique répertoriant toutes les informations nécessaires à l'allocation de quotas, comme mentionné dans la [Décision du 27/04/2011, Article 7.7](#). Ce rapport doit être ensuite vérifié par un vérificateur agréé indépendant, et obtenir un **avis d'assurance raisonnable**.

L'établissement de ce rapport méthodologique a pour objectif d'éviter tout double compte et d'assurer une cohérence maximale dans l'évaluation des émissions. Pour cela, des niveaux d'exactitude et d'exhaustivité les plus élevés possibles sont requis.

Ce rapport doit comporter diverses informations : description de l'installation, méthode de compilation utilisée, sources des données, étapes des calculs, méthode appliquée pour l'attribution des émissions aux différentes sous-installations. Une trame est proposée par le MEEM : « **Guide pour l'établissement du rapport méthodologique** », téléchargeable sur le site du MEEM<sup>1</sup>.



**A noter** : Les termes utilisés ci-dessous sont expliqués tout au long de la notice.

#### ➤ Description de l'installation

L'exploitant doit décrire le mode de fonctionnement de son installation, en joignant, si possible, une carte présentant le rôle des différentes unités. Le découpage en sous-installations doit être renseigné et justifié ([Paragraphe 2.1](#)). Il est recommandé de joindre le plan de surveillance de l'installation pour cette section.

#### ➤ Cas des sous-installations avec benchmark produit ([Paragraphe 2.1.2.1](#))

Au sein de cette section, l'exploitant doit renseigner les sources des données de production utilisées pour le calcul avec benchmark produit, mais également les consommations d'énergie et émissions correspondantes pour la sous-installation concernée. Si certaines données viennent à manquer, les hypothèses retenues pour pallier ce manque doivent être explicitées.

#### Cas particuliers :

- En cas de production d'un produit avec consommation partielle d'électricité : la méthode de quantification de la part d'électricité attribuée à la sous-installation doit être détaillée.
- En cas de détermination de la capacité initiale autrement que par des données mensuelles : la procédure utilisée pour la vérification expérimentale doit être documentée.

---

<sup>1</sup>[http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Guide\\_pour\\_l\\_etablissement\\_du\\_rapport\\_methodologique.pdf](http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Guide_pour_l_etablissement_du_rapport_methodologique.pdf)

- En cas de changement de capacité durant la période 2005-2011 : prouver que cette modification est bien significative (**Paragraphe 4**) et expliciter le calcul du facteur historique d'utilisation de la capacité.
- En cas de fonctionnement inférieur à deux années civiles, le facteur approprié d'utilisation de la capacité doit être explicité.

➤ Cas des sous-installations avec benchmark chaleur (**Paragraphe 2.1.2.2**)

Au sein de cette section, l'exploitant doit renseigner les sources des données utilisées pour la comptabilisation de la chaleur utilisée (compteurs d'énergie thermique, mesure de la chaleur importée), mais également la méthode utilisée pour répartir cette chaleur selon les sous-installations, exposées, ou non, à un risque de fuite de carbone. Si certaines données viennent à manquer, les hypothèses retenues pour pallier ce manque doivent être explicitées.

Cas particuliers :

- Si la chaleur n'est pas mesurable, l'exploitant doit fournir des documents justifiant de la quantité de chaleur produite, importée ou exportée. Si cette approche n'est pas non plus envisageable, se référer à l'**Article 7.8 de la Décision du 27/04/2011, permettant de calculer une valeur d'approximation**.
- Lorsque de la chaleur mesurable est importée, expliciter la méthode de répartition (installation SEQE/non-SEQE : **Paragraphe 2.1.2.2**). En cas d'exportation vers une installation non-SEQE, indiquer le statut d'exposition au risque de fuite de carbone. Pour l'exportation de chaleur vers des ménages privés, expliquer la méthode de détermination des émissions associées.
- En cas de détermination de la capacité initiale autrement que par des données de production de chaleur mensuelles : la procédure utilisée pour la vérification expérimentale doit être documentée.
- En cas de changement de capacité durant la période 2005-2011 : prouver que cette modification est bien significative (**Paragraphe 4**) et expliciter le calcul du facteur historique d'utilisation de la capacité.
- En cas de fonctionnement inférieur à deux années civiles, le facteur approprié d'utilisation de la capacité doit être explicité.

➤ Cas des sous-installations avec benchmark combustibles (**Paragraphe 2.1.2.3**)

Au sein de cette section, l'exploitant doit renseigner les sources des données utilisées pour la comptabilisation des combustibles (compteurs, mesure de la chaleur importée si concerné), mais également la méthode utilisée pour répartir ces combustibles selon les sous-installations, exposées, ou non, à un risque de fuite de carbone. Si certaines données viennent à manquer, les hypothèses retenues pour pallier ce manque doivent être explicitées.

Cas particuliers :

- Dans le cas de deux sous-installations, l'une avec benchmark chaleur, l'autre combustible, détailler la méthode de comptabilisation des consommations afin d'assurer l'exhaustivité du comptage et l'absence de double-comptage.
- En cas d'exportation de chaleur vers des installations non-SEQE : expliquer comment a été déterminé le statut d'exposition au risque de fuite de carbone de l'installation importatrice. Pour l'exportation de chaleur vers des ménages privés, expliquer la méthode de détermination des émissions associées.
- En cas de détermination de la capacité initiale autrement que par des données de production de chaleur mensuelles : la procédure utilisée pour la vérification expérimentale doit être documentée.

- En cas de changement de capacité durant la période 2005-2011 : prouver que cette modification est bien significative (**Paragraphe 4**) et expliciter le calcul du facteur historique d'utilisation de la capacité.
- En cas de fonctionnement inférieur à deux années civiles, le facteur approprié d'utilisation de la capacité doit être explicité.
- Si la sous-installation comprend de la mise en torchères pour raison de sécurité : justifier les raisons et documenter la méthode de quantification des consommations de combustibles.

➤ Cas des sous-installations avec émissions de procédé (**Paragraphe 2.1.2.4**)

Au sein de cette section, l'exploitant doit renseigner les types d'émissions concernées, en se référant aux catégories mentionnées dans la **Décision du 27/04/2011, Article 3.h**. La méthode utilisée pour répartir les émissions, selon les sous-installations exposées, ou non, au risque de fuite de carbone, doit être détaillée, incluant la liste des codes PRODCOM des produits concernés. Si certaines données viennent à manquer, les hypothèses retenues pour pallier ce manque doivent être explicitées.

Cas particuliers :

- En cas de détermination de la capacité initiale autrement que par des données mensuelles : la procédure utilisée pour la vérification expérimentale doit être documentée.
- En cas de changement de capacité durant la période 2005-2011 : prouver que cette modification est bien significative (**Paragraphe 4**) et expliciter le calcul du facteur historique d'utilisation de la capacité.
- En cas de fonctionnement inférieur à deux années civiles, le facteur approprié d'utilisation de la capacité doit être explicité.

➤ Cas de l'émission de gaz résiduaire (**Paragraphe 3.2.2**)

Cette rubrique concerne uniquement les exploitants ayant trouvé dans leur installation des émissions de gaz résiduaire qui sont en dehors du périmètre d'une sous-installation avec benchmark produit. L'exploitant doit décrire les combustibles et procédés dont sont issus les gaz résiduaire, en identifiant les parties de l'installation dont ils sont issus. La méthode de détermination du PCI et de la composition en carbone de ces gaz doit être explicitée. Si certaines données viennent à manquer, les hypothèses retenues pour pallier ce manque doivent être explicitées.

Cas particuliers :

- Si la méthode de quantification par la mesure est non-applicable, il faut pouvoir documenter la quantification des gaz résiduaire produits, exportés ou importés.
- En cas d'importation de gaz résiduaire, indiquer la méthode de quantification de ces gaz.
- En cas de recyclage, indiquer la méthode de quantification de ces gaz.

➤ Cas de l'électricité (**Paragraphe 3.2.2**)

Au sein de cette section, l'exploitant doit décrire l'ensemble des systèmes de mesure ou de quantification de la consommation d'électricité dans l'installation, et, le cas échéant, leur localisation. En cas de production d'électricité, l'exploitant doit indiquer le lieu d'où elle provient.

La rédaction de ce rapport méthodologique est **obligatoire**. C'est une pièce indispensable que l'exploitant doit remettre avec le questionnaire.

Le questionnaire et le rapport méthodologique, doivent être **vérifiés par un vérificateur agréé indépendant**, et obtenir un **avis d'assurance raisonnable**.

## 2. Principes généraux

### L'ESSENTIEL

Un exploitant, soumis au SEQE-UE, peut recevoir une certaine quantité de quotas à titre gratuit. Ces quotas correspondent à une quantité d'émissions de gaz à effet de serre.

Pour déterminer le nombre de quotas gratuits qu'un exploitant peut se voir allouer, un calcul est effectué à partir de ses **données d'activité** (tonnes de produit, TJ, t CO<sub>2</sub> éq). Ces données d'activité sont ensuite traduites en **quotas alloués** grâce à des « **référentiels** », eux-mêmes définis au niveau européen. Ces référentiels sont au nombre de quatre : référentiel **produits, chaleur, combustibles et émissions de procédé**.

Chaque exploitant doit pouvoir inclure son installation au sein d'un de ces référentiels, ou, si besoin, diviser son installation en sous-installations, correspondant à ces référentiels. Cette catégorisation de l'installation en référentiels a pour objectif d'assurer l'**exhaustivité** de comptabilisation des sources d'émissions, en évitant tout **double compte** et en incitant à la réduction d'**émissions**.

En fonction de son degré d'exposition au **risque de fuite de carbone**, c'est-à-dire de son degré d'exposition à une forte concurrence internationale, notamment dans les pays où le SEQE-UE n'est pas appliqué, un exploitant se verra attribuer plus ou moins de quotas à titre gratuit au cours de la période.

La 3<sup>ème</sup> période du SEQE-UE diffère des périodes précédentes sur plusieurs points. Désormais, le champ d'application est élargi, de manière à prendre en compte **d'autres GES** et **d'autres secteurs**. Un plafond unique d'émissions européen a été mis en place, diminuant linéairement de 1,74% par an jusqu'en 2020 et au-delà.

Le principe général de ce système reste identique : favoriser la réduction d'émission dans des conditions économiquement efficaces et performantes. Un calcul particulier est effectué ex-ante pour les sites concernés, afin d'allouer une quantité de quotas permettant de favoriser l'atteinte des objectifs de réduction.

Ici, est exposée l'allocation **de quotas à titre gratuit**.



A noter : *Aucun quota n'est alloué à titre gratuit pour la production d'électricité.*

## 2.1 Sous-installations et benchmarks

### L'ESSENTIEL

L'exploitant doit diviser son installation en une ou plusieurs sous-installations, relevant d'un des référentiels suivants, classés par ordre de priorité :

- Référentiel de produit : « **BM<sub>produit</sub>** », sinon :
- Référentiel de chaleur : « **BM<sub>chaleur</sub>** », sinon :
- Référentiel de combustibles : « **BM<sub>combustible</sub>** », sinon :
- Référentiel émissions de procédé : « **BM<sub>procédés</sub>** ».

Une sous-installation regroupe les intrants, les extrants et les émissions correspondantes pour l'un des référentiels ci-dessus.

L'application de cette méthode assure l'harmonisation et l'exhaustivité dans l'allocation des quotas d'émissions, en évitant tout double-compte.

### 2.1.1 Installation et sous-installations

Les sites concernés par le SEQUE, soumis à obligation de déclaration, sont définis comme « installations ». D'après l'[Article 3.e de la Directive 2003/87/CE](#), une installation est définie selon les termes suivants :

*« Une unité technique fixe où se déroulent une ou plusieurs activités indiquées à l'annexe I ainsi que toute autre activité s'y rapportant directement qui est liée techniquement aux activités exercées sur le site et qui est susceptible d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution »*

Une installation fictive illustre la démarche tout au long du document, l'installation « K'ESQUE-SEQUE SA ».

Chaque installation concernée est ensuite divisée en une ou plusieurs sous-installations, définies comme :

*« les intrants, les extrants et les émissions correspondantes »*

relatifs à chaque régime d'allocation, appelés « référentiels » ou « benchmarks », présentés plus bas.

Ainsi, la définition du **nombre** et du **périmètre** de chaque sous-installation pour un site se fait relativement aux référentiels définis au paragraphe suivant. Le périmètre d'une sous-installation n'est pas nécessairement défini par les limites physiques d'une unité.

## 2.1.2 Les référentiels - benchmarks

*Les définitions des référentiels sont incluses dans la Décision du 27/04/2011 (Art. 3(b), 3(c), 3(d) et 3(h)) et dans l'Article R.229-5-1 du Code de l'environnement.*

Les référentiels, ou benchmark, sont des périmètres, ou modes d'allocation, dans lesquels viennent s'inscrire différentes unités d'une installation. Au nombre de quatre, ils permettent de diviser une installation en sous-installations. Ces référentiels sont listés par ordre hiérarchique ci-dessous :

1. Référentiel de produit : « **BM<sub>produit</sub>** », si ce référentiel n'est pas applicable, trois options de repli existent :
  2. Référentiel de chaleur : « **BM<sub>chaleur</sub>** », sinon :
  3. Référentiel de combustibles : « **BM<sub>combustibles</sub>** », sinon :
  4. Référentiel émissions de procédé : « **BM<sub>procédé</sub>** ».

**La division du site en sous-installations ne se fait pas par choix de l'exploitant, mais uniquement s'il existe des modes d'allocation (benchmark) différents.**

Au sein d'un site, plusieurs modes d'allocation peuvent coexister, mais une sous-installation n'est définie que par un seul référentiel / benchmark. Lors de la définition des sous-installations, il est important de vérifier que les sous-installations ne se recouvrent pas, que cela soit en termes d'intrants, d'extrants ou d'émissions.

### 2.1.2.1 Le référentiel de produit

*Les définitions proviennent de l'Article 3.b de la Décision du 27/04/2011.*

#### L'ESSENTIEL

Mon installation produit l'un des produits référencés dans l'Annexe I de la **Décision 2011/278/UE du 27 avril 2011**.

J'applique la **valeur spécifique** du référentiel concerné à mes données d'activité (exprimées en tonnes de produit).

Le premier référentiel à considérer est le référentiel produit : « **BM<sub>produit</sub>** ».

Pour **chaque produit** défini à l'Annexe I de la **Décision 2011/278/UE du 27 avril 2011**, le référentiel correspondant doit être appliqué.

Pour chaque produit concerné, l'annexe présente :

- Le nom du référentiel produit ;
- La définition des produits inclus ;
- La définition des procédés et émissions inclus (limites du système) ;
- L'exposition au risque de fuite de carbone. **Attention**, ce critère a été modifié pour 2015. La liste est désormais consultable en Annexe I de **Décision du 27 octobre 2014** ;
- La valeur du référentiel (quotas/tonne).

**Exemple : Installation produisant des tuiles**

On considère ici une installation fictive produisant des tuiles en terre cuite. Ci-dessous, un extrait de l'Annexe 1 de la Décision 2011/278/UE du 27 avril 2011 :

Référentiel de produit	Définition des produits inclus	Définition des procédés et émissions inclus (limites du système)	Exposition au risque de fuite de carbone conformément à la décision 2010/2/UE pour les années 2013 et 2014	Valeur du référentiel (quotas/tonne)
Tuiles	Tuiles en terre cuite telles que définies dans la norme EN 1304:2005, excepté les tuiles «bleu fumé» et les accessoires.	Sont inclus tous les procédés directement ou indirectement liés aux procédés de production: préparation des matières premières, mélange des composants, mise en forme des produits, séchage des produits, cuisson des produits, finition des produits et épuration des gaz de combustion.	non	0,144

Figure 1 : Extrait de l'annexe 1 de la Décision 2011/278/UE du 27 avril 2011

Le référentiel « Tuiles » s'applique aux tuiles en terre cuite telles que définies dans la norme EN 1304:2005, excepté les tuiles « bleu fumé » et les accessoires.

La sous-installation comprend « *tous les procédés directement ou indirectement liés aux procédés de production : préparation des matières premières, mélange des composants, mise en forme des produits, séchage des produits, cuisson des produits, finition des produits et épuration des gaz de combustion* ». La valeur retenue pour le référentiel est :

$$BM_{\text{tuiles}} = 0,144 \text{ quotas/tonnes de tuiles produites}$$

Attention ! L'exposition au risque de fuite de carbone a été actualisée avec la Décision du 27 octobre 2014. Cette caractéristique doit ainsi être récupérée directement dans la liste établie par la Décision du 27 octobre 2014.

Le schéma ci-dessous illustre le périmètre à considérer le plus souvent pour une sous-installation relevant du référentiel produit :

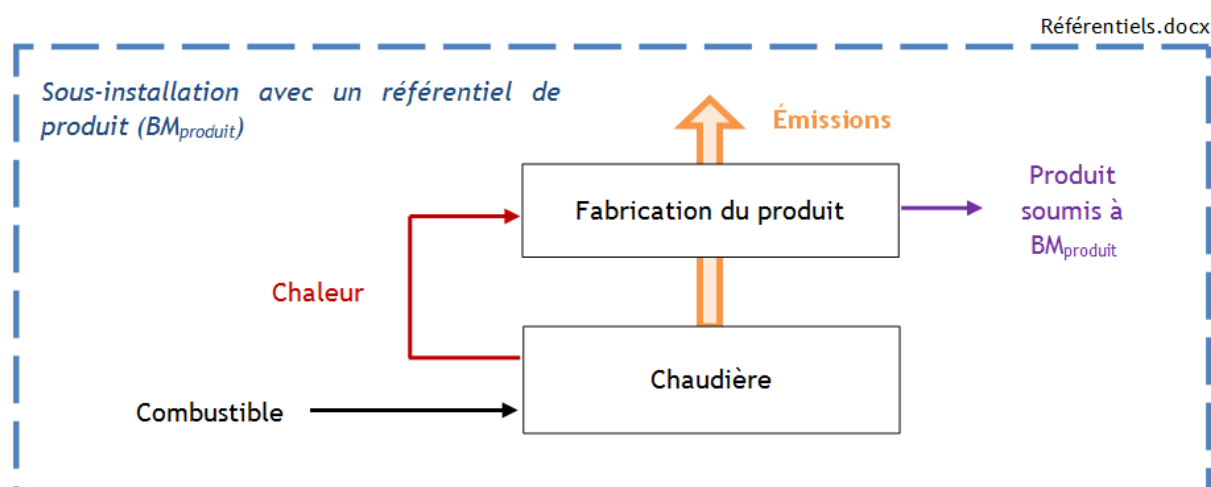


Figure 2 : Le benchmark produit

Ainsi, la valeur du référentiel produit englobe généralement toutes les émissions liées à la production : relatives à la chaleur, aux combustibles utilisés, ainsi qu'aux procédés. Ces émissions ne devront donc pas faire l'objet d'une allocation de quotas gratuits via un autre référentiel.

**Attention ! Cas particuliers.**

➤ Interchangeabilité combustibles/électricité - [Article 14 de la Décision du 27/04/2011](#)

Pour certains procédés avec un référentiel produit, les émissions directes (donnant lieu à une allocation de quotas gratuits) et les émissions indirectes liées à la production d'électricité (ne donnant pas lieu à une allocation de quotas gratuits) sont interchangeables : combustibles et/ou électricité peuvent être utilisés pour la production du même produit.

Les procédés concernés sont listés en [Annexe 1.2 de la Décision 2011/278/UE du 27 avril 2011](#).

Pour ces procédés, la valeur du référentiel produit tient compte des **émissions totales**, c'est-à-dire à la fois des émissions directes (consommation de combustibles fossiles) et indirectes (induites par la consommation de combustibles fossiles lors de la production d'électricité).

Cependant, au moment de l'allocation, seule la part des **émissions directes** dans les émissions totales est considérée, pour éviter l'allocation gratuite de quotas à la production d'électricité. Le calcul est effectué automatiquement au sein de l'outil Excel, à partir des données entrées par l'exploitant.

➤ Vapocraquage - [Article 11 de la Décision du 27/04/2011](#)

Ce cas particulier concerne la production de **produits chimiques à haute valeur ajoutée** (appelés HVC - high value chemicals). L'allocation, pour les installations de ce type, est fondée sur un calcul spécifique, tenant compte des émissions liées à la production d'hydrogène, d'éthylène et de HVC.

➤ Chlorure de vinyle monomère - [Article 12 de la Décision du 27/04/2011](#)

Ce cas particulier concerne la production du chlorure de vinyle monomère (appelés « CVM »). L'allocation, pour les installations de ce type, est fondée sur un calcul spécifique, tenant compte de la consommation de chaleur liée à la combustion d'hydrogène.

## 2.1.2.2 Le référentiel de chaleur

*Les définitions proviennent des Articles 3.c), e) et f) de la Décision du 27/04/2011.*

### L'ESSENTIEL

Je ne peux pas appliquer un référentiel produit à ma sous-installation, mais je peux définir une sous-installation au sein de laquelle la **chaleur est mesurable**, et non utilisée pour la production d'électricité.

J'applique à mes données d'activité (en TJ de chaleur mesurable), la valeur du référentiel de chaleur :

**62,3 quotas / TJ**

Pour les procédés consommant de la chaleur, et lorsque le **référentiel de produit ne peut pas être appliqué**, l'exploitant peut utiliser le référentiel de chaleur, sous certaines conditions :

- La chaleur est mesurable ;
- La chaleur n'est pas utilisée pour la production d'électricité.



Par chaleur mesurable, on entend :

« Flux thermique net<sup>2</sup> transporté via un *milieu caloporteur* dans des *conduits ou canalisations*, pour lequel un *compteur d'énergie thermique*<sup>3</sup> est installé ou pourrait l'être. »

Le calcul de la chaleur nette est effectué via des mesures, des factures, la consommation de combustibles et un rendement mesuré ou par défaut.

Le schéma ci-dessous illustre le périmètre à considérer pour une sous-installation relevant du référentiel de chaleur :

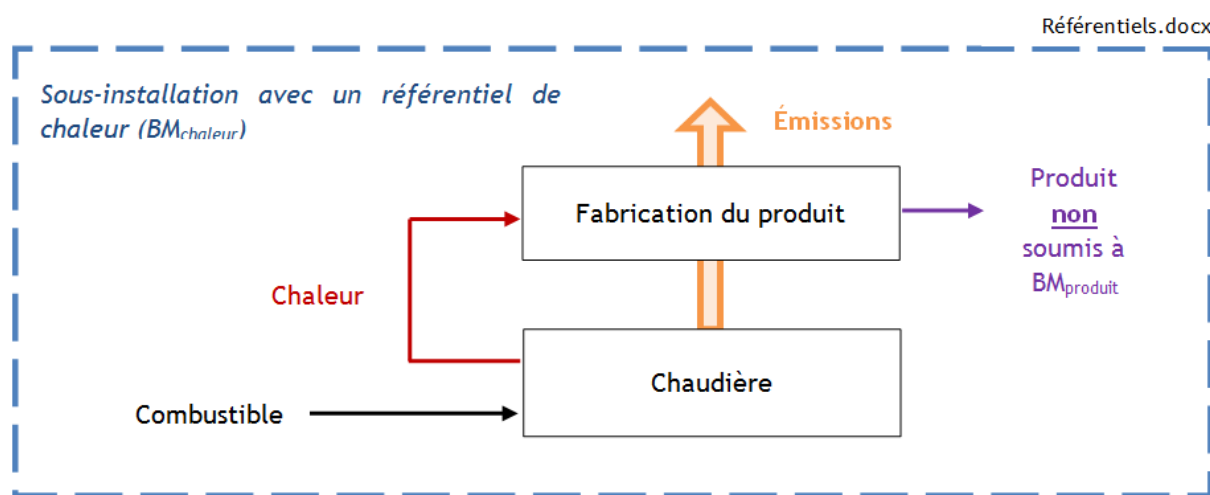


Figure 3 : Le benchmark chaleur

### Attention ! Cas particuliers.

- Les connexions techniques - Article 3.c de la Décision 2011/278/UE du 27 avril 2011

Certaines installations possèdent des connexions techniques avec d'autres installations, incluant notamment des flux de chaleurs. Afin d'éviter tout double compte, des règles ont été établies quant à l'attribution de ces flux entre installations.

On considère comme « **importée** » toute chaleur mesurable entrant dans les limites de l'installation, et comme « **exportée** » toute chaleur mesurable sortant de ces limites.

Pour l'installation effectuant sa demande, est comptabilisée :

- la chaleur consommée par l'installation et produite par une installation couverte par le SEQE,
- ou la chaleur produite par l'installation et consommée par une installation non couverte par le SEQE dans un autre but que la production d'électricité.



A noter : Les flux d'énergie entre les sous-installations ne sont pas pertinents.

La chaleur mesurable comptabilisée est appelée « **chaleur admissible** ». La chaleur mesurable non comptabilisée est appelée « **chaleur non-admissible** ».

<sup>2</sup> Quantité de chaleur dans le flux de chaleur allant vers l'utilisateur moins la quantité de chaleur dans le flux de retour.

<sup>3</sup> Annexe MI-004 de la Directive 2004/22/CE, ou tout autre dispositif conçu pour mesurer et enregistrer la quantité d'énergie thermique produite sur la base des volumes des flux et des températures.

Ci-dessous, un schéma récapitulant les règles de comptabilisation en cas d'importation et d'exportation de chaleur :

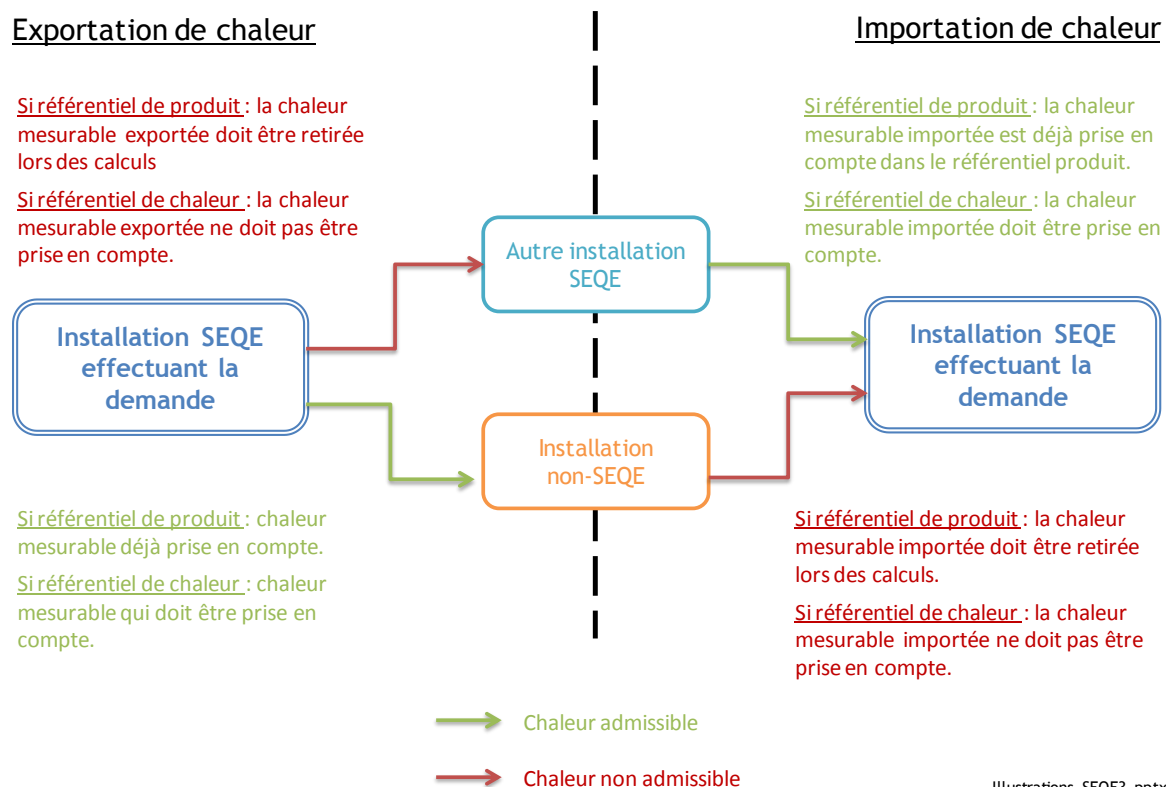


Figure 4 : Comptabilisation des flux de chaleur en cas d'import et d'export

#### ➤ Cas particulier de l'acide nitrique

Toute chaleur produite par une installation ou sous-installation productrice d'acide nitrique est considérée comme **chaleur non admissible**.

### 2.1.2.3 Le référentiel de combustibles

*Les définitions proviennent de l'Article 3.d) de la Décision du 27/04/2011.*

#### L'ESSENTIEL

Je ne peux appliquer ni un référentiel de produit, ni un référentiel de chaleur à ma sous-installation.

J'applique à mes données d'activité (TJ de combustible), la valeur du référentiel de combustibles : **56,1 quotas/TJ**

Pour les procédés consommant de la chaleur non mesurable, et lorsque les **référentiels de produit ou de chaleur ne peuvent être appliqués**, l'exploitant peut utiliser le référentiel de combustibles, sous certaines conditions :

- Le combustible n'est pas torché (sauf pour raison de sécurité<sup>4</sup>) ;
- Le combustible n'est pas utilisé pour la production d'électricité ;
- Le combustible est brûlé pour :
  - la fabrication de produit ;
  - le chauffage direct ou la production de froid ;
  - ou pour produire de l'énergie mécanique non utilisée pour la production d'électricité.

Le schéma ci-dessous illustre le périmètre à considérer pour une sous-installation relevant du référentiel combustible :

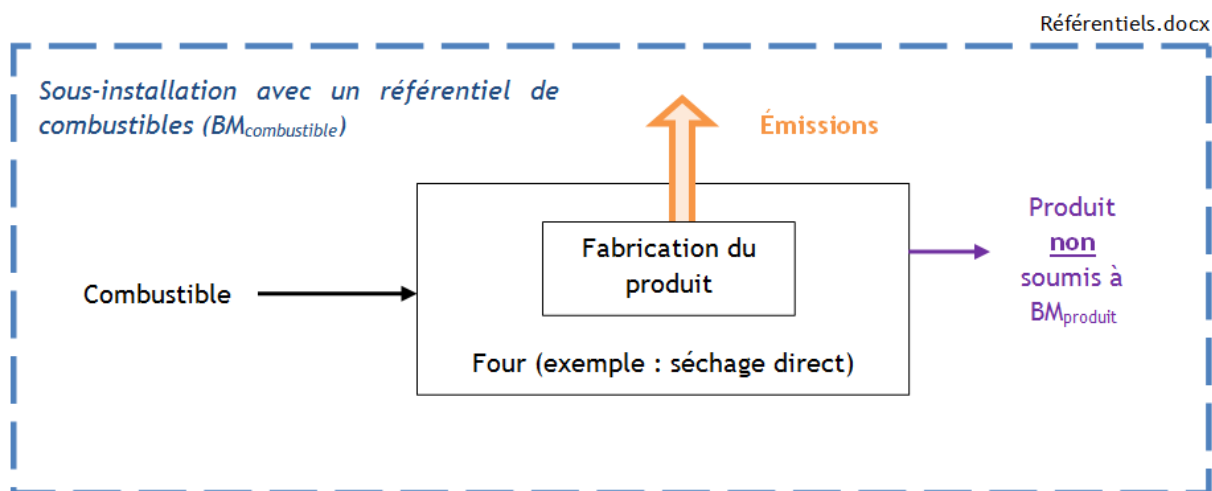


Figure 5 : Le benchmark combustible

#### 2.1.2.4 Le référentiel émissions de procédé

*Les définitions proviennent de l'Article 3.h) de la Décision du 27/04/2011.*

##### L'ESSENTIEL

Je ne peux appliquer ni le référentiel de produit, ni le référentiel de chaleur, ni le référentiel de combustibles à ma sous-installation. Cependant, le procédé que j'utilise émet des gaz à effet de serre.

J'applique à mes données d'activité (tonnes de  $CO_2$  équivalent), la valeur du référentiel émissions de procédé :

**0,97 quotas/tonnes  $CO_2$  équivalent**

<sup>4</sup> Mise en torchère pour des raisons de sécurité : combustion de combustibles pilotes et de quantités très variables de gaz de procédé ou de gaz résiduels dans une unité exposée aux perturbations atmosphériques, cette combustion étant expressément requise pour des raisons de sécurité par les autorisations pertinentes de l'installation. [Article 2.p - Décision du 27/04/2011.](#)

Pour certains procédés, les émissions ne sont couvertes **ni par un référentiel de produit, ni par un référentiel de chaleur, ni par un référentiel de combustibles.**

Dans ce cas là, l'exploitant peut utiliser le référentiel émissions de procédé. Ces émissions sont classées en trois catégories au titre de l'allocation des quotas gratuits :

- **Type A** : Émissions de GES couvertes par le SEQE, autres que CO<sub>2</sub>, produites hors des limites du système d'un référentiel de produit, ou
- **Type B** : Émissions de CO<sub>2</sub> liées à l'une des activités répertoriées dans le Tableau 2 ci-dessous, ou
- **Type C** : Émissions de CO et de CO<sub>2</sub> liées à l'une des activités répertoriées ci-dessous, aux fins de la production de chaleur (mesurable ou non) ou d'électricité (règle particulière de calcul) (dont gaz résiduels).

Activités concernées	
Réduction chimique ou électrolytique des composés métalliques présents dans les minerais, concentrés et matières premières secondaires.	Synthèses chimiques dans lesquelles la matière carbonée participe à la réaction, quand l'objectif principal est autre que la production de chaleur.
Elimination des impuretés présentes dans les métaux et composés métalliques.	Utilisation d'additifs ou de matières premières contenant du carbone, quand l'objectif principal est autre que la production de chaleur.
Décomposition des carbonates, hors ceux utilisés pour l'épuration des fumées.	Réduction chimique ou électrolytique d'oxydes métalloïdes ou d'oxydes non métalliques, tels que les oxydes de silicium et de phosphates.

Tableau 2 : Activités référencées pour le référentiel émissions de procédé

### 2.1.2.5 Comment sélectionner le bon référentiel ?

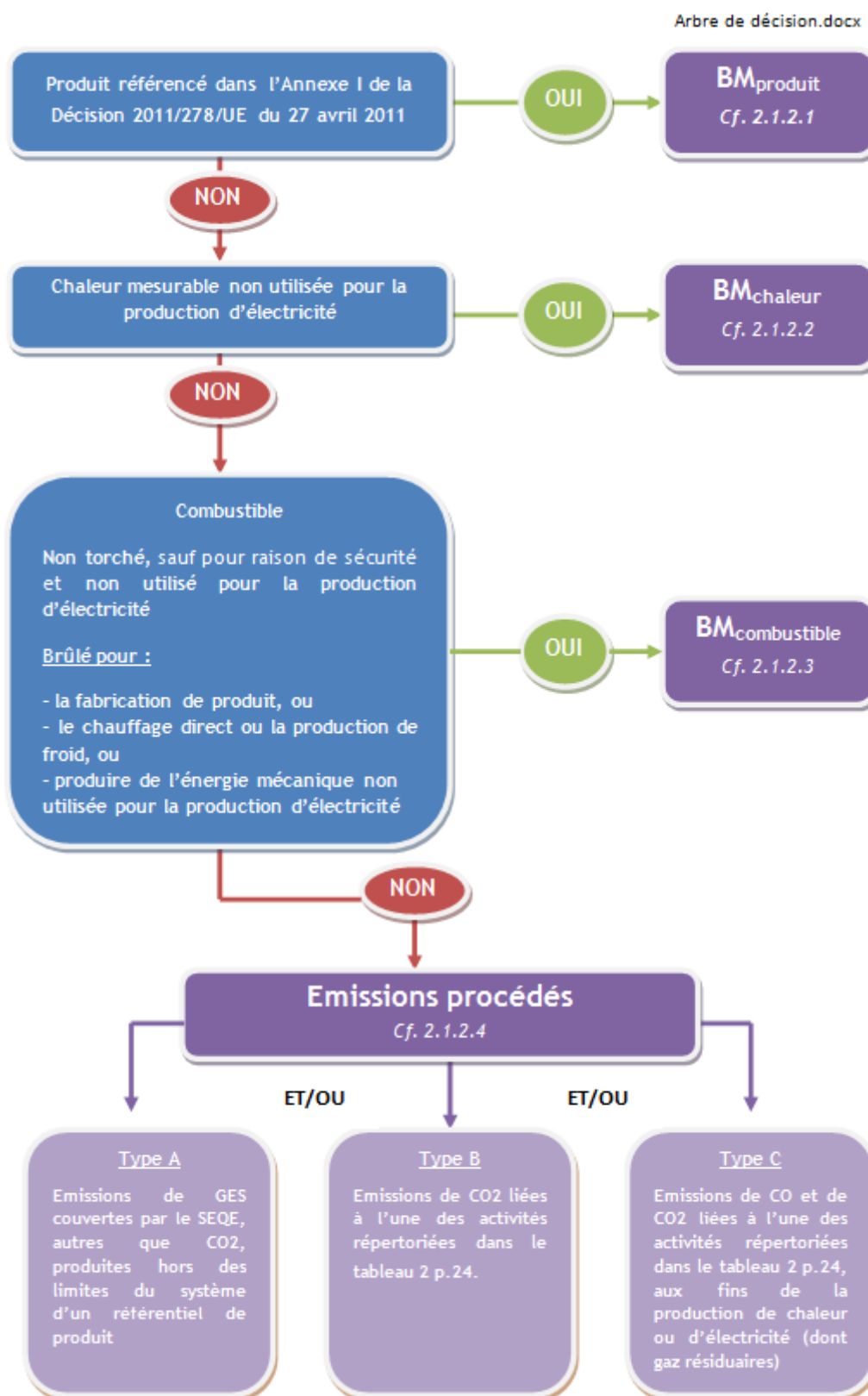


Figure 6 : Arbre de décision référentiel

On rappelle que plusieurs référentiels peuvent être rencontrés dans une seule installation.  
Celle-ci sera alors découpée en sous-installations.

## 2.2 Les différents facteurs du calcul d'allocation



*A noter : Les facteurs présentés ici sont appliqués **automatiquement** dans l'outil Excel, si les conditions relatives à leur application sont remplies.*

### L'ESSENTIEL

Lors du calcul de l'allocation de quotas à titre gratuit, différents facteurs peuvent être appliqués selon les cas. Chacun présente des caractéristiques spécifiques et a été mis en place dans un but précis :

- Le **facteur lié au risque de fuite de carbone (CLEF)** : pour diminuer progressivement l'allocation de quotas à titre gratuit, sans pénaliser les secteurs fortement soumis à concurrence ;
- Le **facteur linéaire (LRF)** : traduisant la diminution progressive du plafond d'émission européen ;
- Le **facteur de correction transsectoriel (CSCF)** : pour assurer la cohérence entre plafonds européen et quotas alloués gratuitement.

Ci-dessous le tableau récapitulatif des valeurs de ces facteurs pour la période 2013-2020 :

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
CLEF - secteurs non exposés	0,8000	0,7286	0,6571	0,5857	0,5143	0,4429	0,3714	0,3000
CLEF - secteurs exposés	1	1	1	1	1	1	1	1
CLEF - aviation	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
LRF	1,0000	0,9826	0,9652	0,9478	0,9304	0,9130	0,8956	0,8782
CSCF	0,9427	0,9263	0,9098	0,8930	0,8761	0,8590	0,8417	0,8244

Tableau 3 : Récapitulatif des valeurs des facteurs de calcul pour l'allocation de quotas gratuits

### 2.2.1 Risque de fuite de carbone

*La définition du CLEF (Carbone Leakage Exposure Factor) est incluse dans l'article 10 bis, paragraphe 11, de la Directive 2003/87/CE*

L'évaluation du degré d'exposition au risque de fuite de carbone permet d'adapter le nombre de quotas alloués à titre gratuit. Un secteur **exposé** recevra **plus de quotas** à titre gratuit (100% de l'allocation calculée) qu'un secteur non exposé (diminution linéaire au fil du temps).

Qu'est-ce que le risque de fuite de carbone ?

La qualification de secteur sujet au risque de fuite de carbone est effectuée à partir de la définition donnée dans l'**Article 10 bis de la Directive européenne 2003/87/CE, paragraphes 14 à 17.**

Les secteurs et sous-secteurs exposés à un risque important de fuite de carbone sont ceux confrontés à une forte concurrence internationale, notamment dans des pays où des systèmes tels que le SEQE-UE n'existent. Ce risque est estimé en fonction des coûts additionnels générés par la participation au SEQE-UE et de l'intensité des échanges commerciaux avec les pays non européens.

## Les installations concernées

La liste des secteurs et sous-secteurs considérés comme exposés à un risque de fuite de carbone est établie dans la [Décision 2010/2/UE](#), amendée par les [Décisions 2011/745/UE](#), [2012/498/UE](#), [2014/9/UE](#) et [2014/746/UE](#). Ainsi, à partir du 1er janvier 2015 et jusqu'à 2019, la liste à considérer est celle située en Annexe I de la [Décision de la Commission du 27 octobre 2014](#).

**Côté pratique :** Afin de savoir si une installation ou sous-installation est soumise, ou non, à un risque important de fuite de carbone, deux cas doivent être différenciés :

- La sous-installation relève d'un **référentiel de produit** : le risque de fuite de carbone est indiqué, par produit, dans [l'Annexe I de la Décision 2014/746/UE du 27 octobre 2014](#). L'outil Excel reportera **automatiquement** ce risque à partir du référentiel produit choisi.
- La sous-installation relève d'un **référentiel de chaleur, de combustibles ou émissions de procédé** : l'exploitant doit se munir de son code **NACE** ou **PRODCOM** afin de connaître son degré d'exposition au risque de fuite de carbone. L'outil Excel évaluera **automatiquement** ce risque à partir de ces codes.



*A noter : La liste des secteurs et sous-secteurs concernés pourra être de nouveau révisée durant la période 2013-2020.*

### Attention ! Cas particuliers

- Les flux de chaleurs - [Article 6 de la Décision 2011/278/UE du 27 avril 2011](#)

Pour les sous-installations relevant du **référentiel de chaleur**, produisant et exportant de la chaleur vers une **installation non-SEQE**, le flux de chaleur n'est **pas considéré** comme exposé à un risque important de fuite de carbone.

Cependant, si l'autorité compétente (ici, le MEEM) établit que l'installation consommatrice de chaleur est, elle, soumise à risque important de fuite de carbone, l'installation produisant la chaleur est alors considérée comme exposée également à un risque important de fuite de carbone.

- Exemption de justification - [Article 7.2 de la Décision 2011/278/UE du 27 avril 2011](#)

Lorsque 95% des intrants, extrants et des émissions correspondantes d'une sous-installation avec référentiel de chaleur, de combustibles ou émissions de procédé sont utilisés pour des secteurs ou sous-secteurs considérés comme exposés à un risque important de fuite de carbone, l'exploitant peut être exempt d'obligation de communiquer les données évaluant ce risque.

Il en va de même pour les sous-installations où 95% des intrants, extrants et des émissions correspondantes sont utilisés pour des secteurs ou sous-secteurs considérés comme non exposés à un risque important de fuite de carbone.

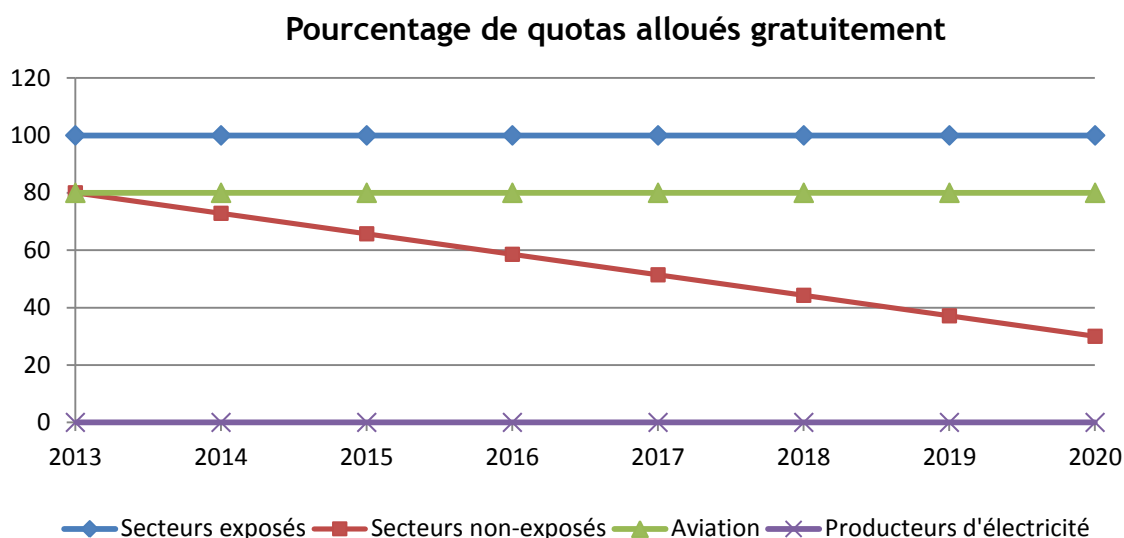
## Conséquences en terme d'allocation

Ce **facteur de fuite de carbone** est appliqué pour les installations et sous-installations **non exposées** à un risque important de fuite de carbone, chaque année de la période 2013-2020. L'objectif est d'atteindre, en 2020, une allocation de quotas gratuits pour ces installations et sous-installations de seulement 30% du référentiel, par rapport à 80% du référentiel en 2013.

Pour les installations et sous-installations **exposées** à un risque important de fuite de carbone, l'allocation de quotas gratuits provisoires calculée pour cette 3<sup>ème</sup> période est **constante** chaque année de la période 2013-2020.

Cas particuliers :

- Pour le secteur de l'aviation : 80% de quotas alloués gratuitement ;
- Pour les producteurs d'électricité : pas d'allocation de quotas gratuits.



Fuite \_carbone.xls

Figure 7 : Récapitulatif de l'allocation relative à l'exposition au risque de fuite de carbone

## 2.2.2 Le facteur linéaire

*Le facteur linéaire à appliquer se trouve en Annexe VI de la Décision du 27/04/2011.*

La quantité de quotas délivrée chaque année pour l'ensemble de la Communauté à compter de 2013 diminue de manière linéaire jusqu'en 2020. Le facteur linéaire appliqué est de **1,74 %** par rapport au total annuel moyen de quotas délivré par les États membres.

Dans les cas étudiés ici, à savoir nouveaux entrants, modifications significatives de capacité, et cessations partielles d'activité, ce facteur est appliqué **dans la majeure partie des cas** pour déterminer la quantité de quotas alloués à titre gratuit à une installation. Seule exception : les installations subissant une réduction significative de capacité (**Paragraphe 4**).

## 2.2.3 Le facteur de correction transsectoriel

*Le facteur de correction transsectoriel est défini à l'Article 5, paragraphe 3 de la Décision du 27/04/2011.*

**Attention ! Dans les cas étudiés ici, à savoir nouveaux entrants, modifications significatives de capacité, et cessations partielles d'activité, ce facteur ne concerne que les installations déjà en place (autorisées avant le 30 juin 2011), ayant subi une réduction significative de capacité (**Paragraphe 4**.)**

Dans les cas étudiés ici, à savoir nouveaux entrants, modifications significatives de capacité, et cessations partielles d'activité, ce facteur est appliqué à la place du facteur de réduction linéaire, dans le cas des installations déjà en place ayant subi une réduction de capacité. Ce facteur permet d'assurer une cohérence au niveau de l'Union européenne entre les quotas alloués gratuitement et le plafond d'allocation de quotas.



## 3. Modalités d'allocation pour les nouveaux entrants

Pour faciliter le remplissage du questionnaire, cette notice suit l'**enchaînement des onglets** de l'outil Excel.

### 3.1 Qui sont les nouveaux entrants ?

*Les installations considérées comme « nouvel entrant » sont définies dans l'Article 3.h) de la Directive 2003/87/CE modifiée du 25 juin 2009, et dans l'Article R.229-5-1 du Code de l'environnement.*

Sont considérés comme nouveaux entrants, appelés « **greenfield** » ou « **installation en site vierge** » :

- Toute installation disposant d'une autorisation d'exploiter pour la première fois après le 30 juin 2011, qui poursuit une ou plusieurs activités de *l'Annexe I de la Directive 2003/87/CE modifiée* (directive « Quotas ») ; et
- Toute installation qui entre à nouveau dans le SEQE, après avoir cessé de fonctionner, conformément à la définition de la cessation totale d'activité, et qui reçoit sa nouvelle autorisation d'exploiter après le 30 juin 2011.

La démarche à entreprendre est illustrée pour une installation fictive, « Installation K'ESQUE-SEQE SA », tout au long du document.

### INSTALLATION K'ESQUE-SEQE SA

L'installation SEQE considérée ici :

- Produit de la pâte à papier à partir de recyclés, du papier fin non couché et transforme des boîtes en carton ;
- Possède une chaudière de 25MWh, alimentée en gaz naturel ;
- Récupère de la chaleur à partir d'une autre installation SEQE, installation produisant également de l'électricité.

Le schéma suivant résume le mode de fonctionnement de l'installation :

#### *Périmètre de l'installation K'ESQUE-SEQE SA*

Illustrations\_SEQE3.pptx

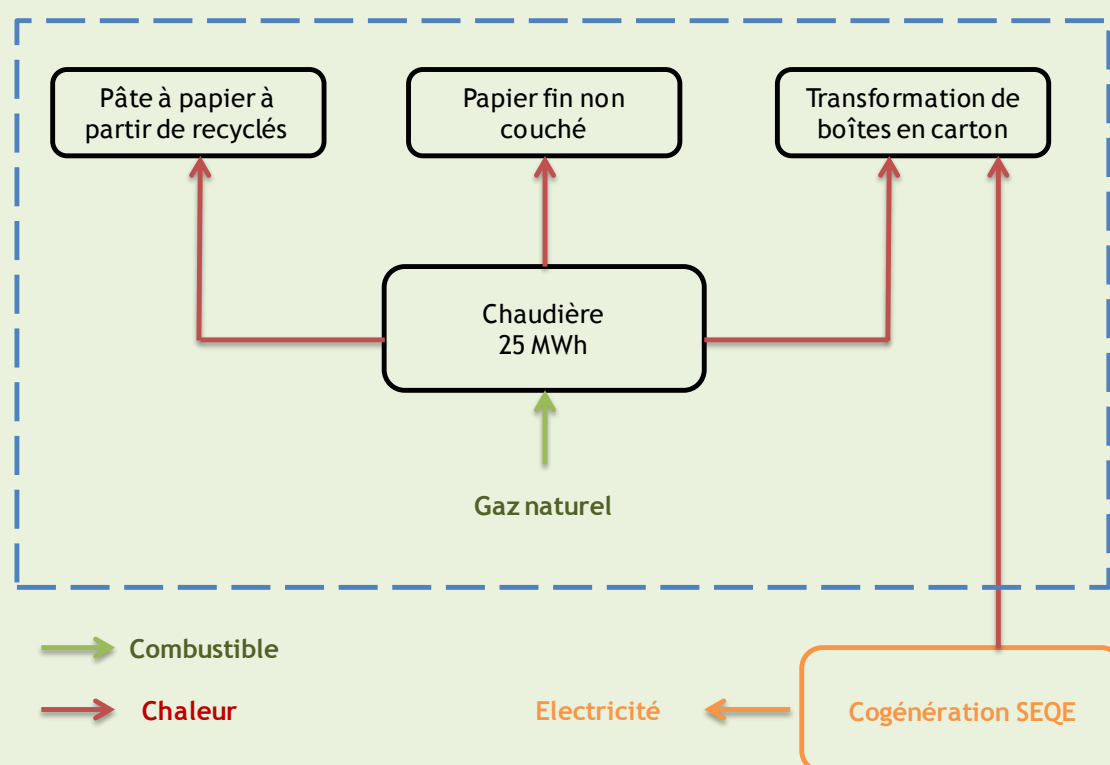


Figure 8 : Illustration du fonctionnement de l'installation K'ESQUE-SEQE SA

## 3.2 Données générales à renseigner - Onglet *A\_InstallationData*

### L'ESSENTIEL

#### INFORMATIONS À RENSEIGNER

Les données à renseigner dans l'onglet A concernent :

- L'identification, **unique**, de l'installation et des activités exercées en son sein ;
- La confirmation du **statut de nouvel entrant** de l'installation ;
- La confirmation de son **admissibilité** à l'allocation de quotas à titre gratuit ;
- L'identification du **découpage en sous-installations** par référentiel (**Paragraphe 2.1.2**) ;
- La détermination des **capacités installées initiales** (**Paragraphe 3.2.4**) ;
- L'énumération des **connexions techniques**, du fait des règles d'allocations différentes qui les régissent (*exemple pour la chaleur : **Paragraphe 2.1.2***).

Les informations relatives au **vérificateur** de la demande sont nécessaires, car la demande doit obligatoirement être validée avant soumission.

#### POURQUOI ?

Toutes ces données permettent de **définir le périmètre** dans lequel s'inscrit l'installation. De cette bonne définition découle l'exhaustivité de la comptabilisation des émissions, tout en évitant les double-comptes.

#### **Attention !**

Pour un nouvel entrant, si plusieurs sous-installations sont définies, l'exploitant doit déterminer quelle sous-installation est considérée comme « **première sous-installation** ». Cette première sous-installation est celle débutant son exploitation normale la première (**Paragraphe 3.2.1**). Les autres sous-installations sont considérées comme « **extension significative de capacité** » et traitées dans le **Paragraphe 4**.

### 3.2.1 Données générales

Les premières données à compléter sont répertoriées au sein de **l'onglet A\_InstallationData - Section I.**

Tout d'abord, l'exploitant doit renseigner un certain nombre d'informations générales relatives à son installation (dénomination, identification, personnes à contacter...)

#### INSTALLATION K'ESQUE-SEQUE SA

Ci-dessous, quelques exemples des informations requises, complétées pour l'installation K'ESQUE-SEQUE SA.

Identification de l'installation	
<b>Informations générales:</b>	
(a) Dénomination de l'installation: <small>La dénomination doit être identique à celle utilisée pour la correspondance avec l'autorité compétente.</small>	Installation K'ESQUE-SEQUE SA
(b) État membre dans lequel l'installation est située: <small>Par «État membre» il faut entendre les États participant au SEQUE de l'UE, à savoir l'UE-27, la Croatie, l'Islande, la Norvège et le Liechtenstein.</small>	France
(c) Cette installation relevait-elle du SEQUE de l'UE auparavant?	FAUX
(d) Identificateur unique attribué par l'autorité compétente: <small>Il s'agit généralement du code d'identification utilisé (le cas échéant) pour le PNA II (plan national d'allocation de quotas) ou pour les NIM (mesures d'exécution nationales), ou de tout autre code d'identification utilisé par l'autorité. Pour les nouvelles installations (les installations en site vierge), il est demandé aux exploitants de prendre contact avec l'autorité compétente pour obtenir ce code d'identification. Les autorités compétentes doivent s'assurer qu'elles disposent d'un identificateur unique avant de notifier toute donnée à la Commission européenne.</small>	n°GIDIC
(e) Code d'identification de l'installation dans le registre: <small>Il s'agit généralement d'un nombre naturel, c'est-à-dire d'un code différent de l'identificateur d'autorisation utilisé dans le registre. Pour les nouvelles installations (les installations en site vierge), il se peut que ce code d'identification ne soit pas encore disponible. Dans ce cas, ce champ est facultatif. Il est demandé aux exploitants de prendre contact avec l'autorité.</small>	
(f) Identificateur unique proposé aux fins de la notification à la Commission:	FR-new-n°GIDIC

**Figure 9 : Extrait des informations générales à remplir - non exhaustif**

Après avoir renseigné ces informations, l'exploitant sélectionne, dans une liste déroulante déjà définie, les activités qu'il exerce au sens de l'Annexe I de la Directive SEQUE-UE. Si possible, les activités doivent être classées en fonction de leurs émissions directes, en commençant par l'activité produisant la quantité la plus élevée d'émissions directes.

INSTALLATION K'ESQUE-SEQUE SA	
La capture ci-dessous correspond aux activités de l'installation K'ESQUE-SEQUE SA.	
<b>3 Autres données relatives à l'installation:</b>	
(a) Activités au sens de l'annexe I de la directive SEQUE-UE: <small>Dans la mesure du possible, veuillez classer les activités en fonction de leurs émissions directes, en commençant par l'activité produisant la quantité la plus élevée d'émissions</small>	
0	Dénomination de l'activité (annexe I de la directive SEQUE-UE)
1	Production de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses
2	Production de papier ou de carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour.
3	Combustion de combustibles dans des installations dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW (à l'exception des installations d'incinération de déchets dangereux ou municipaux)
4	
5	

**Figure 10 : Données relatives aux activités de l'installation K'ESQUE-SEQUE SA**

### 3.2.2 Données spécifiques aux nouveaux entrants

Après avoir rempli les informations générales de l'installation, les nouveaux entrants renseignent diverses données plus spécifiques. Les sections concernées sont détaillées ci-dessous.

#### ➤ Section II.1 Informations relatives à la présente demande

Au sein de cette section, l'exploitant doit répondre à plusieurs questions, permettant d'indiquer s'il doit bien être considéré comme nouvel entrant.



**À noter :** Pour un nouvel entrant, l'installation n'est pas intégrée dans les mesures d'exécution nationales (NIM) et est considérée comme une installation en site vierge.

#### ➤ Section II.2 Admissibilité au bénéfice de quotas à titre gratuit

Différents critères sont vérifiés au sein de ce paragraphe, afin de vérifier si l'exploitant peut effectivement bénéficier d'une allocation de quotas à titre gratuit.

**Pour rappel :** les producteurs d'électricité ne peuvent pas bénéficier d'une allocation de quotas gratuits au titre de leur production d'électricité (mais peuvent en bénéficier au titre de leur chaleur produite). Il en va de même pour les installations de captage, transport et stockage de CO<sub>2</sub> (CCS). Enfin, les installations productrices de chaleur sont soumises à des règles spécifiques d'allocation pour ces flux (Paragraphe 2.1.2.2).

➤ **Section II.3 Information sur le vérificateur ayant validé la demande**

On rappelle que la demande doit être vérifiée par un **vérificateur agréé indépendant**.

Toutes les informations relatives au vérificateur de la demande sont à renseigner dans cette section.

➤ **Section A.IV : Description de la demande**

Dans cette section, l'exploitant renseigne le découpage qu'il a effectué en « sous-installations », relatif aux référentiels présentés au **Paragraphe 2.1.2**.

**Important !**

Si l'installation est une installation en site vierge, il faut indiquer, dans la dernière colonne, quelle sous-installation est la première à débiter une **exploitation normale**. La détermination de cette date de début d'exploitation normale est expliquée au **Paragraphe 3.2.1** de la présente notice.

Seule la sous-installation qui débute son exploitation normale la première est considérée comme **nouvel-entrant**. Si d'autres sous-installations sont définies, elles seront traitées comme « **extension significative de capacité** » (**Paragraphe 4**).



***A noter** : Si plusieurs sous-installations débutent le même jour, choisir l'une d'entre elles.*

➤ **Section A.V : Détermination de la capacité installée initiale**

L'exploitant doit entrer, pour chaque sous-installation, la capacité initiale nécessaire au calcul du niveau d'activité.

Pour la **première sous-installation** qui débute l'exploitation normale, la capacité installée initiale sera reprise automatiquement à partir des données saisies dans les feuilles F ou G (**Paragraphe 3.2.4**).

En tant que nouvel entrant, les capacités initiales des autres sous-installations sont établies automatiquement à **zéro**. Ces sous installations seront considérées comme des **extensions significatives de la capacité** (**Paragraphe 4**).

➤ **Section A.VI : Liste des connexions techniques**

L'exploitant doit renseigner ici les informations pertinentes pour l'identification des connexions techniques à son installation. L'objectif est de garantir la cohérence des données communiquées et d'éviter tout double compte dans les données relatives à l'allocation.

Il existe **trois types de connexions techniques** :

- La chaleur mesurable ;
- Les gaz résiduels ;
- Le CO<sub>2</sub> transféré, pour les activités CCS (captage et stockage de carbone).

Seuls sont concernés les cas dans lesquels ces connexions techniques **franchissent les limites** de l'installation.

***Pour rappel** :*

*On nomme « **importation** » le fait qu'un flux entre dans les limites de l'installation à laquelle se rapporte la présente déclaration, et par « **exportation** » le fait qu'un flux sorte de ces limites.*

Le statut de l'installation connectée est à renseigner (SEQE, non-SEQE, production d'acide nitrique, réseau de distribution de chaleur), car des règles différentes peuvent être appliquées (**Paragraphe 2.1.2.2** pour les flux de chaleur mesurable).

### Attention !

Lorsque l'autre installation impliquée est soumise au SEQE, un tableau supplémentaire, situé en dessous du précédent, est à renseigner : numéro GIDIC de l'installation, personne à contacter, e-mail, téléphone.

**INSTALLATION K'ESQUE-SEQE SA**

Après avoir rempli les informations générales de l'installation, en tant que nouvel entrant, l'installation K'ESQUE-SEQE SA complète la section «II. Informations relatives à la présente demande », de la manière suivante :

**II Informations relatives à la présente demande**

**1 Types de changement:**

(a) L'installation a-t-elle été intégrée dans les mesures d'exécution nationales (NIM)? FAUX  
Veuillez indiquer «VRAI» si l'installation figure dans la liste des installations établie par l'autorité compétente conformément à l'article 11 de la directive SEQE-UE. Si tel est le cas, cela signifie que l'autorité compétente considère cette installation comme une installation en place, au sens de l'article 3, point a), des CIM, même si l'allocation initiale à titre gratuit était égale à zéro.

(b) L'installation est-elle une installation en site vierge? VRAI  
Une installation est considérée comme une installation en site vierge si le présent modèle de demande est utilisé pour une première demande d'allocation à titre gratuit, c'est-à-dire si l'installation ne figure pas dans les NIM et n'a pas notifié dans le passé de modification significative de la capacité.  
 Si l'installation est une installation en site vierge, le point c) ci-après n'est pas pertinent.

(c) **Types de modifications d'allocation pertinents pour la présente demande**  
Veuillez indiquer ici le(s) type(s) de modification d'allocation pour le(s)quel(s) vous introduisez une demande.  
 Les trois types de modification d'allocation possibles sont les suivants:

- Extensions (article 20 des CIM) et/ou réductions (article 21 des CIM) significatives de la capacité
- Cessation des activités de l'installation dans son ensemble (article 22 des CIM)  
Veuillez noter que si l'installation dans son ensemble a cessé ses activités, aucun des deux autres types de modification d'allocation ne peut être considéré comme pertinent et traité dans le cadre de la présente demande.
- Cessations partielles des activités et/ou reprise des activités après cessations partielles (article 23 des CIM)  
Veuillez noter qu'en cas de modifications significatives et de cessations partielles concomitantes, celles-ci peuvent faire l'objet d'une seule et même demande.

La saisie de données dans ce champ entraînera l'application de formats conditionnels qui guideront l'utilisateur tout au long du document.

**Feuilles et rubriques pertinentes dans le présent modèle**

Selon les données saisies, certaines autres rubriques peuvent devenir non pertinentes et apparaître en gris.

**A (I, II.1, II.2, II.3, IV, V, VI), C to H**

**Figure 11 : Informations relatives à la présente demande**

**Renseigne les onglets à remplir en fonction de la situation indiquée**

**Section A.IV : Description de la demande**  
 Dans cette section, l'exploitant renseigne le découpage qu'il a effectué en « sous-installations », relativement aux référentiels concernés.

Ci-dessous l'arbre de décision, présenté à la fin du **Paragraphe 2.1.2**, appliqué à l'installation K'ESQUE-SEQE SA pour effectuer ce découpage :

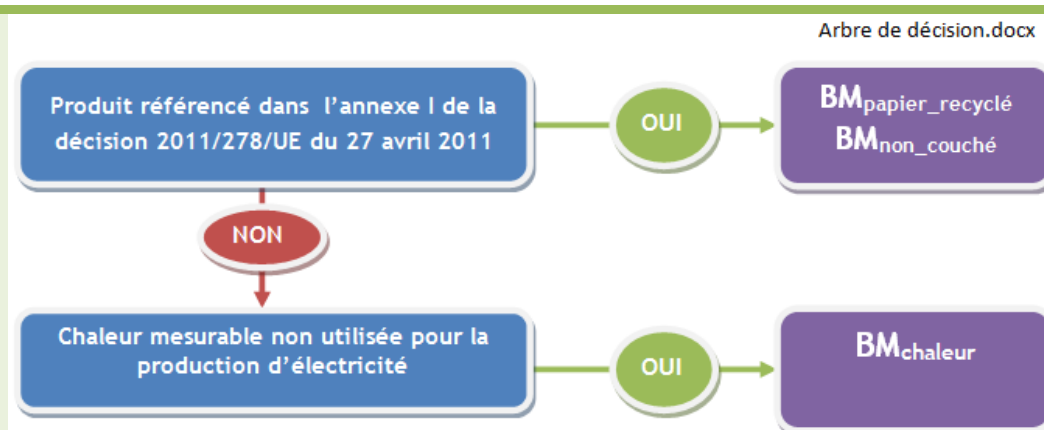


Figure 12 : Sélection des référentiels

L'installation K'ESQUE-SEQE SA est découpée en **trois sous-installations** :

- Deux sous-installations avec référentiel de produit, exposées à un risque de fuite de carbone ;
- Une sous-installation avec référentiel de chaleur, non exposée à un risque de fuite de carbone.

### Important !

Pour le référentiel de chaleur, il est important de noter que la chaleur importée provient d'une installation SEQE : cette chaleur sera bien comptabilisée. Cependant, cette chaleur n'est pas exposée à un risque important de fuite de carbone (**Paragraphe 2.2**).

Ces trois sous-installations sont à renseigner dans le tableau correspondant ci-dessous :

### Important !

#### Structure du tableau :

- Les lignes 1 à 10 correspondent à des référentiels de produits ;
- Les lignes 11 et 12 correspondent au référentiel de chaleur : avec ou sans risque de fuite de carbone ;
- Les lignes 13 et 14 correspondent au référentiel de combustibles : avec ou sans risque de fuite de carbone ;
- Les lignes 15 et 16 correspondent au référentiel émissions de procédé: avec ou sans risque de fuite de carbone.

	Nouvelle sous-installation	Sous-installations existantes	au risque de fuite de	Type de modification
1	Pâte à partir de papier recyclé	Pâte à partir de papier recyclé	VRAI	première sous-installation d'une installation en site vierge
2	Papier fin non couché	Papier fin non couché	VRAI	extension significative de la capacité
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				
11			VRAI	
12	Sous-installation avec référentiel de chaleur, non-CL (sans risque de fuite de carbone)	Sous-installation avec référentiel de chaleur, non-CL (sans ris	FAUX	extension significative de la capacité
13			VRAI	
14			FAUX	
15			VRAI	
16			FAUX	

Figure 13 : Liste des sous-installations de K'ESQUE-SEQE SA



**Important :**

L'ordre dans lequel les sous-installations sont classées est essentiel. Cet ordre est défini au sein de l'onglet **C\_StartingDate**, en fonction des dates de début d'exploitation normale (**Paragraphe 3.2.1**).

**Ce classement est à effectuer impérativement en premier lieu.**

Pour l'installation **K'ESQUE-SEQUE SA** : C'est la sous-installation relative au référentiel de produit « **Pâte à papier à partir de recyclés** » qui atteint son exploitation normale la première (**Paragraphe 3.2.1**).

**Section A.V : Détermination de la capacité installée initiale**

L'exploitant doit rentrer, pour chaque sous-installation, la capacité initiale nécessaire au calcul du niveau d'activité. En tant que nouvel entrant, la capacité initiale de ces sous-installations doit être établie à **zéro**. Celle de la première sous installation sera récupérée automatiquement, suite au remplissage d'autres onglets.

**(b) Détermination de la capacité installée initiale:**

*Si vous n'avez saisi aucune donnée au point a) ci-dessus ou si les données saisies ne correspondent pas à la capacité la plus récente, c'est-à-dire si la capacité n'est pas fondée sur la période 2005-2008, il est obligatoire de saisir des données dans les champs dont le fond apparaît en jaune. Pour d'autres indications, voir la description ci-dessus.*

*Dans le cas où de nouvelles sous-installations ont été déclarées à la rubrique IV ci-dessus, la capacité initiale de ces sous-installations doit être établie à zéro; la nouvelle sous-installation sera considérée comme une extension significative de la capacité. Pour la première sous-installation qui débute l'exploitation normale, la capacité installée initiale sera reprise des données saisies dans les feuilles F ou G.*

*La façon dont la capacité installée initiale a été déterminée doit être indiquée dans la colonne «source de capacité», selon les méthodes énoncées précédemment.*

	Sous-installation	Unité	capacité	utilisée	Source de capacité	message d'erreur
1	Pâte à partir de papier recyclé	Adt / année		0		
2	Papier fin non couché	Adt / année		0		
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						
11						
12	Sous-installation avec référentiel de chaleur, non-CL (sans risque	TJ / année		0		
13						
14						
15						
16						

Figure 14 : Capacités installées initiales

**Section A.VI : Liste des connexions techniques**

Pour l'installation **K'ESQUE-SEQUE SA**, de la chaleur mesurable est importée depuis une installation SEQE. Le formulaire rempli est le suivant :

Non.	Dénomination de l'installation ou de l'entité	Type d'entité	Type de connexion	Direction du flux
1	Cogénération	Installation relevant du SEQE	Chaleur mesurable	Importation
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				

Figure 15 : Connexions techniques



**A noter :** Pour le type d'entité, connexion et direction du flux, les informations à renseigner sont déjà présentées sous forme de choix, au sein d'une liste déroulante. La seule entrée brute est la dénomination de l'entité.



### 3.3 Paramètres clés pour le calcul des allocations

Après avoir renseigné les informations générales relatives à l'installation dans l'onglet A, différents paramètres techniques sont déterminés au sein des autres onglets.

#### 3.3.1 Date du début de l'exploitation normale - Onglet C\_StartingDate

##### L'ESSENTIEL

##### DESCRIPTIF

Cet onglet doit être rempli **avant** les onglets D, E, F, G ou H.

L'onglet C permet de déterminer la **date de début de l'exploitation normale** pour toute l'installation. Cette date est définie par la **première sous-installation** atteignant son début d'exploitation normale.

La date de début d'exploitation normale correspond au **premier jour** d'une période de 90 jours durant laquelle la sous-installation dépasse, en moyenne, **40% de sa capacité**.

##### INFORMATIONS À RENSEIGNER

Pour déterminer cette date, l'exploitant doit entrer, pour chaque sous-installation :

- La **capacité nominale** ;
- Le **cycle de production** ;
- La **date de début de l'exploitation technique** (à ne pas confondre avec la date de début de l'exploitation normale) ;
- Les **données d'activité journalières** (tonnes de produit, TJ, t CO<sub>2</sub> éq).

Un calcul est effectué **automatiquement** par l'outil, détaillé dans cette section.

Ci-dessous, un récapitulatif des paramètres à considérer :

<b>Périmètre</b>	La 1 <sup>ère</sup> sous-installation à atteindre 40% de sa capacité de fonctionnement dans la période de 90 jours, est prise comme référence pour la date de début d'exploitation normale.
<b>Cycle de production</b>	Cycle continu → 90 jours Cycle discontinu → 90 jours divisés en cycles de production typiques sectoriels
<b>Capacité nominale</b>	Basée sur les garanties du fournisseur de l'équipement, des rapports de projet, des données de performance, etc.

Tableau 4 : Paramètres à considérer pour la détermination du début de l'exploitation normale

##### POURQUOI ?

Déterminer correctement cette date de début d'exploitation normale est **crucial** car :

- La demande ne peut être effectuée **qu'après cette date** ;
- La demande doit être soumise **au plus tard un an après cette date** ;
- La **quantité de quotas** alloués en dépendra.

### 3.3.1.1 Présentation et définition

Le premier paramètre clé à déterminer est la date du début de l'exploitation normale. Cette date sert de point de référence pour calculer l'allocation de quotas à titre gratuit et **doit être évaluée en premier lieu lors du remplissage du questionnaire.**

Évaluer correctement ce paramètre revêt un intérêt capital pour l'allocation car :

- Toute demande doit être formulée **après** le début de son exploitation normale (**Articles 17, 20 et 21 des CIMs**) ;
- Toute demande doit être introduite dans un délai d'un an à compter du début de l'exploitation normale ;
- La **quantité de quotas** alloués à titre gratuit dépend de la date de début de l'exploitation normale.

#### DÉFINITION

**Début de l'exploitation normale**: le début de l'exploitation normale est le 1<sup>er</sup> jour d'une période continue de 90 jours durant laquelle l'installation fonctionne à 40% au moins de la capacité pour laquelle l'équipement est conçu.

*Article 3.n) de la Décision 2011/278/UE, Article R.229-5-1 du Code de l'environnement*

Le calcul à effectuer est le suivant :

$$\frac{\text{Somme des niveaux d'activité journaliers sur 90 jours}}{\text{Capacité nominale} \times \frac{90}{365}} \geq 0,4$$



**A noter** : Le niveau d'activité journalier ne doit pas nécessairement dépasser 40% de la capacité nominale chaque jour de la période de 90 jours.

La « **capacité nominale** » est la capacité pour laquelle l'équipement est conçu. Elle doit être basée sur les garanties du fournisseur de l'équipement, des rapports de projet, des données de performance, etc. Les documents utilisés pour la détermination de cette capacité nominale sont à ajouter au dossier de demande, en tant que pièces justificatives.

#### Attention !

La capacité nominale ne correspond pas à la capacité maximale. Il ne faut pas confondre :

- La **puissance thermique nominale**, qui correspond à la puissance thermique fixée et garantie par le constructeur pouvant être délivrée en marche continue ; et
- La puissance thermique maximale, qui correspond à la puissance thermique maximale pouvant être délivrée en marche continue.

C'est la **puissance thermique nominale** qui doit être récupérée, et non maximale.

Le début de l'exploitation normale doit être vérifié par un **vérificateur agréé indépendant**, et approuvé par la suite par la DREAL.



**A noter** : Le calcul est effectué automatiquement par l'outil Excel, à partir des données d'activité journalières saisies par l'exploitant.

**ILLUSTRATION DU CALCUL DE LA DATE DE DÉBUT D'EXPLOITATION NORMALE**

Ci-dessous, un exemple qui illustre le calcul de la date de début d'exploitation normale.

Données d'activité pour une sous-installation avec référentiel de produits :

NA : « Niveau d'activité »

Jour	NA (t)	Jour	NA (t)	Jour	NA (t)	Jour	NA (t)	Jour	NA (t)	Jour	NA (t)
1	100	21	100	41	150	61	150	81	500	101	600
2	100	22	100	42	150	62	150	82	500	102	600
3	100	23	100	43	150	63	300	83	500	103	600
4	100	24	100	44	150	64	300	84	500	104	600
5	100	25	100	45	150	65	300	85	500	105	600
6	100	26	100	46	150	66	300	86	500	106	600
7	100	27	100	47	150	67	300	87	500	107	600
8	100	28	100	48	150	68	300	88	500	108	600
9	100	29	100	49	150	69	300	89	500	109	600
10	100	30	100	50	150	70	300	90	500	110	600
11	100	31	150	51	150	71	300	91	500	111	600
12	100	32	150	52	150	72	300	92	500	112	600
13	100	33	150	53	150	73	300	93	500	113	600
14	100	34	150	54	150	74	300	94	500	114	600
15	100	35	150	55	150	75	300	95	600	115	600
16	100	36	150	56	150	76	300	96	600	116	600
17	100	37	150	57	150	77	500	97	600	117	600
18	100	38	150	58	150	78	500	98	600	118	600
19	100	39	150	59	150	79	500	99	600	119	600
20	100	40	150	60	150	80	500	100	600	120	600

Tableau 5 : Illustration du calcul de la date de début d'exploitation normale

Capacité nominale de la sous-installation : 240 000 tonnes.

Le jour 1 (J1), correspond au **démarrage de l'exploitation technique** de la sous-installation.

**Attention !** Le démarrage technique ne correspond pas forcément au début d'exploitation normale de la sous installation.

A partir de ces données, journalières, la date de début d'exploitation normale déterminée **automatiquement** par l'outil Excel est le **jour 12**. En effet sur la période du J12 au J101, la sous-installation atteint **40,7%** de sa capacité nominale.

#### Règles particulières :

##### ➤ Pour une installation comportant **plusieurs sous-installations**

S'il existe plusieurs sous-installations, la 1<sup>ère</sup> date de début d'exploitation normale déterminée est retenue pour toute l'installation. Ainsi, c'est le démarrage ayant lieu le plus tôt qui détermine la date de début d'exploitation normale de toute l'installation.

La (les) sous-installation(s) qui commence(nt) leur exploitation normale après cette date est (sont) une (des) nouvelle(s) sous-installation(s), qui est (sont) traitée(s) comme une (des) extension(s) de capacité. Ce cas est traité au **Paragraphe 4**.

##### ➤ Pour une installation avec des **cycles de production discontinus**

La détermination du début de l'exploitation normale est fondée sur des mesures prises tout au long d'une période continue de 90 jours. Cependant, certaines installations fonctionnent en cycles de production discontinus. Dans ce cas particulier, les 90 jours à considérer sont divisés en cycle de production, spécifiques au secteur concerné.

*Exemple : Une installation fonctionne 5 jours par semaine. La période de 90 jours à considérer correspond à 18 cycles consécutifs de 5 jours.*

#### **RÉCAPITULATIF - CÔTÉ PRATIQUE**

Il est très important de remplir cet onglet C pour déterminer quelle est la 1<sup>ère</sup> **sous-installation**.

Les dates de début d'exploitation normale de chaque sous-installation doivent être déterminées de la manière décrite précédemment, afin de repérer quelle sous-installation **démarre le plus tôt**.

Le calcul est effectué **automatiquement** par l'outil, à partir des données d'activité journalières saisies par l'exploitant.

Cette sous-installation est appelée « **première sous-installation d'une installation en site vierge** » et doit toujours être **placée en première** lorsque les sous-installations sont décrites une à une.

La « première sous-installation d'une installation en site vierge » est la seule considérée comme « **nouvel entrant** », cas traité dans ce paragraphe. Si d'autres sous-installations sont définies, ce sont alors des « **extensions significatives de capacités** », traitées dans le **Paragraphe 4**.

#### **3.3.1.2 Structure de l'onglet de calcul**

Le calcul du début d'exploitation normal est effectué, dans le questionnaire Excel, au niveau de l'**onglet C\_StartingDate**. Cet onglet comporte une section dédiée pour chaque sous-installation définie au préalable. Dans chaque section, il est demandé à l'exploitant de renseigner les paramètres suivants :

➤ **La capacité nominale de la sous-installation concernée**

Cette capacité doit être déterminée sur la base de la documentation relative au projet et des valeurs garanties communiquées par le fournisseur. La documentation pertinente peut consister en des rapports (annexés au projet), des fiches, des valeurs de performance maximales garanties.

➤ **Le cycle de production**

Présenter un cycle de production continu signifie que le niveau d'activité de la sous-installation concernée a été chaque jour supérieur à zéro pendant une période continue de 90 jours.

Dans le cas où le cycle de production habituel du secteur n'est pas continu sur une période de 90 jours, les cycles de production sectoriels sont additionnés pour constituer une période de 90 jours.

➤ **La date du début de l'exploitation technique**

Cela correspond à la date à laquelle la sous-installation a commencé à fonctionner. Cette date peut être différente de la date de début d'exploitation normale que l'on cherche à évaluer ici.

➤ **Les données d'activité journalières relatives à la sous-installation concernée**

Dans le tableau répertoriant les données d'activité journalières, il est possible de remplir jusqu'à 5 mois d'activité (correspondant à 150 jours). En effet, la sous-installation doit avoir dépassé une moyenne de 40% de la capacité nominale sur une période de 90 jours consécutifs. Ainsi, la date du début d'exploitation technique peut être différente de celle de début d'exploitation normale, car la sous-installation peut nécessiter plus de 90 jours pour atteindre cette moyenne.

**Attention !**

Comme mentionné précédemment, ces calculs permettent de déterminer quelle sous-installation atteint **en premier** son niveau d'exploitation normale (si les sous-installations atteignent ce niveau à des dates différentes), ce qui détermine la date de début de l'exploitation normale pour l'ensemble de l'installation. **Il est important d'effectuer ce calcul en amont du remplissage du questionnaire** car cela permet de classer les sous-installations par ordre de démarrage d'exploitation normale.

Les calculs pour déterminer la date de début d'exploitation normale sont effectués automatiquement par l'outil dans la section concernée.

**INSTALLATION K'ESQUE-SEQUE SA**

**Onglet C\_StartingDate**

Les informations à connaître pour l'installation K'ESQUE-SEQUE SA sont les suivantes :

Paramètres	Pâte à papier à partir de recyclés	Papier fin non couché	Sous-installation avec référentiel chaleur, non CL**
Capacité nominale	240 000 Adt*/an	200 000 Adt*/an	50 TJ/an
Démarrage technique de l'installation	05/05/2013	05/05/2013	05/05/2013

**Figure 16 : Données nécessaire pour déterminer la date de début d'exploitation normale**

\*Adt : Air dry ton

\*\*CL : carbon leakage / non-CL : non exposé à un risque important de fuite de carbone

La première section concerne la sous-installation «Pâte à partir de papier recyclé» :

I Détermination du début de l'exploitation normale ou modifiée				
1 Sous-installation	Pâte à partir de papier recyclé			
	première sous-installation d'une installation en site vierge			
Entrer des données dans cette section!				
<p>Conformément à l'article 3, point n), on entend par «début de l'exploitation normale» le premier jour vérifié et approuvé d'une période continue de 90 jours ou, lorsque le cycle de production habituel du secteur concerné ne prévoit pas de production continue, le premier jour d'une période de 90 jours divisée en cycles de production sectoriels, durant laquelle l'installation fonctionne à 40 % au moins de la capacité pour laquelle l'équipement est conçu, compte tenu, le cas échéant, des conditions de fonctionnement propres à l'installation;</p> <p>Conformément à l'article 3, point o), on entend par «début de l'exploitation modifiée» le premier jour vérifié et approuvé d'une période continue de 90 jours ou, lorsque le cycle de production habituel du secteur concerné ne prévoit pas de production continue, le premier jour d'une période de 90 jours divisée en cycles de production sectoriels, durant laquelle la sous-installation modifiée fonctionne à 40 % au moins de la capacité pour laquelle l'équipement est conçu, compte tenu, le cas échéant, des conditions de fonctionnement propres à la sous-installation;</p> <p>Dans les deux cas, cette date revêt un intérêt capital pour l'allocation car:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ce n'est qu'après le début de son exploitation ou modifiée qu'une installation peut prétendre à une allocation de quotas ou à une modification de l'allocation</li> <li>- toute demande doit être introduite dans un délai d'un an à compter du début de l'exploitation normale ou modifiée;</li> <li>- la quantité de quotas alloués à titre gratuit dépend de la date de début de l'exploitation normale ou modifiée.</li> </ul> <p>(a) Capacité nominale</p> <p>La capacité nominale doit être déterminée sur la base de la documentation relative au projet et des valeurs garanties communiquées par le fournisseur. La documentation pertinente peut consister en des rapports (ceux annexés au projet), des fiches, des valeurs de performance maximales garanties.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les extensions significatives de la capacité, la capacité nominale est la capacité nominale ajoutée.</li> <li>- Pour les réductions significatives de la capacité, la capacité nominale est la capacité nominale restante.</li> </ul> <table border="1"> <tr> <td>Pâte à partir de papier recyclé</td> <td>Adt / année</td> <td>240 000</td> </tr> </table> <p>Veuillez décrire ici brièvement la méthode appliquée pour déterminer la capacité nominale.</p> <p>Capacité indiquée dans les documents du fournisseurs du lessiveur</p> <p>Arrêté préfectoral d'autorisation</p>		Pâte à partir de papier recyclé	Adt / année	240 000
Pâte à partir de papier recyclé	Adt / année	240 000		

Figure 17 : Extrait des informations pour la 1ère sous-installation

L'exploitant remplit ensuite les données d'activité journalières. Pour la sous-installation « Pâte à papier », le démarrage technique a lieu le **05/05/2013**. Les données sont renseignées sur 150 jours.

Ci-dessous, un extrait :

Jour	Date	Unité	Niveau d'activité moyen	Niveau d'activité total	Niveau d'activité pertinent	Niveau d'activité utilisé
1	05/05/2013	Adt			100	100,00
2	06/05/2013	Adt			100	100,00
3	07/05/2013	Adt			100	100,00
4	08/05/2013	Adt			100	100,00
5	09/05/2013	Adt			100	100,00
6	10/05/2013	Adt			100	100,00
7	11/05/2013	Adt			100	100,00
8	12/05/2013	Adt			100	100,00
9	13/05/2013	Adt			100	100,00
10	14/05/2013	Adt			100	100,00
11	15/05/2013	Adt			100	100,00
12	16/05/2013	Adt			100	100,00
13	17/05/2013	Adt			100	100,00
14	18/05/2013	Adt			100	100,00
15	19/05/2013	Adt			100	100,00
16	20/05/2013	Adt			100	100,00

Figure 18 : Données d'activités Pâte à papier à partir de recyclés

Le calcul automatique nous donne le résultat suivant :

(f) **Résultat: Début de l'exploitation normale ou modifiée**

Le niveau d'activité se calcule en additionnant les niveaux d'activités journaliers de la période de 90 jours indiqués au point e) ci-dessus. Pour vérifier si la limite des 40 % a été atteinte, il faut diviser ce nombre par la capacité nominale de la sous-installation indiquée au point a) ci-dessus, multipliée par (90 divisé par 365).

Cette date ne s'affiche que, durant la période de 90 jours, les niveaux d'activité cumulés indiqués au point c) ci-dessus représentent au moins 40 % de la capacité nominale indiquée au point a) ci-dessus.

Pâte à partir de papier recyclé	---	16/05/2013	Vérification: règle des 40 %	40,7%
---------------------------------	-----	------------	------------------------------	-------

Figure 19: Illustration du début de l'exploitation normale

La date de début d'exploitation normale est le **16/05/2013** (à ne pas confondre avec la date du début de l'exploitation technique du 05/05/2013).

On évalue de la même manière la date de début d'exploitation normale pour les deux autres sous-installations, afin de vérifier si la première est bien la sous-installation « Pâte à partir de papier recyclé ». Les données renseignées, après calcul automatique, on obtient les dates suivantes :

- Pour le papier fin non couché : **31/05/2013**, date ultérieure à celle de la première sous-installation. Elle sera traitée en tant qu'extension significative de capacité.
- Pour le référentiel chaleur : **23/05/2013**, date ultérieure à celle de la première sous-installation. Elle sera traitée en tant qu'extension significative de capacité.

**ATTENTION** : Si les dates des sous-installations autres que celle entrée en tant que « première sous-installation » précèdent celle de la première : l'ordre doit être modifié.

### 3.3.2 Emissions - Onglet D\_Emissions

#### L'ESSENTIEL

##### DESCRIPTIF

L'onglet D permet de répartir les émissions totales de l'installation par sous-installation. En particulier, cet onglet aide à la définition des émissions relatives aux sous-installations avec référentiel **émissions de procédé**.

##### INFORMATIONS À RÉCUPÉRER

L'exploitant doit renseigner, en séparant les périodes avant/après la date de début d'exploitation normale (définie à l'onglet C) :

- **Les émissions totales** de l'installation, qui correspondent aux émissions vérifiées par le vérificateur agréé indépendant.
- **L'intrant énergétique total** lié aux combustibles.

La période à renseigner pour la **première sous-installation** (nouveaux entrants) est de **3 mois**.

L'exploitant doit ensuite répartir ces émissions par sous-installation (en pourcentage ou valeur absolue).

##### POURQUOI ?

Pour les nouveaux entrants, il est possible d'obtenir une **allocation de quotas supplémentaire**, fondée sur les **émissions historiques** pour la période avant la date de début d'exploitation normale.

Pour les sous-installations relevant du **référentiel émissions de procédé**, et produisant des **gaz résiduels**, cet onglet aide à la **définition** des émissions correspondantes (calcul spécifique).

**Plus généralement**, ces informations sont nécessaires pour définir la contribution de chaque sous-installation aux émissions totales, afin d'assurer l'**exhaustivité** de la comptabilisation et la **cohérence** entre émissions totales / émissions par sous-installation.

Les sous-sections à remplir sont détaillées ci-dessous.



➤ **Émissions directes de gaz à effet de serre totales et intrant énergétique total lié aux combustibles**

Les données à renseigner dans cet onglet concernent les émissions de l'ensemble de l'installation, ainsi que l'intrant énergétique total lié aux combustibles. Ces données doivent avoir été validées par un **vérificateur agréé indépendant** et sont retrouvées dans l'avis d'assurance de ce dernier.

Pour les nouveaux entrants, deux tableaux sont à distinguer :

- Entrée des données mensuelles (émissions de CO<sub>2</sub>, N<sub>2</sub>O et PFC, intrant énergétique total) à **partir de la date de début d'exploitation normale**;
- Entrée des émissions produites **avant le début de l'exploitation normale**, émissions vérifiées de manière indépendante et exprimées en tonnes de CO<sub>2</sub> éq, depuis le démarrage technique de l'installation.

Période à renseigner :

Pour la première sous-installation, les données précédentes doivent être complétées pour la **période de référence de 90 jours**.

Pour les autres sous-installations, se référer au **Paragraphe 4**.

➤ **Attribution des émissions aux sous-installations**

Cette section permet de déterminer les niveaux d'activité des sous-installations avec référentiel « **émissions procédés** ». Pour cela, il faut pouvoir répartir les émissions entre les différentes sous-installations.

Tout d'abord, l'exploitant doit sélectionner la méthode d'attribution choisie : valeurs absolues ou pourcentages.

Puis, l'exploitant entre la part des émissions en fonction des catégories suivantes, si concernées :

- Émissions liées à la production d'électricité ;
- Émissions liées au référentiel de produits ;
- Émissions liées aux sous-installations avec référentiel de chaleur ;
- Émissions liées aux sous-installations avec référentiel de combustibles ;
- Sous-installations avec référentiel émissions de procédé exposées à un risque de fuite de carbone ;
- Sous-installations avec référentiel émissions de procédé non exposées à un risque de fuite de carbone.

Période à renseigner :

Pour la première sous-installation, les données précédentes doivent être complétées pour la **période de référence de 90 jours**.

Pour les autres sous-installations, se référer au **Paragraphe 4**.

Sous le tableau dans lequel l'exploitant entre ces données, se situe un tableau rempli automatiquement par l'outil Excel, à partir de la méthode non sélectionnée par l'exploitant. Ce tableau permet d'effectuer un contrôle supplémentaire pour l'exploitant concernant l'exactitude des données entrées.





**A noter :**

*Si une même installation présente plusieurs référentiels produits différents, ils ne sont pas différenciés. De même, la distinction au regard de l'exposition au risque de fuite de carbone n'est pas à renseigner ici, hormis pour les référentiels « émissions de procédé ».*

*Une rubrique « Autres émissions (non admissibles) » est remplie **automatiquement** par l'outil. Cette dernière concerne les émissions liées à la mise en torchère, à l'exclusion de la mise en torchère pour des raisons de sécurité, et les autres émissions qui ne donnent pas lieu à l'allocation de quotas.*

**Attention ! Cas particulier.**

Pour les unités de production combinée de chaleur et d'électricité, les émissions sont réparties selon la méthode en page 26 du [Guidance Document n°6 on the harmonized free allocation methodology for the EU-ETS post 2012 - Cross-Boundary Heat Flows](#).

➤ **Gaz résiduaire**

Sous-installations avec référentiel de produit<sup>5</sup> :

Pour les sous-installations avec référentiel de produit dont la fabrication génère des gaz résiduaire, les référentiels donnés tiennent compte de la récupération efficace d'énergie à partir des gaz résiduaire et des émissions liées à l'utilisation de ces gaz, grâce à l'estimation, dans une large mesure, de la teneur en carbone de ces gaz.

➔ Ces sous-installations **ne sont pas concernées** par le remplissage de cette section.

Sous-installations sans référentiel de produit:

Si la sous-installation concernée produit des gaz résiduaire en dehors des limites du système de référentiel de produit pertinent, les émissions associées sont considérées comme **émissions de procédé** et doivent être prises en compte. De ces émissions de procédé doit être déduite une quantité de CO<sub>2</sub> équivalente à la quantité de gaz naturel utilisée pour le « contenu énergétique techniquement utilisable ».

**NB :** On entend par « émissions de procédé non corrigées » les émissions de procédé sans cette déduction.

➔ Ces sous-installations sont **concernées** par le remplissage de cette section.

Dans ce cas là, diverses informations sont à renseigner par l'exploitant, afin d'estimer ce « contenu énergétique techniquement utilisable » :

Exposition au risque de fuite de carbone de la sous-installation concernée ; type de gaz résiduaire (gaz produits) ; quantité totale des émissions procédés avant déduction ; quantité annuelle de gaz résiduaire produit hors des limites des sous-installations avec référentiel produit, y compris pour l'exportation ; pouvoir calorifique inférieur du gaz résiduaire...

Les émissions à déduire et émissions de procédé totales avec correction sont ensuite calculées **automatiquement** par l'outil Excel.

---

<sup>5</sup> [Article 3.h\) de la Décision du 27/04/2011](#)

**Attention !**

Le résultat du calcul final des émissions de procédé avec correction doit ensuite être entré dans le tableau d'attribution des émissions aux sous-installations, plus haut dans l'onglet (D.II.b).

On rappelle qu'aucun quota n'est alloué pour la production d'électricité. Si les gaz résiduaux produits sont exportés en dehors du système à des fins de production d'électricité : **aucun quota supplémentaire ne sera alloué.**

**INSTALLATION K'ESQUE-SEQUE SA**

Afin de remplir cet onglet pour l'installation K'ESQUE-SEQUE SA, nous avons besoin des données suivantes :

Données	Période 1 Du 16/05/2013 au 14/06/2013		Période 2 Du 16/06/2013 au 14/07/2013		Période 3 Du 15/07/2013 au 13/08/2013	
Emissions de CO <sub>2</sub> (t) <u>à partir</u> du début de l'exploitation normale	1 710		1 425		1 710	
Intrant énergétique total lié aux combustibles (TJ) <u>à partir</u> du début de l'exploitation normale	30		25		30	
Attribution aux sous-installations (%) <u>à partir</u> du début de l'exploitation normale	BM <sub>produit</sub> 85	BM <sub>chaleur</sub> 15	BM <sub>produit</sub> 85	BM <sub>chaleur</sub> 15	BM <sub>produit</sub> 85	BM <sub>chaleur</sub> 15
Données	Du démarrage technique de l'installation (dès que des GES sont émis) au début de l'exploitation normale					
Emissions de CO <sub>2</sub> (t) <u>avant</u> le début de l'exploitation normale	1100					
Intrant énergétique total lié aux combustibles (TJ) <u>avant</u> le début de l'exploitation normale	20					
Attribution aux sous-installations (%) <u>avant</u> le début de l'exploitation normale	BM <sub>produit</sub> : 85			BM <sub>chaleur</sub> : 15		



**A noter :** La répartition entre BM<sub>produit</sub> et BM<sub>chaleur</sub> vient de la chaudière alimentée en gaz naturel, utilisée à la fois pour produire de la pâte à papier à partir de recyclés (BM<sub>produit</sub>), du papier fin non couché (BM<sub>produit</sub>) et pour la transformation de boîte en carton (BM<sub>chaleur</sub>).

## Onglet D\_Emissions

Ci-dessous la capture d'écran relative aux informations entrées pour les émissions à partir du début d'exploitation normale, le 16/05/2013.



**A noter :** Pour l'installation K'ESQUE-SEQUE SA, la première sous-installation ne relève pas du référentiel de combustibles, et aucune autre sous-installation ne relève de ce référentiel. Ainsi, les données doivent être complétées pour la période de référence de 90 jours.

Données au niveau de l'installation:	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
Émissions totales de CO2	t CO2	1 710	1 425	1 710			
Informations déclarées pour mémoire: Émissions	t CO2						
Émissions totales de N2O	t CO2e						
Émissions totales de PFC	t CO2e						
Émissions directes totales de l'installation	t CO2e	1 710	1 425	1 710			
Intrant énergétique total lié aux combustibles	TJ	30,00	25,00	30,00			

Figure 20 : Emissions à partir du début d'exploitation normale

Ci-dessous la capture d'écran relative aux informations entrées pour les émissions entre la date de démarrage technique de l'installation et le début de l'exploitation normale.

Données au niveau de l'installation:	Unité	avant le début de l'exploitation
Émissions totales de CO2	t CO2	1 100
Informations déclarées pour mémoire: Émissions issues de la bio	t CO2	
Émissions totales de N2O	t CO2e	
Émissions totales de PFC	t CO2e	
Émissions directes totales de l'installation	t CO2e	1 100
Intrant énergétique total lié aux combustibles	TJ	20,00

Figure 21 : Emissions avant le début d'exploitation normale

Puis, l'exploitant renseigne la répartition des émissions entre sous-installations à partir du début de l'exploitation normale. On choisit la méthode de répartition en pourcentages.



**A noter :** Pour l'installation K'ESQUE-SEQUE SA, la première sous-installation ne relève pas du référentiel « émissions de procédé », et aucune autre sous-installation ne relève de ce référentiel. Les données doivent être complétées pour la période de référence de 90 jours.

Données au niveau de l'installation:	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3
i. Émissions liées à la production d'électricité	%			
ii. Émissions liées aux référentiels de produits	%	85,00	85,00	85,00
iii. Émissions liées aux sous-installations avec référentiel de chaleur	%	15,00	15,00	15,00
iv. Émissions liées aux sous-installations avec référentiel de combustibles	%			
v. Sous-installation avec émissions de procédé, CL	%			
vi. Sous-installation avec émissions de procédé, non-CL	%			
vii. Contrôle: Autres émissions (non admissibles)	%	0,00	0,00	0,00

À des fins de contrôle, les intrants sont affichés ici dans l'unité que vous n'avez pas choisie pour saisir vos données:

Données au niveau de l'installation:	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3
viii. Émissions liées à la production d'électricité	t CO2e			
ix. Émissions liées aux référentiels de produits	t CO2e	1 453,50	1 211,25	1 453,50
x. Émissions liées aux sous-installations avec référentiel de chaleur	t CO2e	256,50	213,75	256,50
xi. Émissions liées aux sous-installations avec référentiel de combustibles	t CO2e			
xii. Sous-installation avec émissions de procédé, CL	t CO2e			
xiii. Sous-installation avec émissions de procédé, non-CL	t CO2e			
xiv. Contrôle: Autres émissions (non admissibles)	t CO2e	0,00	0,00	0,00

Figure 22 : Données relatives aux émissions à partir du début de l'exploitation normale

De même, cette répartition est à renseigner pour la période entre le démarrage technique de l'exploitation et le début de l'exploitation normale :

Données au niveau de l'installation:	Unité	avant le début de l'exploitation	Unité	avant le début de l'exploitation
xv. Émissions liées à la production d'électricité	%		t CO2e	
xvi. Émissions liées aux référentiels de produits	%	85,00	t CO2e	935,00
xvii. Émissions liées aux sous-installations avec référentiel de chaleur	%	15,00	t CO2e	165,00
xviii. Émissions liées aux sous-installations avec référentiel de combustif	%		t CO2e	
xix. Sous-installation avec émissions de procédé, CL	%		t CO2e	
xx. Sous-installation avec émissions de procédé, non-CL	%		t CO2e	
xxi. Contrôle: Autres émissions (non admissibles)	%	0,00	t CO2e	0,00

Figure 23 : Données relatives aux émissions avant le début de l'exploitation normale

Si l'installation concernée produit des gaz résiduaires, la section à remplir est la suivante :

**1 Module de calcul de la quantité des émissions de procédé lorsque les gaz résiduaires sont produits hors des limites du système d'un référentiel de produit**

(a) La présente section concerne la sous-installation avec émissions de procédé du type suivant:

*Veillez sélectionner, parmi les deux types proposés, le type de sous-installation avec émissions de procédé auquel correspondent les données figurant dans ce module.  
Comme il est possible que les deux types de sous-installation soient concernés au sein d'une même installation ou que différents gaz résiduaires soient produits, le module applicable aux gaz résiduaires figure deux fois dans ce n° C'est la production, et non l'utilisation du gaz résiduaire, qui est pertinente pour déterminer le type de sous-installation.*

(b) Veuillez indiquer si les gaz résiduaires sont pertinents pour cette sous-installation:

(c) Type de gaz résiduaire:

*Veillez désigner le gaz résiduaire considéré et décrire le procédé dont il est issu. Indiquez ci-dessus la dénomination du flux gazeux et expliquez brièvement ci-dessous le procédé.  
Si plusieurs gaz résiduaires différents sont pertinents dans votre installation, présentez les données détaillées dans des fichiers séparés à l'aide du présent module.*

(d) Quantité totale des émissions de procédé avant déduction d'une quantité équivalente pour le contenu énergétique techniquement utilisable:  
*Cette quantité doit cadrer avec le statut relatif au risque de fuite de carbone sélectionné au point b) ci-dessus.*

Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
Émissions de procédé non corrigées t CO2e						

(e) Estimation des émissions de gaz résiduaires  
*À titre facultatif et aux seules fins du contrôle de cohérence, veuillez donner une estimation de la quantité des émissions liées à l'utilisation ou à l'exportation de gaz résiduaires.  
Cette quantité doit cadrer avec la quantité de gaz résiduaire indiquée au point f) ci-dessous.*

Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
Émissions issues de gaz résiduaires hors des limites des référentiels de produits t CO2e						

(f) Quantité de gaz résiduaire produit hors des limites des sous-installations avec référentiel de produit, y compris pour l'exportation:  
*Cette quantité doit cadrer avec le statut relatif au risque de fuite de carbone sélectionné au point b) ci-dessus.  
Seul le gaz résiduaire utilisé pour la production de chaleur ou d'électricité est pertinent. Si le gaz résiduaire est mis en torchère, seule la quantité correspondant à la mise en torchère pour des raisons de sécurité est pertinente.  
Vous pouvez choisir d'exprimer la quantité en tonnes ou en 1 000 Nm3 (mètres cubes normalisés). Ces unités doivent être cohérentes avec celles retenues pour le pouvoir calorifique inférieur (NCV) indiquées ci-après.*

Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
Quantité de gaz résiduaire produite par an hors des limites des référentiels de produits t						

(g) Pouvoir calorifique inférieur du gaz résiduaire  
*Vous pouvez choisir de l'exprimer soit en GJ/t, soit en GJ/1 000 Nm3. Ces unités doivent être cohérentes avec celles retenues pour les quantités indiquées précédemment.*

Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
Pouvoir calorifique inférieur GJ / t						

(h) Hypothèses nécessaires:  
Rendement de référence de la production d'électricité:  à partir de gaz naturel:  52,50% à partir de gaz résiduaire:  35,00%  
Facteur d'émission pour le gaz naturel:  56,1 t CO2 / TJ

Figure 24 : Gaz résiduaires - Informations à renseigner

Enfin, les calculs sont faits automatiquement sur les lignes suivantes :

(i) Émissions à déduire pour la prise en compte du contenu énergétique techniquement utilisable:  
*Ces quantités sont automatiquement calculées sur la base des chiffres introduits précédemment. La formule est décrite à la note explicative n° 8.*

Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
Déduction pour les gaz résiduaires hors des limites des référentiels de produits t CO2						

(j) Émissions de procédé calculées en tenant compte de la correction applicable aux gaz résiduaires (=d-i)  
*Il s'agit du résultat final de ce module. Les valeurs qui s'affichent ici doivent être introduites plus haut, à la section D.II.2b), pour la sous-installation correspondante.  
Les résultats du calcul ne peuvent être considérés comme corrects que si les données déclarées dans les sections ci-dessus sont complètes et cohérentes.  
Si le résultat est négatif, il est fixé à zéro.*

Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
Résultat du module applicable aux gaz résiduaires: t CO2						

Figure 25 : Gaz résiduaires - Calculs automatiques

### 3.3.3 Intrants énergétiques, chaleur mesurable et électricité - *Onglet E\_EnergyFlows*

#### L'ESSENTIEL

##### DESCRIPTIF

L'onglet E permet de répartir les intrants énergétiques, la chaleur mesurable et l'électricité de l'installation par sous-installation. En particulier, cet onglet aide à la définition des émissions relatives aux sous-installations avec **référentiel de chaleur et référentiel de combustibles**.

##### INFORMATIONS A RENSEIGNER

Les **intrants énergétiques** liés aux combustibles sont récupérés de l'onglet D. L'exploitant doit ensuite les répartir par sous-installation (en pourcentage ou valeur absolue). Ces données sont à renseigner, en séparant les périodes avant/après la date de début d'exploitation normale, définie à l'onglet C.

Un **bilan total de la chaleur** et de l'**électricité** est à effectuer. Diverses catégories, détaillées dans cette section, sont à remplir.

##### POURQUOI ?

Le bilan de chaleur et d'électricité de l'installation est réclamé car des **règles d'allocation différentes** sont à appliquer :

- On distingue la chaleur admissible et non admissible pour l'allocation de quotas à titre gratuit ;
- Aucun quota ne doit être alloué à titre gratuit pour la production d'électricité.

Pour les sous-installations relevant d'un **référentiel de chaleur** ou d'un **référentiel de combustibles**, cet onglet aide à la **définition** de la chaleur ou des combustibles à prendre en compte (calculs spécifiques).

Plus généralement, ces informations sont nécessaires pour définir la contribution de chaque sous-installation, que ce soit en termes d'intrants énergétiques, de chaleur mesurable ou d'électricité, afin d'assurer l'**exhaustivité** de la comptabilisation et la **cohérence** entre l'installation dans sa globalité et les sous-installations définies par l'exploitant.

De la même manière que l'onglet précédent a pour objectif de répartir les émissions entre sous-installations, cet onglet est complété par l'exploitant pour répartir les intrants énergétiques, la chaleur mesurable et l'électricité, entre sous-installations. Les sous-sections à remplir sont détaillées ci-dessous.

#### ➤ **Intrants énergétiques liés aux combustibles**

L'objectif de cette section est de répartir la consommation totale de combustibles entre les sous-installations. Ces consommations sont récupérées automatiquement de l'onglet **D\_Emissions** (Paragraphe 3.2.2) que l'exploitant a complété au préalable.

Pour les nouveaux entrants, deux tableaux sont à distinguer :

- Entrée de ces données mensuelles (attribution de l'apport en combustibles) à **partir de la date de début d'exploitation normale** ;
- Entrée de l'attribution de l'apport en combustibles **avant le début de l'exploitation normale**.

Tout d'abord, l'exploitant doit sélectionner la méthode d'attribution choisie : valeurs absolues ou pourcentages.

Puis, l'exploitant doit entrer l'apport de combustibles en fonction des catégories suivantes, si concernées :

- Apport de combustibles pour la production d'électricité ;
- Apport de combustibles pour la production de chaleur mesurable ;
- Apport de combustibles dans le cadre des référentiels de produits ;
- Sous-installations avec référentiel de combustibles, exposées à un risque de fuite de carbone ;
- Sous-installations avec référentiel de combustibles, non exposées à un risque de fuite de carbone.

Période à renseigner : identique à celle renseignée dans l'onglet D.

Sous le tableau dans lequel l'exploitant entre ces données, se situe un tableau rempli automatiquement par l'outil Excel, à partir de la méthode non sélectionnée par l'exploitant. Ce tableau permet d'effectuer un contrôle supplémentaire pour l'exploitant concernant l'exactitude des données entrées.



***A noter** : Si plusieurs référentiels produits différents sont inclus dans une même installation, ils ne sont pas différenciés. De même, la distinction établie au regard de l'exposition au risque de fuite de carbone n'est pas à renseigner ici, hormis pour les référentiels de combustibles.*

#### ➤ Chaleur mesurable

L'objectif de cette section est d'effectuer un bilan de la quantité nette de chaleur mesurable, comme définie au **Paragraphe 2.1.2.2.**

#### **Attention !**

On rappelle que deux types de chaleur mesurable sont distingués :

Chaleur mesurable admissible	Chaleur mesurable non admissible
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Autoproduite et/ou</li> <li>- Importée d'installations SEQE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Importée d'installations non SEQE ou</li> <li>- Produite par une sous-installation de production d'acide nitrique</li> </ul>

**Figure 26 : Admissibilité de la chaleur mesurable**



***A noter** : La chaleur produite dans les sous-installations de production d'acide nitrique est considérée, pour le remplissage des sections suivantes, comme « importée ne relevant pas du SEQE ».*

Période à renseigner : identique à celle renseignée dans l'onglet D.

#### *Première étape*

Tout d'abord, l'**apport de chaleur** doit être quantifié selon les catégories déterminées au préalable : quantité nette totale produite dans l'installation ; importée en provenance d'installation SEQE ; importée en provenance d'installations non SEQE (inclus la chaleur provenant de la production d'acide nitrique).

L'outil Excel calcule ensuite automatiquement la chaleur mesurable totale utilisable dans l'installation, ainsi que le ratio « Chaleur SEQE /Chaleur totale ».

#### *Deuxième étape*

Ensuite, plusieurs informations sont à renseigner concernant **la chaleur ne relevant pas des sous-installations avec référentiel de chaleur**. En effet, afin de déterminer la quantité de chaleur relevant des sous-installations avec référentiel de chaleur, il faut d'abord évaluer celle non admissible à cette fin : utilisée pour la production d'électricité, au sein de sous-installations relevant d'un référentiel de produit ou exportée vers des installations SEQE.

En parallèle, différentes données sont récupérées par l'outil, et certains calculs sont effectués automatiquement :

- Pour la production d'électricité : si l'installation présente à la fois des apports admissibles et non admissibles, on considère que la quantité globale de chaleur utilisée pour la production d'électricité est également divisée, selon le ratio déterminé plus haut (Chaleur SEQE/Chaleur totale).
- Pour les sous-installations avec référentiel de produit : les données sont récupérées depuis l'onglet F\_ProductBM (**Paragraphe 3.2.4.3**).

Enfin, différents contrôles de plausibilité sont présentés et doivent être examinés par l'exploitant.

#### *Troisième étape*

Le dernier paragraphe à compléter concerne **les sous-installations avec référentiel de chaleur**. Grâce aux données entrées précédemment, les premiers calculs sont effectués automatiquement par l'outil, afin d'évaluer la chaleur mesurable totale restante, susceptible d'être imputable à des sous-installations avec référentiel de chaleur ainsi que son ratio d'admissibilité.

L'exploitant doit ensuite renseigner les informations suivantes :

- Quantité nette de chaleur mesurable consommée dans l'installation et admissible pour le référentiel de chaleur : *cela correspond à la consommation au sein de l'installation, à l'exclusion de celle consommée pour la production d'électricité et celle consommée au sein des sous-installations avec référentiel de produit ;*
- Chaleur exportée vers des installations non-SEQE.

De nouveaux calculs sont alors effectués **automatiquement** par l'outil : pertes de chaleur ; quantité totale de chaleur faisant potentiellement partie des sous-installations avec référentiel de chaleur ; et résultat final, correspondant à la quantité de chaleur imputable aux sous-installations avec référentiel de chaleur, tenant compte du ratio d'admissibilité déterminé précédemment.

#### *Dernière étape*

Pour finir, la chaleur mesurable imputable aux sous-installations avec référentiel de chaleur doit être répartie en fonction de l'exposition ou non au risque de fuite de carbone. Pour cela, l'exploitant doit sélectionner la méthode d'attribution choisie : valeurs absolues ou pourcentages.

L'attribution aux sous-installations avec référentiel de chaleur, exposées ou non à un risque de fuite de carbone, se fait ensuite dans l'avant dernier tableau.

Sous ce tableau se situe un tableau rempli automatiquement par l'outil Excel à partir de la méthode non sélectionnée par l'exploitant. Ce tableau permet d'effectuer un contrôle supplémentaire pour l'exploitant concernant l'exactitude des données entrées.



## ➤ Électricité

L'objectif de cette section est d'effectuer un bilan électrique complet de l'installation.



A noter : Par « autre électricité produite », on entend par exemple l'électricité hydraulique, solaire et éolienne, l'électricité produite au moyen de turbines de détente et par d'autres procédés ne relevant pas du SEQE.

Deux types de données sont à remplir :

- Données mensuelles (détaillées ci-dessous) à **partir de la date de début d'exploitation normale** ;
- Données mensuelles (détaillées ci-dessous) **avant le début de l'exploitation normale**.

Les informations à renseigner sont les suivantes :

- Quantité nette totale d'électricité produite dans l'installation ;
- Electricité totale importée du réseau ou d'autres installations ;
- Electricité totale exportée vers le réseau ou vers d'autres installations ;
- Electricité totale disponible utilisable dans l'installation : calculée automatiquement ;
- Electricité totale consommée dans l'installation ;



A noter : un contrôle de plausibilité est effectué **automatiquement** par l'outil afin de vérifier les apports d'électricité concerné par l'interchangeabilité électricité/combustible (**Paragraphe 2.1.2.1**).



### INSTALLATION K'ESQUE-SEQE SA

Les données nécessaires au remplissage de cet onglet sont répertoriées ci-dessous :

#### Apport combustibles

Données	Période 1 Du 16/05/2013 au 14/06/2013		Période 2 Du 16/06/2013 au 14/07/2013		Période 3 Du 15/07/2013 au 13/08/2013	
Attribution de l'apport de combustibles aux sous-installations (%) <u>à partir</u> du début de l'exploitation normale	BM <sub>produit</sub> 85	BM <sub>chaleur</sub> 15	BM <sub>produit</sub> 85	BM <sub>chaleur</sub> 15	BM <sub>produit</sub> 85	BM <sub>chaleur</sub> 15
Données	Du démarrage technique de l'installation (dès que des GES sont émis) au début de l'exploitation normale					
Attribution aux sous-installations (%) <u>avant</u> le début de l'exploitation normale	BM <sub>produit</sub> : 85			BM <sub>chaleur</sub> : 15		

Tableau 6 : Données relatives aux combustibles

#### Chaleur mesurable

Données	Période 1	Période 2	Période 3	Période 4	Période 5	Période 6
Chaleur produite (TJ)	28	23	28	25	25	25
Chaleur importée depuis une installation SEQE (TJ)	1	0,8	1	0,9	0,9	0,9
Chaleur consommée dans les sous-installations avec BM <sub>produit</sub> (TJ)	20	18	20	19	19	19
Chaleur consommée restante admissible au BM <sub>chaleur</sub> (TJ)	8,9	5,6	8,9	6,5	6,5	6,5

Tableau 7 : Données relatives à la chaleur mesurable



*A noter : La répartition entre BM<sub>produit</sub> et BM<sub>chaleur</sub> vient de la chaudière alimentée en gaz naturel, utilisée à la fois pour produire de la pâte à papier à partir de recyclés (BM<sub>produit</sub>), du papier fin non couché (BM<sub>produit</sub>) et pour la transformation de boîte en carton (BM<sub>chaleur</sub>).*

### Partie intrant énergétique - Onglet E\_EnergyFlows

Ci-dessous la capture d'écran relative aux informations entrées pour l'intrant énergétique lié aux combustibles, à partir du début d'exploitation normale, le 16/05/2013.



**A noter :** Pour l'installation K'ESQUE-SEQUE SA, la première sous-installation ne relève pas du référentiel de combustibles, et aucune autre sous-installation ne relève de ce référentiel. Les données doivent être complétées sur la période de référence de 90 jours.

(a) Intrant énergétique lié aux combustibles, installation complète (à partir des données de la feuille «D\_Emissions, section I):

Intrant énergétique total lié aux combustibles	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
	TJ	30,00	25,00	30,00			
Intrant énergétique total lié aux combustibles	Unité	l'exploitation					
	TJ	20,00					

(b) Méthode de saisie:

Pourcentages

*Vous pouvez introduire les valeurs dans le tableau ci-dessous au point c) suivant l'une ou l'autre des deux options suivantes: «Valeurs absolues (TJ/an) ou «pourcentages. Pour les cas simples, dans lesquels les données correspondent pour la plupart à «100 % ou à zéro, la solution des pourcentages constitue la méthode la plus rapide.*

(c) Répartition de l'apport de combustibles entre les différentes utilisations (valeurs absolues)

*Veillez introduire dans le tableau ci-dessous la quantité d'énergie consommée pour chaque type d'utilisation ou, selon la méthode de saisie des données choisie au point b), le pourcentage de la quantité indiquée au point a).*

*Il convient de veiller en particulier à attribuer l'intrant énergétique aux deux sous-installations pertinentes aux fins de l'allocation:*

*Sous-installation «CL avec référentiel de combustibles (exposée à un risque important de fuite de carbone) et sous-installation «non-CL (non exposée au risque de fuite de carbone).*

*À des fins de contrôle, le solde (100 % moins l'apport total) s'affiche sur la ligne du bas. Il s'agit de l'apport énergétique ne pouvant donner lieu à l'allocation de quotas.*

Type d'utilisation de l'apport de combustibles	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
i. Apport de combustibles pour la production d'électricité	%						
ii. Apport de combustibles pour la production de chaleur mesurable	%	15,00	15,00	15,00			
iii. Apport de combustibles dans le cadre des référentiels de produits	%	85,00	85,00	85,00			
iv. Sous-installation avec référentiel de combustibles, CL	%						
v. Sous-installation avec référentiel de combustibles, non-CL	%						
vi. Solde	%	0,00	0,00	0,00			

*À des fins de contrôle, les intrants sont affichés ici dans l'unité que vous n'avez pas choisie pour saisir vos données:*

Type d'utilisation de l'apport de combustibles	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
vii. Apport de combustibles pour la production d'électricité	TJ						
viii. Apport de combustibles pour la production de chaleur mesurable	TJ	4,50	3,75	4,50			
ix. Apport de combustibles dans le cadre des référentiels de produits	TJ	25,50	21,25	25,50			
x. Sous-installation avec référentiel de combustibles, CL	TJ						
xi. Sous-installation avec référentiel de combustibles, non-CL	TJ						
xii. Solde	TJ	0,00	0,00	0,00			

Figure 27 : Intrant énergétique lié aux combustibles à partir du début de l'exploitation normale

Ci-dessous la capture d'écran relative aux informations entrées pour l'intrant énergétique lié aux combustibles, avant le début d'exploitation normale, le 16/05/2013.

Type d'utilisation de l'apport de combustibles	Unité	l'exploitation	Unité	l'exploitation
Apport de combustibles pour la production d'électricité	%		TJ	
Apport de combustibles pour la production de chaleur mesurable	%	15,00	TJ	3,00
Apport de combustibles dans le cadre des référentiels de produits	%	85,00	TJ	17,00
Sous-installation avec référentiel de combustibles, CL	%		TJ	
Sous-installation avec référentiel de combustibles, non-CL	%		TJ	
Solde	%	0,00	TJ	0,00

Figure 28 : Intrant énergétique lié aux combustibles avant le début de l'exploitation normale

## Partie chaleur mesurable - Onglet E\_EnergyFlows

Ci-dessous la capture d'écran relative aux informations entrées pour les apports de chaleur.



**A noter :** Pour l'installation K'ESQUE-SEQUE SA, la première sous-installation ne relève pas du référentiel de chaleur, mais il existe une autre sous-installation relevant de ce référentiel, considérée alors comme « extension significative de capacité » (voir **Paragraphe 4**). Les données sont complétées pour la période de référence des « extensions significatives de capacités », à savoir six mois.

## Apports de chaleur

## (a) Quantité nette totale de chaleur mesurable produite dans l'installation:

Toutes les données relatives à la chaleur doivent faire référence à la « quantité nette de chaleur mesurable (c'est-à-dire le contenu thermique du flux thermique vers l'utilisateur diminué du contenu thermique du flux de retour).

Veillez noter que la chaleur produite dans les sous-installations de production d'acide nitrique doit être déclarée au point c) en tant qu'« importation ne relevant pas du SEQE.

	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
Chaleur mesurable produite	TJ	28,00	23,00	28,00	25,00	25,00	25,00

## (b) Chaleur mesurable importée en provenance d'installations relevant du SEQE-UE:

Les dénominations des installations figurant dans la liste déroulante sont reprises de la section A.IV. Assurez-vous donc d'avoir saisi toutes les données requises dans ladite section.

Dénomination de l'installation:	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
i. Cogénération: Chaleur Importation	TJ	1,00	0,80	1,00	0,90	0,90	0,90
ii.	TJ						
iii.	TJ						
iv. Sous-total	TJ	1,00	0,80	1,00	0,90	0,90	0,90

## (c) Chaleur mesurable importée en provenance d'installations et d'entités ne relevant pas du SEQE-UE (non admissible pour le référentiel de chaleur):

Sont incluses les sous-installations produisant de l'acide nitrique (sélectionner « Au sein de l'installation comme dénomination d'installation, si la production d'acide nitrique fait partie de cette installation).

Toutefois, si vous disposez d'informations plus précises (du fait, par exemple, qu'il est possible d'établir l'origine de la vapeur sur la base des niveaux de pression, etc.), vous pouvez introduire ci-dessous d'autres quantités de chaleur «non admissible». Si cette quantité est supérieure à la quantité indiquée au point c), la quantité disponible maximale est utilisée pour les calculs suivants.

Dénomination de l'installation ou de l'entité	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
i.	TJ						
ii.	TJ						
iii.	TJ						
iv. Sous-total	TJ						

## (d) Somme de la chaleur mesurable disponible dans l'installation (=a+b+c)

Chaleur mesurable totale	TJ	29,00	23,80	29,00	25,90	25,90	25,90
--------------------------	----	-------	-------	-------	-------	-------	-------

## (e) Ratio «Chaleur SEQE/Chaleur totale

La «chaleur SEQE correspond à la chaleur produite dans l'installation, majorée de la chaleur importée d'installations relevant du SEQE (=a+b).

La chaleur totale correspond à la chaleur SEQE, majorée de la chaleur importée d'entités et d'installations ne relevant pas du SEQE (=a+b+c).

Ratio de l'apport de chaleur (a+b) / (a+b+c):	%	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
---	---	--------	--------	--------	--------	--------	--------

Figure 29 : Apports de chaleur

Ci-dessous la capture d'écran relative aux informations entrées pour la chaleur ne relevant pas de sous-installations avec référentiel de chaleur :

## (f) Chaleur mesurable consommée pour la production d'électricité au sein de l'installation (non admissible pour le référentiel de chaleur):

Par défaut, on considère que la quantité globale de chaleur utilisée pour la production d'électricité est divisée entre apports admissibles et apports non admissibles sur la base du ratio calculé au point e).

Toutefois, si vous disposez d'informations plus précises (du fait, par exemple, qu'il est possible d'établir l'origine de la vapeur sur la base des niveaux de pression, etc.), vous pouvez introduire ci-dessous d'autres quantités de chaleur «non admissible». Si cette quantité est supérieure à la quantité indiquée au point c), la quantité disponible maximale est utilisée pour les calculs suivants.

	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
i. Chaleur utilisée pour la production d'électricité	TJ						
ii. Quantité de chaleur issue de sources ne relevant pas du SEQE	TJ						
iii. Annulation manuelle du point ii)	TJ						

## (g) Chaleur mesurable consommée pour les sous-installations avec référentiel de produit au sein de l'installation (non admissible pour le référentiel de chaleur):

Conformément à l'article 13 des CIM, l'allocation annuelle provisoire aux sous-installations avec référentiel de produit doit être diminuée d'une quantité d'équivalent CO2 pour la chaleur importée d'installations hors SEQE. Les données nécessaires pour cette correction sont les données introduites dans la section d) de la feuille «F\_ProductBM pour chaque sous-installation.

Un contrôle de plausibilité de ces données est donc prévu ici.

	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
i. Chaleur consommée dans les sous-installations avec référentiel de proc	TJ	20,00	18,00	20,00	19,00	19,00	19,00

## Valeurs introduites dans la feuille «F\_ProductBM:

ii. Quantité de chaleur issue de sources ne relevant pas du SEQE	TJ						
--	----	--	--	--	--	--	--

## Contrôle de plausibilité:

Veillez à contrôler une nouvelle fois cette section après avoir rempli la feuille «F\_ProductBM, s'il y a lieu, afin d'éviter la présence de données non plausibles.

La méthode recommandée pour remplir cette section consiste à saisir d'abord les données pertinentes dans la feuille «F\_ProductBM avant de passer au point h) ci-dessous.

## Chaleur hors SEQE déclarée dans la feuille «F\_ProductBM par rapport à la quantité totale de chaleur pour tous les référentiels de produit:

iii. Point ii par rapport au point i:	%						
---------------------------------------	---	--	--	--	--	--	--

## Chaleur hors SEQE déclarée dans la feuille «F\_ProductBM par rapport à la quantité totale de chaleur importée d'installations hors SEQE déclarée au point c):

iv. Point iii par rapport au point c) ci-dessus:	%						
--	---	--	--	--	--	--	--

## (h) Chaleur exportée vers des installations relevant du SEQE (non admissible pour le référentiel de chaleur):

Cette quantité de chaleur est imputée au consommateur de la chaleur.

Les dénominations des installations figurant dans la liste déroulante sont reprises de la section A.IV. Assurez-vous donc d'avoir saisi toutes les données requises dans ladite section.

Dénomination de l'installation:	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
i.	TJ						
ii.	TJ						
iii.	TJ						
iv.	TJ						
v.	TJ						
vi. Chaleur totale exportée vers des installations relevant du SEQE	TJ						

Figure 30 : Chaleur ne relevant pas de sous-installations avec référentiel de chaleur

Ci-dessous la capture d'écran relative aux informations entrées pour la chaleur relevant de sous-installations avec référentiel de chaleur :

#### Sous-installations avec référentiel de chaleur

(i) **Sous-total: chaleur mesurable totale restante, susceptible d'être imputable à des sous-installations avec référentiel de chaleur (=d-f-g-h):**

	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
i. Sous-total:	TJ	9,00	5,80	9,00	6,90	6,90	6,90
<i>Cette quantité peut être divisée entre la chaleur «admissible et «non admissible (en fonction de son origine, voir l'introduction de la section II.2). Le facteur défini au point e) est ensuite corrigé en tenant compte de la chaleur admissible et non admissible restante. Ce facteur est utilisé pour le point (j).</i>							
ii. admissible du fait de son origine:	TJ	9,00	5,80	9,00	6,90	6,90	6,90
iii. non-admissible du fait de son origine:	TJ	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(j) **Ratio d'admissibilité pour la chaleur restante calculée au point i):**

ratio d'admissibilité corrigé (= (i).ii / (i).i):	%	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
---	---	--------	--------	--------	--------	--------	--------

(k) **Quantité nette de chaleur mesurable consommée dans l'installation et admissible pour le référentiel de chaleur:**

*Il s'agit de la consommation au sein de l'installation, à l'exclusion des finalités énoncées aux points f) et g).*

Chaleur consommée au sein de l'installation	TJ	8,90	5,60	8,90	6,50	6,50	6,50
---	----	------	------	------	------	------	------

(l) **Chaleur exportée vers des installations ou entités ne relevant pas du SEQE-UE (par exemple, les réseaux de chauffage urbain):**

*Les dénominations des installations figurant dans la liste déroulante sont reprises de la section A.IV. Assurez-vous donc d'avoir saisi toutes les données requises dans ladite section.*

Dénomination de l'entité ou installation réceptrice	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
i.	TJ						
ii.	TJ						
iii.	TJ						
iv.	TJ						
v.	TJ						
vi. Chaleur totale exportée vers des installations hors SEQE:	TJ						

(m) **Pertes de chaleur (=i-k-l)**

*Pour assurer l'exhaustivité du bilan thermique, ce tableau présente les pertes de chaleur calculées (c'est-à-dire la quantité de chaleur non prise en compte aux points f, g, h, k et l).*

*La présence de valeurs négatives indique que les niveaux de consommation de chaleur déclarés ci-dessus sont supérieurs à la quantité de chaleur disponible provenant de la production et des importations.*

	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
i. Pertes de chaleur (calculées)	TJ	0,10	0,20	0,10	0,40	0,40	0,40
ii. Pertes de chaleur (proportion de la chaleur disponible = d)	%	0,34	0,84	0,34	1,54	1,54	1,54

(n) **Quantité totale de chaleur faisant potentiellement partie des sous-installations avec référentiel de chaleur (=k+l):**

Total des sous-installations avec référentiel de chaleur:	TJ	8,90	5,60	8,90	6,50	6,50	6,50
---	----	------	------	------	------	------	------

(o) **Résultat final: Quantité de chaleur imputable aux sous-installations avec référentiel de chaleur**

*Ce résultat s'obtient en multipliant le point n) par le ratio d'admissibilité corrigé défini au point j).*

*La valeur maximale autorisée est la quantité admissible indiquée au point i) l.*

	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
Chaleur admissible pour les sous-installations avec référentiel de chaleur	TJ	8,90	5,60	8,90	6,50	6,50	6,50

(p) **Répartition entre les sous-installations - Méthode de saisie**

Pourcentages

*Vous pouvez introduire les valeurs dans le tableau ci-dessous au point q) suivant l'une ou l'autre des deux options suivantes: «Valeurs absolues (TJ/an) ou «pourcentages.*

*Pour les cas simples, dans lesquels les données correspondent pour la plupart à «100 % ou à zéro, la solution des pourcentages constitue la méthode la plus rapide.*

(q) **Répartition des sous-installations avec référentiel de chaleur dans les niveaux d'exposition au risque de fuite de carbone:**

*Veillez indiquer ici la quantité de chaleur mesurable consommée par chaque sous-installation, étant entendu que 100 % correspond à la somme calculée au point e).iii. ci-dessus.*

*Sous-installation «CL avec référentiel de chaleur (exposée à un risque important de fuite de carbone) et sous-installation «non-CL (non exposée au risque de fuite de carbone).*

*Les données sont automatiquement reprises dans la feuille «G\_Fall-back. La saisie de données dans cette position est donc obligatoire lorsque ce module est utilisé.*

Chaleur mesurable	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
i. Sous-installation avec référentiel de chaleur, CL (risque de fuite de carbone)	%						
ii. Sous-installation avec référentiel de chaleur, non-CL (sans risque de fuite de carbone)	%	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
iii. Chiffres de contrôle:							
iv. Sous-installation avec référentiel de chaleur, CL (risque de fuite de carbone)	TJ						
v. Sous-installation avec référentiel de chaleur, non-CL (sans risque de fuite de carbone)	TJ	8,90	5,60	8,90	6,50	6,50	6,50

Figure 31 : Sous-installations avec référentiel de chaleur

## Partie électricité - Onglet E\_EnergyFlows

Ci-dessous la capture d'écran relative aux informations entrées pour le bilan électrique de l'installation après le début de l'exploitation normale :

<b>(a) Quantité nette totale d'électricité produite dans l'installation:</b>							
<i>La production électrique autre comprend, par exemple, l'électricité hydraulique, solaire et éolienne, l'électricité produite au moyen de turbines de détente et par d'autres procédés ne relevant pas du SEQE.</i>							
	<b>Unité</b>	<b>Mois 1</b>	<b>Mois 2</b>	<b>Mois 3</b>	<b>Mois 4</b>	<b>Mois 5</b>	<b>Mois 6</b>
i. Électricité nette produite à partir de combustibles	MWh						
ii. Autre électricité produite	MWh						
<b>(b) Électricité totale importée du réseau ou d'autres installations</b>							
Électricité importée	MWh						
<b>(c) Électricité totale exportée vers le réseau ou vers d'autres installations</b>							
Électricité exportée	MWh						
<b>(d) Électricité totale disponible utilisable dans l'installation (= a+b-c)</b>							
Électricité utilisable	MWh						
<b>(e) Électricité totale consommée dans l'installation</b>							
Électricité consommée dans l'installation	MWh						
<b>(f) Contrôle de plausibilité: Somme des apports d'électricité dans la feuille «F_ProductBM pour l'interchangeabilité de l'électricité</b>							
i. Électricité déclarée comme interchangeable	MWh						
ii. Comparer avec le point e)	%						

Figure 32 : Bilan électrique de l'installation après le début de l'exploitation normale

Ci-dessous la capture d'écran relative aux informations entrées pour le bilan électrique de l'installation avant le début de l'exploitation normale :

<b>(g) Quantité nette totale d'électricité produite dans l'installation avant le début de l'exploitation normale</b>		
	<b>Unité</b>	<b>l'exploitation</b>
i. Électricité nette produite à partir de combustibles	MWh	
ii. Autre électricité produite	MWh	
<b>(h) Électricité totale importée du réseau ou d'autres installations</b>		
Électricité importée	MWh	
<b>(i) Électricité totale exportée vers le réseau ou vers d'autres installations</b>		
Électricité exportée	MWh	
<b>(j) Électricité totale disponible utilisable dans l'installation (= a+b-c)</b>		
Électricité utilisable	MWh	
<b>(k) Électricité totale consommée dans l'installation</b>		
Électricité consommée dans l'installation	MWh	
<b>(l) Contrôle de plausibilité: Somme des apports d'électricité dans la feuille «F_ProductBM pour l'interchangeabilité de l'électricité</b>		
i. Électricité déclarée comme interchangeable	MWh	
ii. Comparer avec le point e)	%	

Figure 33 : Bilan électrique de l'installation avant le début de l'exploitation normale

### 3.3.4 Capacité installée initiale - Onglets *F\_ProductBM* et *G\_Fall-back*

#### L'ESSENTIEL

##### DESCRIPTIF

L'onglet F (respectivement G) concerne les sous-installations relevant de référentiel de produits (respectivement de chaleur, de combustibles et émissions de procédé). Ici, on considère **uniquement la première sous-installation**.

L'objectif est de calculer la **capacité installée initiale** de la première sous-installation.

**Deux définitions/méthodes d'estimation existent.** La capacité installée initiale est la moyenne des deux plus hauts niveaux d'activité mensuels dans les 90 jours à partir de la date de début de l'exploitation normale, rapportée à l'année, ou la moyenne des deux niveaux d'activité mensuels des deux mois civils pleins suivant la date de début de l'exploitation normale, rapportée à l'année.

##### INFORMATIONS À RENSEIGNER

Quelque soit l'onglet concerné, l'exploitant doit renseigner pour sa première sous-installation :

- La méthode choisie (90 jours ou deux mois civils) ;
- Le niveau d'activité sur la période choisie.

Le calcul de la capacité installée initiale est fait automatiquement par l'outil Excel à partir des données précédentes.

##### POURQUOI ?

Déterminer la capacité installée initiale de la première sous-installation permet ensuite d'estimer un **niveau d'activité annuel** de cette première sous-installation, sans avoir à suivre et à renseigner le niveau d'activité réel sur l'année concernée. Cette donnée est utilisée pour le calcul de l'allocation de quotas à titre gratuit.

#### 3.3.4.1 Présentation et définition - Pour la première sous-installation

##### **Attention !**

**Ce paragraphe concerne uniquement la première sous-installation, ayant permis de déterminer le début d'exploitation normale. Les autres sous-installations sont considérées comme « extensions significatives de capacités », traitées dans le [Paragraphe 4](#).**

Le paramètre à déterminer ici est la capacité installée initiale. Elle permet de calculer par la suite le **niveau d'activité** nécessaire au calcul de l'allocation de quotas à titre gratuit.

### DÉFINITION - CAPACITÉ INSTALLÉE INITIALE

**Capacité installée initiale ( $C_{ini}$ ) - Méthode 1** : Pour une sous-installation, cette capacité initiale est la moyenne des deux plus hauts niveaux d'activité mensuels dans les 90 jours à partir de la date de début de l'exploitation normale, rapportée à l'année.

*Articles 17.4) et 7.3) de la décision 2011/278/UE, Article R.229-9 du Code de l'environnement, et Section 3.2.2 de la Guidance n°7 de la CE.*

Le calcul à effectuer est le suivant :

**$C_{ini}$  = Moyenne des 2 plus hauts niveaux d'activité mensuels dans les 90 jours à partir de la date de début de l'exploitation normale x (12 mois)**

**Capacité installée initiale ( $C_{ini}$ ) - Méthode 2** : Pour une sous-installation, cette capacité initiale est la moyenne des deux niveaux d'activité mensuels des deux mois civils pleins suivant la date de début de l'exploitation normale, rapportée à l'année.

*Section 3.2.2 de la Guidance n°7 de la CE.*

Le calcul à effectuer est le suivant :

**$C_{ini}$  = Moyenne des 2 niveaux d'activité mensuels des deux mois civils suivant la date de début de l'exploitation normale x (12 mois)**

Cette méthode de calcul de la capacité installée initiale est utilisée **uniquement pour la première sous-installation**, celle ayant permis la détermination de la date d'exploitation normale.

Les **unités utilisées** peuvent varier en fonction de la nature de la sous-installation considérée :

- Unité de production des produits lorsqu'il existe un référentiel produit ;
- TJ de chaleur produite ;
- TJ de combustible brûlé ;
- t CO<sub>2</sub> éq pour les émissions procédé.

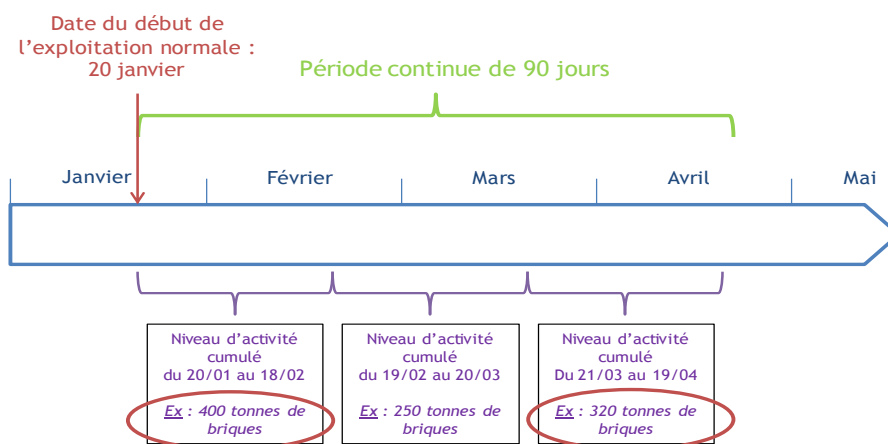
#### **Attention !**

Pour des raisons de cohérence, pour les sous-installations en cycle discontinu, les données relatives à la capacité initiale sont déterminées compte tenu également des jours de non-exploitation.

La capacité installée initiale de la sous-installation doit être vérifiée par un **vérificateur agréé indépendant**.



**Exemple 1 :** Pour une installation fictive de production de briques. La méthode utilisée est celle des deux périodes de 30 jours avec les plus hauts niveaux d'activité dans la période de 90 jours.



$C_{ini}$  = moyenne des 2 plus haut niveaux d'activité mensuels dans les 90 j à partir de la date de début de l'exploitation normale X (12 mois)

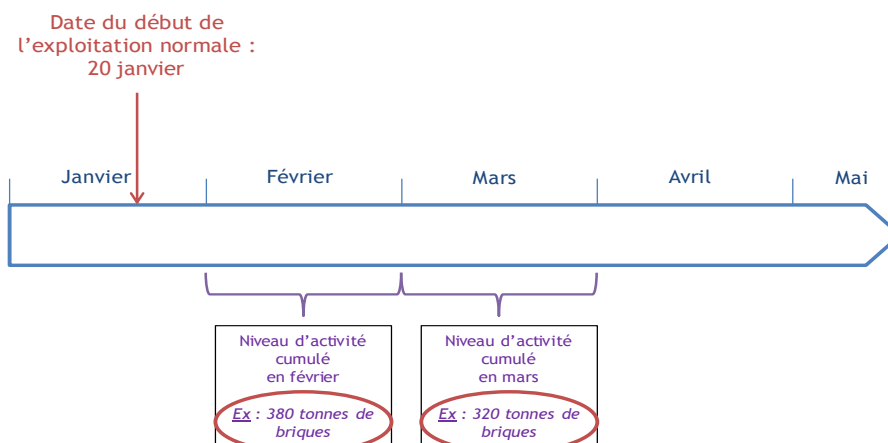
$$\text{Ici : } C_{ini} = (400+320)/2 * 12$$

$$C_{ini} = 4\,320 \text{ tonnes de briques}$$

Illustrations\_SEQE3.pptx

Figure 34 : Détermination de la capacité initiale - Méthode 1

**Exemple 2 :** Pour une installation fictive de production de briques. La méthode utilisée est celle des deux mois civils.



$C_{ini}$  = moyenne des 2 niveaux d'activité mensuels des deux mois civils suivant la date de début de l'exploitation normale X (12 mois)

$$\text{Ici : } C_{ini} = (380+320)/2 * 12$$

$$C_{ini} = 4\,200 \text{ tonnes de briques}$$

Illustrations\_SEQE3.pptx

Figure 35 : Détermination de la capacité initiale - Méthode 2



### 3.3.4.2 Présentation et définition - Pour les autres sous-installations

Comme indiqué précédemment, si le nouvel entrant possède plusieurs sous-installations, une seule, celle permettant de déterminer la date de début de l'exploitation normale, est considérée comme « première sous-installation ». Les autres sous-installations sont considérées comme « extension significative de capacité » et traitées dans le [Paragraphe 4](#).

Les calculs à effectuer et informations à renseigner pour ces sous-installations diffèrent légèrement de ceux présentés au-dessus. Le tableau ci-dessous récapitule les points de différence :

	Première sous-installation	Autres sous-installations (Paragraphe 4)
<b>Période considérée pour la détermination de la capacité installée</b>	90 jours	6 mois
<b>Date à partir de laquelle les niveaux d'activité sont référencés</b>	Date de début d'exploitation normale	Date de début d'exploitation modifiée
<b>Capacité installée initiale</b>	Calculée ( <a href="#">Paragraphe 3.2.2.1</a> )	Egale à 0
<b>Capacité nouvelle : ajoutée ou retirée</b>	Égale à 0	Même calcul qu'au <a href="#">Paragraphe 3.2.2.1</a> mais sur une période de 6 mois

### 3.3.4.3 Questionnaire : Structure des onglets de calcul

Les données nécessaires au calcul de la capacité installée initiale de la **première sous-installation** sont à entrer, dans le questionnaire Excel, soit :

- **Au niveau de l'onglet F\_ProductBM :** Si la première sous-installation relève d'un référentiel de produit, à l'exception de ceux cités pour l'onglet H\_SpecialBM ;
- **Au niveau de l'onglet G\_Fall-back :** Si la première sous-installation relève d'un référentiel de chaleur, de combustibles ou émissions de procédé ;
- **Au niveau de l'onglet H\_SpécialBM :** Si la première sous-installation relève d'un référentiel de produit particulier, dans la liste ci-dessous :
  - Produits de raffinerie (CWT),
  - Chaux,
  - Dolomie,
  - Vapocraquage,
  - Aromatiques (CWT),
  - Hydrogène,
  - Gaz de synthèse,
  - Oxyde d'éthylène / éthylène glycols,
  - Chlorure de vinyle monomère (CVM).

### Onglet F\_ProductBM

Cet onglet comporte une **section dédiée pour chaque sous-installation** relevant d'un **référentiel produit classique** (exceptions indiquées ci-dessus pour l'onglet H). On s'intéresse ici uniquement au remplissage du questionnaire pour la **première sous-installation**.

Si les précédents onglets ont été remplis correctement, certaines informations sont déjà automatiquement reportées dans cet onglet : indication du statut de la sous-installation, *ici « première sous-installation d'une installation en site vierge »* ; date à retenir pour l'enregistrement des niveaux d'activité, *ici « Date de l'exploitation normale »*.

Puis, plusieurs rubriques sont à renseigner par l'exploitant :

#### ➤ Niveau d'activité - Période choisie

Comme mentionné ci-dessus, deux choix de périodes s'offrent à l'exploitant pour la détermination de la capacité initiale :

- Les deux **périodes de 30 jours** enregistrant les niveaux les plus élevés sur les 90 jours suivant le début d'exploitation normale; ou
- Les deux **mois civil** suivant le début d'exploitation normale.

#### ➤ Niveau d'activité - Niveau d'activité principal

Pour les périodes choisies, l'exploitant renseigne le niveau d'activité principal de la sous-installation concernée.

#### ➤ Capacité installée initiale : calculs automatiques

Grâce aux données rentrées dans le tableau précédent, la capacité installée initiale est calculée automatiquement par l'outil Excel, à partir des formules présentées plus haut.

Le champ « Nouvelle capacité installée » ne concerne pas la première sous-installation.

Le champ « Capacité nouvelle, ajoutée ou retirée » récupère automatiquement les données renseignées plus haut.



**A noter :** Un calcul automatique du rapport « Capacité installée initiale/Capacité nominale (valeur déjà renseignée dans l'onglet C\_StartingDate) » est effectué à des fins de contrôle de plausibilité.

### Onglet G\_Fall-back

Cet onglet est divisé en **six sections** qui correspondent aux trois référentiels restants, en séparant, pour chaque référentiel, l'exposition ou non à un risque de fuite de carbone.

En fonction de la catégorisation de la **première sous-installation**, l'exploitant devra remplir la section correspondante :

- Sous-installation avec référentiel de chaleur, exposée ou non à un risque de fuite de carbone ;
- Sous-installation avec référentiel de combustible, exposée ou non à un risque de fuite de carbone ;
- Sous-installation avec émissions de procédés, exposée ou non à un risque de fuite de carbone.

Si les précédents onglets ont été remplis correctement, certaines informations sont déjà automatiquement reportées dans cet onglet : indication du statut de la sous-installation, *ici « première sous-installation d'une installation en site vierge »* ; date à retenir pour l'enregistrement des niveaux d'activité, *ici « Date de l'exploitation normale »*.

Puis, certaines rubriques sont à renseigner par l'exploitant :

➤ **Niveau d'activité - Période choisie**

Comme mentionné ci-dessus, deux choix de périodes s'offrent à l'exploitant pour la détermination de la capacité initiale :

- Les deux **périodes de 30 jours** enregistrant les niveaux les plus élevés sur les 90 jours suivant le début d'exploitation normale; ou
- Les deux **mois civil** suivant le début d'exploitation normale.

➤ **Niveau d'activité - Niveau d'activité principal**

Pour les périodes choisies, le niveau d'activité principal est récupéré automatiquement depuis l'onglet D ou E, à remplir en amont de l'onglet G.

➤ **Capacité installée initiale : calculs automatiques**

Grâce aux données situées dans le tableau précédent, la capacité installée initiale est calculée automatiquement par l'outil Excel, à partir des formules présentées plus haut.

Le champ « Nouvelle capacité installée » ne concerne pas la première sous-installation.

Le champ « Capacité nouvelle, ajoutée ou retirée » récupère automatiquement les données renseignées plus haut.



**A noter :** un calcul automatique du rapport « Capacité installée initiale/Capacité nominale (valeur déjà renseignée dans l'onglet C\_StartingDate) » est effectué à des fins de contrôle de plausibilité.

**Onglet H. SpecialBM**

Si la première sous-installation est concernée par l'un des référentiels produits cités plus haut, considérés comme « spéciaux », l'exploitant devra remplir les données relatives à cette sous-installation au sein de l'onglet H. **Nous ne détaillons pas ici ces cas particuliers.**

Les principes de calculs sont néanmoins similaires à ceux présentés plus haut, et l'outil Excel fournit des explications pour chaque cas particulier concerné.

**INSTALLATION K'ESQUE-SEQE SA**

**Onglet F\_ProductBM**

L'exploitant de l'installation K'ESQUE-SEQE SA doit renseigner, dans cet onglet, les données relatives à la sous-installation « Pâte à papier à partir de recyclés » qui est la première sous-installation.

**Attention !**

Les informations relatives à la sous-installation « Papier fin non couché » seront également renseignées dans cet onglet, mais étant considérée comme extension significative de capacité, elle sera traitée dans le **Paragraphe 4**.

Ci-dessous, un extrait de l'onglet complété pour la sous-installation « Pâte à papier à partir de recyclés ».

**(b) Niveaux d'activité**

Les «niveaux d'activité principaux», c'est-à-dire les données directement applicables aux fins du calcul de l'allocation, sont à notifier sous ce point.

Il s'agit généralement des données de production du produit, par exemple des tonnes de clinker de ciment gris ou des tonnes de bouteilles de verre, conformément à l'annexe I des CIM.

Toutefois, si un message apparaît au point c), il est impératif d'utiliser le module de calcul approprié; les résultats ainsi obtenus seront automatiquement intégrés dans le tableau au point c).

- En cas de modifications significatives, les deux mois durant lesquels les niveaux sont les plus élevés sur les six mois suivant le début de l'exploitation modifiée sont
- S'il s'agit de la première sous-installation d'une installation en site vierge ayant démarré l'exploitation normale, les deux mois durant lesquels les niveaux sont les plus élevés sur les trois mois suivant le début de l'exploitation normale sont pris en compte aux fins des calculs ultérieurs.

Pour cette sous-installation, la date à retenir est:

Début de l'exploitation normale [article 3, point n), des CIM]

Exemple: le début de l'exploitation normale d'une installation en site vierge est le 15 mars. La capacité initiale, dans ce cas, est déterminée sur la base:

- des deux niveaux d'activité les plus élevés enregistrés par période de 30 jours sur les 90 jours suivant le 15 mars inclus. Dans ce cas, les niveaux d'activité pour les trois périodes de 30 jours au cours de la période de 90 jours doivent être indiqués ci-après pour les mois 1, 2 et 3; ou
- des deux niveaux mensuels d'activité les plus élevés pour les mois d'avril et mai.

S'il s'agit de la première sous-installation d'une installation en site vierge, la capacité initiale est déterminée de la manière suivante:

Les deux périodes de 30 jours enregistrant les niveaux d'activité les plus élevés

Exemple: le début de l'exploitation modifiée après une modification significative de la capacité est le 15 mars. La nouvelle capacité sera basée sur les deux niveaux d'activité mensuels les plus élevés pour la période comprise entre avril et septembre.

Pour des raisons de cohérence, les données relatives à la capacité initiale (dans le cas des installations en site vierge) ou à la nouvelle capacité (dans le cas de modifications significatives) sont déterminées compte tenu également des jours de non-exploitation.

Vous ne devez introduire que les deux niveaux d'activité mensuels totaux les plus élevés.

Niveau d'activité principal:	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
i. Pâte à partir de papier recyclé	Adt	3 550	5 850	14 700			
ii. Repris de la feuille «H_SpecialBM»	Adt						
iii. Valeurs utilisées pour le calcul:	Adt		5 850	14 700			

**(c) Obligations de déclaration spécifiques:**

Certains référentiels de produits nécessitent la déclaration d'informations spécifiques (par exemple, les valeurs CWT). S'il y a lieu, un message apparaîtra automatiquement.

**Figure 36 : Niveaux d'activité - Première sous-installation avec référentiel produit**

Le calcul de la capacité installée initiale se fait ensuite automatiquement. Ci-dessous, le résultat pour l'installation K'ESQUE-SEQUE SA :

**(d) Capacité installée initiale**

Pour les modifications significatives, la valeur calculée dans ce champ est reprise des données saisies dans la feuille A, rubrique V, laquelle doit être obligatoirement remplie.

Si cette sous-installation est la première sous-installation d'une installation en site vierge à démarrer une exploitation normale, la valeur calculée dans ce champ est la moyenne des deux niveaux d'activité mensuels les plus élevés supra multipliée par 12.

Remarque:

Conformément à l'article 17, paragraphe 4, des CIM, la capacité initiale doit être déterminée «suivant la méthode indiquée à l'article 7, paragraphe 3, ...». Il est fait référence ici à la méthode de détermination de la capacité et non au paragraphe dans son ensemble (qui inclut la période 2005-2008). Par conséquent, la capacité est déterminée à partir des deux volumes de production mensuels les plus élevés durant la période appropriée et non par vérification expérimentale, sauf dans les cas de force majeure (lorsque toutes les données ont été perdues).

Pâte à partir de papier recyclé	Adt / année	123 300
---------------------------------	-------------	---------

**Figure 37 : Capacité installée initiale - Référentiel produit**

**Onglet G\_ProductBM**

Ci-dessous la section à remplir si la première sous-installation de l'installation K'ESQUE-SEQUE SA avait été celle avec référentiel de chaleur, ici sous-installation non exposée au risque de fuite de carbone.

**2 Sous-installation pour méthode alternative 2:**

Sous-installation avec référentiel de chaleur, non-CL (sans risque de fuite de carbone)

pertinent

première sous-installation d'une installation en site vierge

**Détermination du nouveau niveau d'activité**

pertinent

[Entrer des données dans cette section!](#)

Des instructions détaillées concernant la saisie des données dans ce module figurent dans la première partie de ce module. (G.I.1)

**(a) Description des modifications physiques****(b) Niveaux d'activité**

Pour cette sous-installation, la date à retenir est:

Début de l'exploitation normale [article 3, point n), des CIM]

S'il s'agit de la première sous-installation d'une installation en site vierge, la capacité initiale est déterminée de la manière suivante:

	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
i. Sous-installation avec référentiel de chaleur, n	TJ	8,90	5,60	8,90	6,50	6,50	6,50
ii. Valeurs utilisées pour le calcul:	TJ	8,90	5,60				

**(c) Capacité installée initiale**

Sous-installation avec référentiel de chaleur, n	TJ / année	87
--	------------	----

**Figure 38 : Exemple d'une sous-installation avec référentiel de chaleur, non exposée au risque de fuite de carbone**

**Onglet G\_ProductBM**

Ci-dessous la section à remplir avec un référentiel de combustibles, ici pour une sous-installation non exposée au risque de fuite de carbone.

**3 Sous-installation pour méthode alternative 3:**

Sous-installation avec référentiel de combustibles, CL	non pertinent
--	---------------

**Détermination du nouveau niveau d'activité**

[Passer aux points ci-dessous](#)

[Des instructions détaillées concernant la saisie des données dans ce module figurent dans la première partie de ce module. \(G.I.1\)](#)

**(a) Description des modifications physiques**

**(b) Niveaux d'activité**

Pour cette sous-installation, la date à retenir est:

S'il s'agit de la première sous-installation d'une installation en site vierge,

Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
i. Sous-installation avec référentiel de combustil TJ						
ii. Valeurs utilisées pour le calcul: TJ						

**(c) Capacité installée initiale**

Sous-installation avec référentiel de combustil TJ / année

**(d) Nouvelle capacité installée**

Sous-installation avec référentiel de combustil TJ / année

**(e) Capacité nouvelle, ajoutée ou retirée**

Sous-installation avec référentiel de combustil TJ / année

C nouvelle / C initiale

C / C nominale

Figure 39 : Exemple d'une sous-installation avec référentiel de combustibles, exposée au risque de fuite de carbone

### 3.3.5 Niveau d'activité - Onglets *F\_ProductBM* et *G\_Fall-back*

#### L'ESSENTIEL

##### DESCRIPTIF

L'onglet F (respectivement G) concerne les sous-installations relevant de référentiel de produits (respectivement de chaleur, de combustibles et émissions de procédé). Ici, on considère **uniquement la première sous-installation**.

L'objectif est de calculer le **niveau d'activité** de la première sous-installation.

##### INFORMATIONS À RENSEIGNER

Si la première sous-installation relève d'un référentiel de produit, les données suivantes sont récupérées automatiquement :

- **Le coefficient d'utilisation standard de la capacité (SCUF), inférieur à 1 ;**
- **Le niveau d'activité.**

En revanche, certaines informations spécifiques (cas particuliers), sont à renseigner, et sont détaillées dans la section ci-dessous.

Si la première sous-installation ne relève pas d'un référentiel de produit, l'exploitant doit renseigner **le coefficient d'utilisation de la capacité applicable (RCUF), inférieur à 1**. Le niveau d'activité est ensuite calculé automatiquement par l'outil Excel.

##### POURQUOI ?

Le niveau d'activité de la première sous-installation est réclamé car la capacité installée initiale n'est pas représentative de l'activité réelle sur l'année. Un coefficient doit y être appliqué dans un souci d'**exactitude** et de **réalisme**. Ce niveau d'activité est ensuite utilisé pour le calcul de l'allocation de quotas à titre gratuit.

#### 3.3.5.1 Présentation et définition - Pour la première sous-installation

Pour évaluer le niveau d'activité de l'installation concernée, deux nouveaux paramètres sont nécessaires. Ces paramètres, ainsi que la définition du niveau d'activité, sont présentés dans les encadrés ci-dessous :

### DÉFINITION - SCUF

**SCUF** : Standard Capacity Utilization Factor, ou coefficient d'utilisation de la capacité standard.

*Article 18.1) de la décision 2011/278/UE, article R.229-10 du Code de l'environnement, et section 3.2.2 de la Guidance n°7 de la CE.*

Déterminé par la Commission européenne (CE), ce coefficient est utilisé uniquement pour les référentiels de produits. Il fournit des informations sur la capacité de production typique liée à un nombre de produits spécifiques.

#### Comment est-il établi ?

Les Etats membres ont collecté la production annuelle moyenne pour chaque produit concerné auprès d'installations couvertes par le SEQE-UE, entre 2005-2008. Ce chiffre a ensuite été divisé par les capacités installées initiales.

Les SCUF « nationaux » par produit ont été communiqués à la CE, qui a calculé le 80<sup>ème</sup> percentile des coefficients d'utilisation annuelle moyenne de la capacité de toutes les installations fabriquant ce produit.

Les valeurs des SCUF par référentiel produit sont répertoriées au sein de la [Décision 2013/447/UE du 5 septembre 2013](#).

**L'outil Excel les intègre automatiquement.**

### DÉFINITION - RCUF

**RCUF** : Relevant Capacity Utilization Factor, ou coefficient d'utilisation de la capacité applicable.

*Article 18.1) de la décision 2011/278/UE, article R.229-10 du Code de l'environnement, et section 3.2.2 de la Guidance n°7 de la CE.*

Ce coefficient est utilisé pour les référentiels de chaleur, de combustibles et émissions de procédé.

#### Comment est-il établi ?

Ce coefficient est un pourcentage de la capacité initiale, fondé sur un certain nombre d'informations à renseigner par l'exploitant : l'exploitation normale prévue de l'installation, la maintenance, le cycle de production, l'utilisation de la capacité typique du secteur d'activité, les techniques d'efficacité énergétique et de réduction des émissions.

Ces RCUF, transmis par l'exploitant, sont ensuite vérifiés par les DREAL, et comparés avec ceux déjà indiqués dans les questionnaires reçus au cours des années précédentes pour un même secteur, un même type d'installation et de sous-installation.

**Les RCUF sont à renseigner pour chaque sous-installation, dans les onglets G ou H selon le cas.**

Ainsi, en fonction de la catégorisation de la première sous-installation, l'exploitant utilisera le SCUF fourni par l'outil Excel (référentiel de produit), ou un RCUF qu'il doit renseigner et justifier (pour les autres référentiels).

Ces coefficients, combinés à la capacité installée initiale calculée précédemment, permettent le calcul du niveau d'activité de la première sous-installation, comme décrit ci-dessous :

**DÉFINITION - NIVEAU D'ACTIVITÉ**

**Niveau d'activité** : Pour chaque sous-installation, le niveau d'activité est évalué grâce aux paramètres renseignés tout au long des sections précédentes.

*Article 18.1) de la Décision 2011/278/UE, Article R.229-10 du Code de l'environnement, et Section 3.2.2 de la Guidance n°7 de la CE.*

Les calculs à effectuer, en fonction des référentiels, sont les suivants :

*AL = niveau d'activité*

Sous installation avec <b>BM<sub>produit</sub></b>	$AL \text{ [unité de production du produit]} = C_{ini} \times SCUF$
Sous installation avec <b>BM<sub>chaleur</sub></b>	$AL \text{ [TJ de chaleur]} = C_{ini} \times RCUF$
Sous installation avec <b>BM<sub>combustibles</sub></b>	$AL \text{ [TJ de combustible]} = C_{ini} \times RCUF$
Avec émissions de procédé	$AL \text{ [t CO}_2\text{éq]} = C_{ini} \times RCUF$

Figure 40 : Calculs d'allocation en fonction des référentiels

Le niveau d'activité de chaque sous-installation doit être vérifié par un **vérificateur agréé indépendant**.

### 3.3.5.2 Présentation et définition - Pour les autres sous-installations

Comme indiqué précédemment, si le nouvel entrant possède plusieurs sous-installations, une seule, celle permettant de déterminer la date de début de l'exploitation normale, est considérée comme « première sous-installation ». Les autres sous-installations sont considérées comme « extension significative de capacité » et traitées dans le **Paragraphe 4**.

### 3.3.5.3 Questionnaire : Structure des onglets de calcul

Le calcul des niveaux d'activité est réalisé également au sein des onglets F, G ou H, en fonction des la catégorisation de la **première sous-installation**. Ce calcul est effectué à la suite du calcul de la capacité installée initiale.

#### Onglet F\_ProductBM

A la suite du calcul de la capacité installée initiale de la première sous-installation, d'autres rubriques sont à renseigner par l'exploitant, ou renseignées automatiquement.

#### ➤ **Coefficient d'utilisation standard de la capacité : SCUF**

Comme indiqué dans les définitions ci-dessus, ce paramètre est complété **automatiquement**, en fonction du référentiel de produit sélectionné pour la première sous-installation.

#### ➤ **Niveau d'activité de la capacité nouvelle**

Ce calcul est effectué automatiquement par l'outil, à partir de la formule présentée dans l'encadré « Définition - Niveau d'activité ».

#### ➤ **Interchangeabilité combustible/électricité**

Cette section est à remplir si la **première sous-installation** est concernée par l'interchangeabilité combustible/électricité, présentée au **Paragraphe 2.1.2.1**.



Si la première sous-installation est concernée, l'exploitant doit renseigner, pour la période de référence de 90 jours :

- Les émissions directes imputables à la sous-installation ;
- La quantité nette de chaleur mesurable importée par cette sous-installation, en provenance d'autres installations SEQE ou d'autres entités ;
- La consommation d'électricité spécifique de cette sous-installation.

➤ **Chaleur importée d'installations ou d'entités hors SEQE**

Comme indiqué dans le **Paragraphe 2.1.2.2**, la chaleur importée d'entités non SEQE pour une sous-installation avec référentiel de produit doit être retirée de la chaleur totale éligible à une allocation gratuite de quotas.

Si la première sous-installation est concernée par ce cas particulier, l'exploitant doit remplir, pour la période de référence des 90 jours, la chaleur mesurable pertinente importée d'installations non SEQE. Des contrôles de cohérence avec l'onglet E sont effectués.

La quantité correspondante de CO<sub>2</sub> à retirer de la demande est calculée **automatiquement**.

➤ **Quantité de pâte à papier mise sur le marché - Article 10.7 de la Décision 2011/278/UE**

Cette section concerne uniquement les sous-installations produisant de la pâte à papier : pâte kraft fibres courtes, pâte kraft fibres longues, pâte thermomécanique et pâte mécanique, pâte au bisulfite ou autre pâte à papier non visée par un référentiel de produit.

Pour ce type de sous-installation, les quotas d'émissions peuvent être alloués gratuitement uniquement si les produits à base de pâte à papier fabriqués par la sous-installation concernée sont mis sur le marché et ne sont pas transformés en papier dans la même installation ou dans des installations techniquement liées.

Voilà pourquoi il est demandé à l'exploitant, si concerné par ce cas particulier, de renseigner la quantité de pâte à papier mise sur le marché et la quantité de pâte à papier produite.

➤ **Informations relatives à la production** - Identification des produits inclus dans la sous-installation concernée

Certains référentiels produits utilisés englobent divers produits, ou groupes de produits, similaires. Dans certains cas, les produits intermédiaires peuvent être pertinents aux fins de l'allocation de quotas. Il est important de renseigner ces produits, afin de vérifier que les limites du référentiel sont bien respectées.

Pour cette rubrique, l'exploitant doit saisir les codes PRODCOM / NACE 2007<sup>6</sup> et 2010<sup>7</sup>, correspondant aux produits concernés, en adoptant, si possible, le niveau de désagrégation le plus élevé à sa disposition.

➤ **Informations relatives à la production** - Niveaux de production individuels des produits inclus dans la sous-installation concernée

---

<sup>6</sup>[http://ec.europa.eu/eurostat/ramon/nomenclatures/index.cfm?TargetUrl=LST\\_CLS\\_DLD&StrNom=PRD\\_2007&StrLanguageCode=EN&StrLayoutCode=](http://ec.europa.eu/eurostat/ramon/nomenclatures/index.cfm?TargetUrl=LST_CLS_DLD&StrNom=PRD_2007&StrLanguageCode=EN&StrLayoutCode=)

<sup>7</sup>[http://ec.europa.eu/eurostat/ramon/nomenclatures/index.cfm?TargetUrl=LST\\_CLS\\_DLD&StrNom=PRD\\_2010&StrLanguageCode=EN&StrLayoutCode=HIERARCHIC](http://ec.europa.eu/eurostat/ramon/nomenclatures/index.cfm?TargetUrl=LST_CLS_DLD&StrNom=PRD_2010&StrLanguageCode=EN&StrLayoutCode=HIERARCHIC)

Pour la France, les niveaux de production individuels, lorsque plusieurs produits sont inclus dans le même référentiel dans une même sous-installation, sont demandés.

### Onglet G\_Fall-back

A la suite du calcul de la capacité installée initiale de la première sous-installation, d'autres rubriques sont à renseigner par l'exploitant, ou renseignées automatiquement. On rappelle que cet onglet est divisé en six sections qui correspondent aux trois référentiels restants, en séparant, pour chaque référentiel, l'exposition ou non à un risque de fuite de carbone.

Quelque soit le référentiel concerné au sein de cet onglet, les informations suivantes sont à renseigner :

➤ **Coefficient d'utilisation de la capacité applicable : RCUF**

Comme indiqué dans les définitions ci-dessus, ce paramètre est à renseigner par l'exploitant.

**Attention !** Le RCUF renseigné par l'exploitant doit être inférieur à 1.

➤ **Niveau d'activité de la capacité nouvelle**

Ce calcul est effectué automatiquement par l'outil, à partir de la formule présentée dans l'encadré « Définition - Niveau d'activité ».

➤ **Informations relatives à la production** - Identification des produits ou services pertinents associés à la sous-installation concernée

Différents procédés ou services peuvent être associés à une sous-installation :

- Production de marchandises ne relevant pas des référentiels de produits au sein de l'installation ;
- Production d'énergie mécanique, de chaleur ou de refroidissement (toute finalité sauf la production d'électricité) ;
- Exportation de chaleur vers des installations ou autres entités (exportation uniquement vers des installations non SEQE à renseigner ici).

Pour cette rubrique, l'exploitant doit saisir les codes PRODCOM / NACE 2007<sup>8</sup> et 2010<sup>9</sup>, correspondant aux produits concernés, en adoptant, si possible, le niveau de désagrégation le plus élevé à sa disposition.

➤ **Informations relatives à la production - Niveaux de production individuels des produits inclus dans la sous-installation concernée**

Pour la France, les niveaux de production individuels, lorsque la sous-installation est concernée par la production de marchandises ne relevant pas des référentiels produits au sein de l'installation ou par la production de chauffage urbain, sont demandés.

---

<sup>8</sup>[http://ec.europa.eu/eurostat/ramon/nomenclatures/index.cfm?TargetUrl=LST\\_CLS\\_DLD&StrNom=PRD\\_2007&StrLanguageCode=EN&StrLayoutCode=](http://ec.europa.eu/eurostat/ramon/nomenclatures/index.cfm?TargetUrl=LST_CLS_DLD&StrNom=PRD_2007&StrLanguageCode=EN&StrLayoutCode=)

<sup>9</sup>[http://ec.europa.eu/eurostat/ramon/nomenclatures/index.cfm?TargetUrl=LST\\_CLS\\_DLD&StrNom=PRD\\_2010&StrLanguageCode=EN&StrLayoutCode=HIERARCHIC](http://ec.europa.eu/eurostat/ramon/nomenclatures/index.cfm?TargetUrl=LST_CLS_DLD&StrNom=PRD_2010&StrLanguageCode=EN&StrLayoutCode=HIERARCHIC)

Onglet H\_SpecialBM

Si la première sous-installation est concernée par l'un des référentiels produits cités plus haut, considérés comme « spéciaux », l'exploitant devra remplir les données relatives à cette sous-installation au sein de l'onglet H. **Nous ne détaillons pas ici ces cas particuliers.**

Les principes de calculs sont similaires à ceux présentés plus haut. L'outil Excel fournit des explications pour chaque cas particulier concerné.

**INSTALLATION K'ESQUE-SEQUE SA****Onglet F\_ProductBM**

Pour la sous-installation « Pâte à papier à partir de recyclés », le SCUF indiqué est égal à **0,8870**. Le niveau d'activité de cette sous-installation est calculé ensuite automatiquement.

Pâte à partir de papier recyclé	Adt / année	123 300	C nouvelle / C initiale	
			C / C nominale	0,51
<b>(g) Allocation provisoire</b>				
<i>La présente rubrique ne doit être complétée que si le critère des 10 % visé au point e) n'est pas rempli.</i>				
<i>Veuillez indiquer ici le dernier nombre annuel provisoire de quotas d'émission alloués à titre gratuit à cette sous-installation avant la modification.</i>				
<b>(h) Coefficient d'utilisation standard de la capacité (« SCUF »)</b>		0,8870		
<i>Il s'agit d'un facteur adimensionnel qui s'affichera automatiquement.</i>				
<b>(i) Niveau d'activité de la capacité nouvelle, ajoutée ou retirée au sens de l'article 18, paragraphe 1, des CIM</b>				
<i>La valeur calculée dans ce champ est [SCUF au point j)] x [capacité nouvelle, ajoutée ou retirée calculée au point h) ci-dessus]. Cette valeur ne peut être calculée que si aucun message d'erreur ne s'affiche au point h).</i>				
Pâte à partir de papier recyclé	Adt / année	109 367		

Figure 41 : Niveau d'activité - première sous-installation

**Onglet G\_Fall-back**

Supposons ici que la première sous-installation soit celle soumise au référentiel de chaleur, non exposée au risque de fuite de carbone.

Dans le cas de l'installation K'ESQUE-SEQUE SA, on fait l'hypothèse d'un RCUF égal à 0,8.

<b>(e) Capacité nouvelle, ajoutée ou retirée</b>		C nouvelle / C initiale
Sous-installation avec référentiel de chaleur, TJ / année	107	
		C / C nominale
		2,14
<b>(f) Allocation provisoire</b>		
<b>(g) Coefficient d'utilisation de la capacité applicable:</b>	0,8000	
Justifications		
<b>(h) Niveau d'activité de la capacité nouvelle, ajoutée ou retirée au sens de l'article 18, paragraphe 1, des CIM</b>		
Sous-installation avec référentiel de chaleur, TJ / année	86	

Figure 42 : Niveau d'activité - référentiel de chaleur

## 3.4 Calcul de l'allocation

### L'ESSENTIEL

#### DESCRIPTIF

Toutes les données relatives aux calculs de l'allocation de quotas à titre gratuit sont regroupées dans l'onglet K\_Summary.

L'allocation provisoire est déterminée pour la période avant et après le début d'exploitation normale (calculs différents) :

- Avant le début d'exploitation normale, le facteur d'exposition au risque de fuite de carbone (voir page suivante) est appliqué aux émissions vérifiées.
- Après le début d'exploitation normale, les valeurs des référentiels (**Paragraphe 2.1.2**) sont appliquées aux niveaux d'activité de chacune des sous-installations. Puis, est appliqué le facteur d'exposition au risque de fuite de carbone.

Puis, l'allocation finale (année par année) est déterminée en appliquant le facteur de réduction linéaire de 1,74% fixé par la Commission européenne, à l'allocation provisoire.

#### INFORMATIONS A RENSEIGNER

Aucune information supplémentaire n'est à renseigner par l'exploitant.

#### POURQUOI ?

L'application des valeurs des référentiels, calculées à partir des installations les plus performantes en matière d'émissions de GES, a pour objectif d'encourager la réduction d'émissions.

Le facteur d'exposition au risque de fuite de carbone permet d'assurer une certaine flexibilité du système, en évitant d'alourdir les obligations qui pèsent sur les secteurs fortement exposés à la concurrence internationale.

Enfin, le facteur de réduction linéaire est appliqué, année par année, afin de garantir l'atteinte des objectifs de réduction des émissions.

### 3.4.1 Allocation provisoire - Onglet K\_Summary

A ce stade de la démarche, toutes les données essentielles relatives à l'installation ont déjà été renseignées par l'exploitant.

L'objectif est maintenant d'évaluer, par un calcul, le nombre annuel provisoire de quotas d'émission alloués à titre gratuit. Deux périodes sont distinguées :

- Avant le début de l'exploitation normale ;
- Après le début de l'exploitation normale.

**IMPORTANT** : Pour les nouveaux entrants, le facteur d'exposition au risque de fuite de carbone de l'installation globale est celui de la première sous-installation ayant atteint le début de l'exploitation normale.

#### 3.4.1.1 Allocation provisoire avant le début de l'exploitation normale

Un nouvel entrant peut prétendre à une allocation de quotas à titre gratuit avant le début de l'exploitation normale, sur la base des émissions historiques vérifiées par un vérificateur indépendant.

Cette allocation sera mise en place sous réserve que :

- L'installation ait toutes les autorisations requises ;
- L'installation soit opérationnelle ;
- Un plan de surveillance approuvé par la DREAL soit en place sur site ;
- Les émissions soient surveillées et rapportées à la DREAL conformément au plan de surveillance.

Les émissions entre le démarrage technique de l'installation et le début de l'exploitation normale ont déjà été remplies dans l'onglet D (**Paragraphe 3.2.2**).

### DÉFINITION - ALLOCATION PROVISOIRE AVANT LE DÉBUT DE L'EXPLOITATION NORMALE

La formule appliquée par l'outil est la suivante :

$$\text{Allocation avant début d'exploitation normale} = (\text{Émissions totales (t CO}_2\text{éq)} - \text{Émissions liées à la production d'électricité (t CO}_2\text{)}) \times \text{CLEF}$$

*Article 19.2 de la Décision 2011/278/UE, Article R.229-11 du Code de l'environnement, et Section 3.2.1 de la Guidance n°7 de la CE.*

Ce calcul est effectué automatiquement par l'outil Excel. Le résultat apparaît dans le dernier onglet, appelé « K\_Summary ».

### INSTALLATION K'ESQUE-SEQUE SA

Ci-dessous, la capture d'écran relative à l'allocation provisoire avant le début d'exploitation normale (**Attention ! Ici on tient compte de toutes les sous-installations**) :

#### 2 Quantité annuelle finale totale ajoutée de quotas d'émission alloués à titre gratuit:

##### (a) Allocation nouvelle/ajoutée/réduite

*Si l'installation est une installation en site vierge ou si une installation existante demande la modification de l'allocation à la suite de modifications significatives, l'allocation finale ajoutée ou réduite est calculée au présent point.*

*Les facteurs de calculs utilisés sont le facteur de fuite de carbone, le facteur linéaire visé à l'article 10 bis, paragraphe 4, de la directive SEQUE-UE et le facteur de correction transsectoriel (CSCF) conformément à l'article 15, paragraphe 3, des CIM.*

*Veuillez noter que le CSCF n'est pertinent que pour les réductions significatives de la capacité des installations existantes non classifiées comme producteurs d'électricité.*

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Facteur de fuite de carbone	0,8000	0,7286	0,6571	0,5857	0,5143	0,4429	0,3714	0,3000
CSCF	0,9427	0,9263	0,9098	0,8930	0,8761	0,8590	0,8417	0,8244
Facteur linéaire	1,0000	0,9826	0,9652	0,9478	0,9304	0,9130	0,8956	0,8782
<b>Sous-installation</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>
0 Phase before start	1 100	0	0	0	0	0	0	0
1 Pâte à partir de papier recyclé	2 688	4 191	4 117	4 042	3 968	3 894	3 820	3 746
2 Papier fin non couché	14 701	24 523	24 088	23 654	23 220	22 786	22 351	21 917
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12 Sous-installation avec référentiel de	2 619	3 836	3 398	2 974	2 564	2 167	1 782	1 412
13								
14								
15								
16								
Somme	21 108	32 550	31 603	30 670	29 752	28 847	27 953	27 075

Figure 43 : Allocation provisoire avant le début d'exploitation normale

L'installation K'ESQUE-SEQUE SA se voit attribuer 1 100 quotas à titre gratuit avant le début d'exploitation normale

### 3.4.1.2 Allocation provisoire à partir du début de l'exploitation normale

A partir de la date de début d'exploitation normale, le nombre de quotas gratuits provisoire est calculé pour chaque sous-installation. Les formules de calcul, explicitées au sein de l'[Article 19.1 de la Décision 2011/278/UE](#), de l'[Article R.229-11 du Code de l'environnement](#), et de la [Section 3.2.2 de la Guidance n°7 de la CE](#), sont répertoriées ci-dessous.

#### DÉFINITION - ALLOCATION PROVISOIRE A PARTIR DU DÉBUT DE L'EXPLOITATION NORMALE

Le calcul, effectué automatiquement par l'outil Excel, dépend du référentiel concerné :

$AL = \text{Niveau d'activité annuel (Paragraphe 3.2.5)}$

Avec  $BM_{\text{produit}}$  : Allocation provisoire =  $BM_{\text{produit}} \times AL \times CLEF$

Avec  $BM_{\text{chaleur}}$  : Allocation provisoire =  $BM_{\text{chaleur}} (62,3 \text{ quotas/TJ}) \times AL \times CLEF$

Avec  $BM_{\text{combustibles}}$  : Allocation provisoire =  $BM_{\text{combustible}} (56,1 \text{ quotas/TJ}) \times AL \times CLEF$

Avec émissions de procédé : Allocation provisoire =  $0,97_{(\text{quotas/t CO}_2\text{eq})} \times AL \times CLEF$

Les valeurs du CLEF appliquées par année sont mentionnées au niveau du [Paragraphe 2.2](#).

Ce calcul est effectué automatiquement par l'outil Excel. Le résultat apparaît dans le dernier onglet, appelé « **K\_Summary** ».

Cet onglet répertorie toutes les informations essentielles de la demande de quotas. L'allocation provisoire de quotas à partir du début d'exploitation normale par sous-installation se trouve dans la [Section IV : Données relatives à la sous-installation et pertinentes aux fins de l'allocation](#).

#### INSTALLATION K'ESQUE-SEQUE SA

Ci-dessous, la capture d'écran relative à l'allocation provisoire à partir du début d'exploitation normale (ici : uniquement la première sous-installation) :

1 Sous-installation avec référentiel de produit 1:				Pâte à partir de papier recyclé			
Exposition CL	N° BM (référentiel)	Valeur du référentiel ou facteur		ElExch?		première sous-installation d'une installation en site vierge	
VRAI	30	0,039	EUA / Adt	FAUX			
A. Modifications significatives				B. Cessation partielle			
pertinent				non pertinent			
Capacité notifiée	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
Valeurs utilisées pour le calcul	Adt	3 550,00	5 850,00	14 700,00	0,00	0,00	0,00
Première sous-installation? début de l'exploitation	Jours restants	C initiale	C nouvelle	C pertinente	capacité standard	cessation partielle	ALini (niveau d'activité)
VRAI	16/05/2013	230	123 300	0	123 300	0,8870	
Facteurs particuliers:	ElExch-F	chaleur hors SEQUE	HVC-Corr	VCM-F	PP-F		
	1,0000	0	0	1,0000	1,0000		
Niveau d'activité (AL) nouveau/ajouté				Alloc nouvelle/ajoutée/réduite		Facteur d'ajustement	
109 367 Adt / année				4 265 EUA / année		---	

Figure 44 : Allocation provisoire après le début d'exploitation normale

### 3.4.2 Allocation finale - Onglet **K\_Summary**

Pour déterminer l'allocation finale de quotas à titre gratuit, un dernier calcul reste à effectuer.



**A noter :** l'allocation finale est déterminée **après validation** de l'allocation provisoire totale par la Commission européenne.

**DÉFINITION - ALLOCATION FINALE TOTALE**

Le calcul, effectué automatiquement par l'outil Excel, est le suivant :

$$\text{Allocation finale totale} = \text{Allocation provisoire totale} \times \text{Facteur de réduction linéaire}$$

*Articles 19.4 et 19.5 de la Décision 2011/278/UE, Article R.229-11 du Code de l'environnement, et section 3.2.2 de la Guidance n°7 de la CE.*

Le facteur de réduction linéaire (LRF) appliqué est de **-1,74 %**, de 2013 à 2020. Les valeurs appliquées par année sont mentionnées au niveau du **Paragraphe 2.2.**

Ce calcul est effectué automatiquement par l'outil Excel. Le résultat apparaît également dans le dernier onglet, « **K\_Summary** ».

Ce résultat est retrouvé dans la **Section V** : « **Calcul de la quantité annuelle de quotas alloués à titre gratuit** ».

**INSTALLATION K'ESQUE-SEQE SA**

Ci-dessous, la capture d'écran relative à l'allocation finale totale de quotas à titre gratuit :  
(**Attention ! Ici on tient compte de toutes les sous-installations**).

**2 Quantité annuelle finale totale ajoutée de quotas d'émission alloués à titre gratuit:****(a) Allocation nouvelle/ajoutée/réduite**

*Si l'installation est une installation en site vierge ou si une installation existante demande la modification de l'allocation à la suite de modifications significatives, l'allocation finale ajoutée ou réduite est calculée au présent point.*

*Les facteurs de calculs utilisés sont le facteur de fuite de carbone, le facteur linéaire visé à l'article 10 bis, paragraphe 4, de la directive SEQE-UE et le facteur de correction transsectoriel (CSCF) conformément à l'article 15, paragraphe 3, des CIM.*

*Veuillez noter que le CSCF n'est pertinent que pour les réductions significatives de la capacité des installations existantes non classifiées comme producteurs d'électricité.*

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Facteur de fuite de carbone	0,8000	0,7286	0,6571	0,5857	0,5143	0,4429	0,3714	0,3000
CSCF	0,9427	0,9263	0,9098	0,8930	0,8761	0,8590	0,8417	0,8244
Facteur linéaire	1,0000	0,9826	0,9652	0,9478	0,9304	0,9130	0,8956	0,8782

Sous-installation	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
0 Phase before start	1 100	0	0	0	0	0	0	0
1 Pâte à partir de papier recyclé	2 688	4 191	4 117	4 042	3 968	3 894	3 820	3 746
2 Papier fin non couché	14 701	24 523	24 088	23 654	23 220	22 786	22 351	21 917
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12 Sous-installation avec référentiel de	2 619	3 836	3 398	2 974	2 564	2 167	1 782	1 412
13								
14								
15								
16								
Somme	21 108	32 550	31 603	30 670	29 752	28 847	27 953	27 075

**Figure 45 : Allocation finale de quotas à titre gratuit**

## 3.5 Planning des démarches

**Attention !** Les Etats membres n'acceptent que les demandes qui sont soumises à l'autorité compétente dans l'année suivant le début de l'exploitation normale.

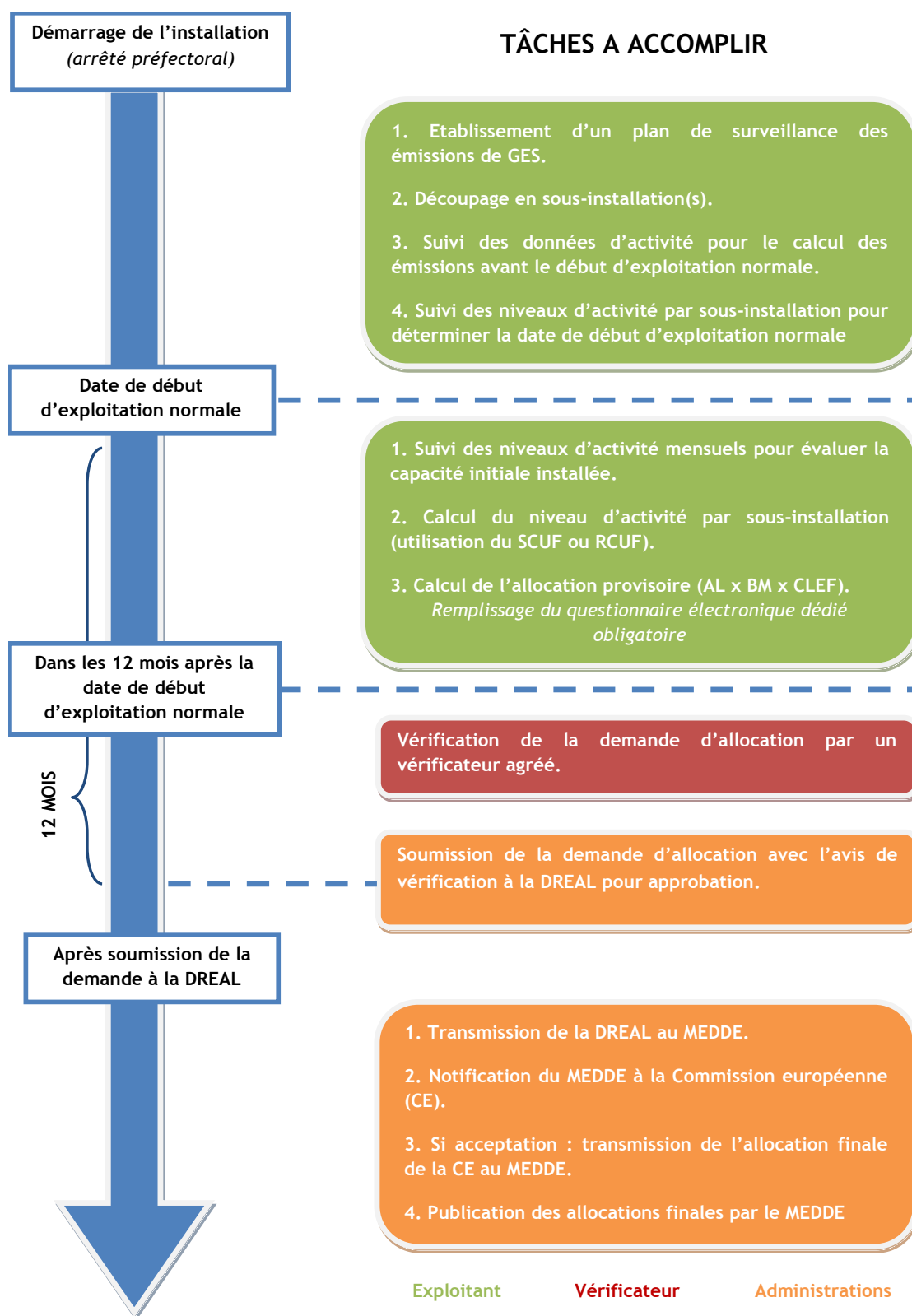


Figure 46 : Planning des démarches



## 4. Modalités d'allocation en cas de modification de capacité

Les modifications significatives de capacité ayant eu lieu après le 30 juin 2011 peuvent concerner deux types d'installations, poursuivant une ou plusieurs activités de [l'Annexe I de la Directive 2003/87/CE modifiée](#) (directive « Quotas ») :

- **Les installations en place** : définies dans [l'Article 3.a de la Décision du 27 avril 2011](#), ce sont les installations qui ont obtenu leur autorisation d'émettre des gaz à effet de serre avant le 30 juin 2011.
- **Les nouveaux entrants** : définis dans [l'Article 3.h de la Décision du 27 avril 2011](#), ce sont les installations qui ont obtenu leur autorisation d'émettre des gaz à effet de serre pour la première fois après le 30 juin 2011, ou qui entrent à nouveau dans le SEQE après avoir cessé de fonctionner et ayant reçu leur autorisation d'exploiter après le 30 juin 2011.

Certains des paramètres à considérer pour la demande varient en fonction de ces deux cas, qui pourront être alors détaillés séparément, si nécessaire.

### 4.1 Qu'est ce qu'une modification significative de capacité ?

*Les installations concernées par une « modification significative de capacité » sont définies dans l'Article 3.i) et j) de la Décision du 27 avril 2011.*

#### L'ESSENTIEL

Une modification significative de capacité correspond, au niveau d'une **sous-installation**, à une augmentation ou une réduction de la capacité installée initiale, répondant aux critères suivants :

- **Cas 1** : c'est une **modification physique** (autre que le simple remplacement) qui engendre une modification de la capacité installée initiale **d'au moins 10%**.
- **Cas 2** : c'est une **modification physique** qui engendre une modification du niveau d'activité conduisant à une modification d'allocation **d'au moins 50 000 quotas/an** représentant **au minimum 5%** de l'allocation initiale. Les allocations considérées sont les allocations provisoires, **sans application du facteur lié au risque de fuite de carbone**.

Par modification significative de capacité, on entend « **extension** » ou « **réduction** » significative de la capacité installée initiale.

Les critères déterminants pour justifier d'une telle situation sont présentés dans les sections suivantes :

- Capacité installée initiale : [Paragraphe 4.2](#) ;
- Capacité ajoutée ou retirée : [Paragraphe 4.3.4](#) ;
- Allocation provisoire correspondante : [Paragraphe 4.3.3](#).

Les paramètres énumérés ci-dessus sont relatifs à une **sous-installation**, et non uniquement à un équipement donné. Il est nécessaire d'avoir préalablement défini les différentes sous-installations de l'installation, classées par référentiel (**Paragraphe 2.1.2**).

Deux cas distincts peuvent être rencontrés dans le cadre des modifications significatives de capacités :

- **Cas 1** : La modification de capacité est une **modification physique** de l'installation concernée (autre que le simple remplacement) qui engendre une modification de capacité d'**au moins 10%**.
- **Cas 2** : Une modification de capacité est une **modification physique** de l'installation concernée qui engendre une modification du niveau d'activité conduisant à une modification d'allocation provisoire d'**au moins 50 000 quotas/an** représentant **au minimum 5%** de l'allocation initiale. Les allocations considérées sont les allocations provisoires, **sans application du facteur lié au risque de fuite de carbone**.



**A noter** : Les modifications physiques visant exclusivement à améliorer l'**efficacité énergétique** d'une sous-installation (sans modification du niveau de production) ou l'installation d'une technique d'abattement des émissions **ne sont pas** des modifications significatives de capacité au sens du SEQE. Ces modifications **ne peuvent pas donner lieu à une modification de l'allocation des quotas gratuits**.

#### **Attention ! Caractère physique de la modification**

Les conditions énumérées plus haut insistent sur le **caractère physique** que doit revêtir la modification. Cette définition exclut les changements organisationnels et opérationnels, comme l'augmentation des heures de fonctionnement, les modifications de paramètres de certains appareils (température, pression), l'application de nouveaux logiciels de contrôle... De plus, cette modification physique doit être **reliée directement à une modification de capacité**.



**A noter** : Le simple remplacement d'une ligne de production ne peut être considéré comme modification significative de capacité. Cependant, si le remplacement de la ligne mène à une augmentation de la production, en supposant les conditions quantitatives remplies, ce remplacement peut être considéré comme modification significative de capacité.

#### **Attention ! Cas particulier du référentiel de chaleur**

Dans le cadre d'une sous-installation avec référentiel de chaleur, une modification de capacité se traduit par :

- Une évolution significative de la **capacité de chaleur consommée** éligible à l'allocation gratuite ;
- **ET/OU** une évolution significative de la **capacité d'exportation de la chaleur** à une installation **non-SEQE**.

#### **Attention ! Cas particulier d'une nouvelle sous-installation**

Si la modification physique apportée engendre la création d'une **nouvelle sous-installation**, cette dernière est bien considérée comme **extension significative de capacité**. Les critères quantitatifs ne sont pas considérés, car la capacité installée initiale est **égale à zéro**. Elle est automatiquement considérée comme une extension significative de capacité.

## EXEMPLES

### Exemple 1 :

Une installation fabrique un produit soumis à benchmark et n'a pas d'autre sous-installation. En 2016, cette installation est physiquement modifiée afin de permettre de fournir de la chaleur en excès à une piscine municipale proche (installation non-ETS)

- ➔ Il y a bien eu **modification physique** menant à la création d'une nouvelle sous-installation relevant du référentiel de chaleur. Cette sous-installation est considérée comme **extension** significative de capacité.

### Exemple 2 :

Un producteur de briques n'a qu'une sous-installation de type benchmark produit sur son site. En 2014, le site commence à produire également du carrelage, sans modification physique sur ses installations. Le carrelage n'est pas couvert par le benchmark produit.

- ➔ Aucune modification physique n'a eu lieu : ce n'est **pas une modification significative** de capacité. En revanche, si le fait de produire du carrelage conduit à une réduction de la production de briques, cela peut mener à une cessation partielle d'activité (se référer au **Paragraphe 5**).

La démarche à entreprendre est illustrée par l'installation fictive « Installation K'ESQUE-SEQUE SA », dont l'organisation et le fonctionnement initiaux sont présentés au **Paragraphe 3.1.1**.

### Cas principal : Extension significative de capacité

Nous considérons ici que l'installation en question est une **installation en place** (autorisations obtenues avant le 30 juin 2011) ; qui souhaite actualiser sa demande d'allocation de quotas gratuits suite à une **extension significative de capacité**.

### Cas secondaire : Réduction significative de capacité

*Cependant, lorsque jugé pertinent, une nouvelle situation pourra être illustrée avec cette installation : la **réduction significative de capacité**. Pour cela, l'installation en question est toujours une **installation en place** (autorisations obtenues avant le 30 juin 2011) ; mais qui souhaite ici actualiser sa demande d'allocation de quotas gratuits suite à une **réduction significative de capacité**.*

## INSTALLATION K'ESQUE-SEQE SA

### Cas principal

A partir du 1<sup>er</sup> juillet 2015, l'exploitant ajoute une nouvelle ligne de fabrication de pâte à papier, d'une capacité nominale de 50 000 Adt/an. La sous-installation concernée, comme définie au **Paragraphe 3.1.1**, est celle associée au référentiel de produit « Pâte à papier à partir de recyclés ».

Tout d'abord, il y a bien eu une **modification physique** de l'installation, autre qu'un simple remplacement de chaîne de production. Avant l'ajout de cette nouvelle ligne, la capacité installée initiale de cette sous-installation était de **222 000 Adt/an**. L'ajout de la ligne de production vient modifier cette capacité installée initiale qui atteint alors **265 000 Adt/an**. Les calculs sont présentés au **Paragraphe 4.3.4**.

$$\frac{265\,500 - 222\,000}{222\,000} \times 100 \cong 20\%$$

L'ajout de cette ligne engendre bien une modification de la capacité installée initiale d'**au moins 10%** au niveau de la sous-installation (ici : 20%). Ainsi, cette modification est bien considérée comme une **modification significative de capacité**, impactant alors la demande d'allocation de quotas gratuits associée.



*A noter : Ici, les conditions énumérées dans le cas n°2 pour une modification significative de capacité ne sont pas vérifiées. En effet, la quantité de quotas liée à la mise en place de cette nouvelle ligne (calculs présentés plus bas), est de 1 505 quotas/an, bien inférieure à 50 000 quotas/an.*

### **Attention !**

Les conditions à respecter concernent les **capacités installées initiale, ajoutée ou retirée**, à ne pas confondre avec les **capacités nominales** (définitions au **Paragraphe 3.2.1.1**).

### Cas secondaire : Réduction significative de capacité

A partir du 1<sup>er</sup> juillet 2015, l'exploitant retire une ligne de fabrication de pâte à papier à partir de recyclés, d'une capacité nominale de 50 000 Adt/an. Tout comme dans le cas précédent, il y a bien eu **modification physique** de l'installation. Avant le retrait de cette ligne, la capacité installée initiale de la sous-installation était de **222 000 Adt/an**. Le retrait de la ligne de production vient modifier cette capacité installée initiale qui est alors de **180 000 Adt/an**. Les calculs sont présentés au **Paragraphe 4.2.4**.

$$\frac{222\,000 - 180\,000}{222\,000} \times 100 \cong 19\%$$

Le retrait d'une ligne engendre bien une modification de la capacité installée initiale d'**au moins 10%** au niveau de la sous-installation (ici : 19%). Nous avons bien une **modification significative de capacité**, impactant la demande d'allocation de quotas gratuits associée.



*A noter : Ici, les conditions énumérées dans le cas n°2 pour une modification significative de capacité ne sont pas vérifiées. En effet, l'allocation provisoire de quotas liée au retrait de la ligne (calculs présentés plus bas), est de 1 505 quotas/an, bien inférieure à 50 000 quotas/an.*

## 4.2 Données générales à renseigner - Onglet A\_InstallationData

### L'ESSENTIEL

#### INFORMATIONS À RENSEIGNER

Les données générales à renseigner dans l'onglet A concernent :

- L'identification, **unique**, de l'installation et des activités exercées en son sein ;
- La **nature de la demande** d'allocation ;
- La confirmation de son **admissibilité** à l'allocation de quotas à titre gratuit ;
- L'énumération des **connexions techniques**, du fait des règles d'allocations différentes qui les régissent (*exemple pour la chaleur : [Paragraphe 2.1.2](#)*).

Les données spécifiques aux modifications significatives à renseigner dans l'onglet A concernent :

- L'**allocation initiale** de l'installation pour la période 2013-2020 ;
- L'**historique des modifications** depuis le 30 juin 2011 et **leurs impacts** en termes d'allocations ;
- Le découpage de l'installation en **sous-installations** et l'identification de celles **concernées** par la modification, classées par référentiel ([Paragraphe 2.1.2](#)) ;
- La détermination des **capacités installées initiales** des sous-installations concernées ([Paragraphe 4.2](#)) ;

Les informations relatives au **vérificateur** de la demande sont nécessaires, car la demande doit obligatoirement être validée avant soumission.

#### POURQUOI ?

Toutes ces données permettent de **définir le périmètre** dans lequel s'inscrit l'installation. De cette bonne définition découle l'exhaustivité de la comptabilisation des émissions, tout en évitant les double-comptes.

Tout comme pour les nouveaux entrants, certaines informations générales relatives à l'installation sont à renseigner (identifiant, classement des activités, admissibilité, connexions techniques...). Se référer au [Paragraphe 3.2.1](#). En revanche, les sections intégrant des champs à renseigner spécifiquement en cas de modification significative sont détaillées ci-dessous.

### COMBIEN DE MODIFICATIONS PAR DEMANDE ?

En général, il est possible de renseigner plusieurs modifications au sein d'une même demande, tant qu'elles ne concernent pas les mêmes sous-installations et que leurs dates de début d'exploitation modifiée ([Paragraphe 4.3.1](#)) tombent le même mois.

En revanche, si ce n'est pas le cas, la demande peut devenir très vite complexe. Il est alors recommandé d'effectuer **une demande pour chaque modification**.

Les demandes de modifications peuvent ensuite se multiplier, en admettant que les modifications précédentes aient été prises en compte et constituent alors la nouvelle situation initiale pour la sous-installation concernée.

### ➤ SECTION III - Allocation initiale

#### Section III.1 Allocation finale à titre gratuit pour les installations en place

L'exploitant doit entrer ici pour chacune de ses sous-installations, la quantité de quotas **finale** allouée gratuitement sur la période 2013-2020, **avant modification**.

**Attention !** Il s'agit bien ici de l'allocation finale, corrigée des différents facteurs pertinents à appliquer (**Paragraphe 2.2**)

#### ALLOCATION FINALE INITIALE

Le mode de calcul de l'allocation finale initiale varie si l'installation concernée est une installation en place ou un nouvel entrant.

##### Pour les installations en place :

Les installations ayant déjà formulé une demande d'allocation de quotas à titre gratuit pour les NIM avaient communiqué, via un questionnaire électronique, une **allocation finale provisoire**. Après réception de toutes les demandes, la Commission Européenne avait fixé un facteur de correction transsectoriel, qui a ensuite été appliqué à l'allocation finale provisoire de chaque installation pour donner leur **allocation finale**. C'est cette allocation finale qui est considérée ici comme allocation finale initiale. Il est important de bien vérifier que l'allocation finale initiale à renseigner pour la présente demande est bien cohérente avec les allocations finales publiées et validées par l'autorité compétente, c'est-à-dire après application du facteur de correction transsectoriel.

##### Pour les nouveaux entrants :

L'allocation finale initiale à considérer pour les nouveaux entrants effectuant une nouvelle demande (ici pour modification significative de capacité) doit être récupérée au niveau de **l'onglet K de l'outil Excel - Tableau V.3**.

#### Section III.2 Historique des modifications de l'allocation après le 30 juin 2011

Dans cette section, l'exploitant renseigne toute modification effectuée après le 30 juin 2011, approuvée par l'autorité compétente, à l'exception des modifications faisant l'objet de la présente demande. Des listes déroulantes sont préremplies pour cette section (première sous-installation, réduction, extension, cessation partielle, reprise après cessation partielle,).

#### Section III.3 Modification des quantités de quotas alloués

Dans cette section, l'exploitant doit renseigner les quantités de quotas attribuées en lien avec les modifications citées au niveau de la section précédente, approuvées par l'autorité compétente. Ces données sont rentrées pour la période 2013-2020.

#### ➤ **SECTION VI - Description de la présente demande**

Dans cette section, l'exploitant renseigne le découpage qu'il a effectué en sous-installations, relatif aux référentiels présentés au **Paragraphe 2.1.2**. Il précise pour chacune le type de modification effectuée.



*A noter : Si la modification physique effectuée relève d'un référentiel qui n'existait pas auparavant au sein de l'installation, l'exploitant la déclare comme « Nouvelle sous-installation pertinente ».*

#### ➤ **SECTION V : Détermination de la capacité installée initiale**

Le remplissage de cette section est **très important** : c'est un paramètre clé du calcul de la nouvelle allocation de quotas à titre gratuit.

### DÉFINITION - CAPACITÉ INSTALLÉE INITIALE

Pour définir la capacité installée initiale d'une installation, trois cas sont distingués :

- La capacité installée initiale de la sous-installation concernée a été notifiée dans le cadre des **mesures d'exécution nationales**, et **aucune modification significative** n'a eu lieu depuis : c'est cette capacité installée initiale, validée par l'autorité compétente, qui doit être utilisée.
- La capacité installée initiale de la sous-installation a été approuvée par l'autorité compétente suite à une **précédente demande**, mais à une date ultérieure à celle de l'approbation des mesures d'exécution nationales : c'est cette **dernière capacité modifiée** qui doit être utilisée.
- La sous-installation concernée est une **nouvelle sous-installation** : la capacité installée initiale est égale à zéro.

Un premier tableau est consacré aux **volumes de production mensuels** les plus élevés et aux **données d'activités** sur la période de référence **2005-2008**. Renseigner ces données n'est pas obligatoire pour les sous-installations avec référentiel de produits. En revanche, pour toutes les autres sous-installations faisant appel à des méthodes alternatives, et n'ayant pas communiqué de capacité initiale installée pour les mesures d'exécution nationale ou suite à une précédente demande, ces données doivent être renseignées.

#### Attention !

Si les capacités renseignées dans le tableau précédent ne sont pas les plus récentes ayant été **validées** par l'autorité compétente **OU** si le remplissage du tableau était facultatif, l'exploitant doit renseigner le tableau (b).

Ce tableau (b) répertorie les capacités installées initiales des sous-installations concernées par la demande de modification d'allocation de quotas gratuits. Pour connaître la capacité installée initiale de la sous-installation à renseigner, se référer à l'encadré ci-dessus : « *Définition - Capacité installée initiale* ».

### INSTALLATION K'ESQUE-SEQE SA

Après avoir rempli les informations générales de l'installation, l'installation K'ESQUE-SEQE SA complète la section « II. Informations relatives à la présente demande », de la manière suivante :

II Informations relatives à la présente demande	
1 Types de changement:	
(a) L'installation a-t-elle été intégrée dans les mesures d'exécution nationales (NIM)? <i>Veillez indiquer « VRAI » si l'installation figure dans la liste des installations établie par l'autorité compétente conformément à l'article 11 de la directive SEQE-UE. Si tel est le cas, cela signifie que l'autorité compétente considère cette installation comme une installation en place, au sens de l'article 3, point a), des CIM, même si l'allocation initiale à titre gratuit était égale à zéro.</i>	VRAI
(b) L'installation est-elle une installation en site vierge? <i>Une installation est considérée comme une installation en site vierge si le présent modèle de demande est utilisé pour une première demande d'allocation à titre gratuit, c'est-à-dire si l'installation ne figure pas dans les NIM et n'a pas notifié dans le passé de modification significative de la capacité. Si l'installation est une installation en site vierge, le point c) ci-après n'est pas pertinent.</i>	FAUX
(c) Types de modifications d'allocation pertinents pour la présente demande <i>Veillez indiquer ici le(s) type(s) de modification d'allocation pour le(s)quel(s) vous introduisez une demande. Les trois types de modification d'allocation possibles sont les suivants:</i>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Extensions (article 20 des CIM) et/ou réductions (article 21 des CIM) significatives de la capacité</li> <li>- Cessation des activités de l'installation dans son ensemble (article 22 des CIM) <i>Veillez noter que si l'installation dans son ensemble a cessé ses activités, aucun des deux autres types de modification d'allocation ne peut être considéré comme pertinent et traité dans le cadre de la présente demande.</i></li> <li>- Cessations partielles des activités et/ou reprise des activités après cessations partielles (article 23 des CIM) <i>Veillez noter qu'en cas de modifications significatives et de cessations partielles concomitantes, celles-ci peuvent faire l'objet d'une seule et même demande.</i></li> </ul>	
<i>La saisie de données dans ce champ entraînera l'application de formats conditionnels qui guideront l'utilisateur tout au long du document.</i>	
Extensions (article 20 des CIM) et/ou réductions (article 21 des CIM) significatives de la capacité	
Feuilles et rubriques pertinentes dans le présent modèle <i>Selon les données saisies, certaines autres rubriques peuvent devenir non pertinentes et apparaître en gris.</i>	
A (except II.4), C to H	

Figure 47 : Informations relatives à la présente demande

Renseigne les onglets à remplir en fonction de la situation indiquée.



### SECTION III - Allocation initiale

Les données entrées ici sont celles tirées de l'étude de cas « nouvel entrant », présentée au **Paragraphe 2**. Nous considérons cette situation comme la situation « initiale » de l'installation, et admettons que cette situation était déjà en place pour les NIMs, les données nécessaires pour les NIMs ayant d'ailleurs été communiquées à temps. La demande traite ici d'une **extension significative de capacité**. Le terme « allocation finale » est utilisé car les données à renseigner ici sont les allocations après application des facteurs présentés au **Paragraphe 2.2**.

#### 1 Allocation finale à titre gratuit calculée pour les installations en place

[Entrer des données dans cette section](#)

pertinent

Veuillez indiquer ici, pour chaque sous-installation, la quantité de quotas alloués sur la base de la collecte des données de référence effectuée, conformément à l'article 7 des CIM, dans votre État membre aux fins des mesures d'exécution nationales (NIM), en vertu de l'article 11, paragraphe 1, de la directive SEQE-UE.

Les quantités à indiquer dans ce champ doivent correspondre à la quantité totale finale de quotas alloués à titre gratuit conformément à l'article 10, paragraphe 9, des CIM, à savoir les valeurs de l'allocation corrigées, selon le cas, du facteur linéaire ou du facteur de correction transsectoriel. Les valeurs doivent être reprises de la rubrique K.V.2.c du rapport sur la collecte des données de référence prévues par les NIM, pour autant que l'autorité compétente ait approuvé ces données et que la Commission européenne ait publié le facteur de correction uniforme transsectoriel devant figurer au point K.V.2.b de ce fichier.

Remarque: Les données saisies ici ne sont pertinentes que pour les installations définies à l'article 3, point a), des CIM.

Sous-installation	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
1 Pâte à partir de papier recyclé	4 419	7 546	7 413	7 279	7 145	7 012	6 878	6 745
2 Papier fin non couché	13 600	25 013	24 570	24 127	23 684	23 241	22 798	22 355
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11 Sous-installation avec référentiel de chaleur, CL (risque de fuite de carbone)								
12 Sous-installation avec référentiel de chaleur, non-CL (sans risque de fuite de carbone)	2 466	3 836	3 398	2 974	2 564	2 167	1 782	1 412
13 Sous-installation avec référentiel de combustibles, CL								
14 Sous-installation avec référentiel de combustibles, non-CL								
15 Sous-installation avec émissions de procédé, CL								
16 Sous-installation avec émissions de procédé, non-CL								
17 Ménages privés								
Allocation totale finale à titre gratuit	20 485	36 395	35 381	34 380	33 393	32 420	31 458	30 512

Figure 48 : Allocation finale avant modification

Nous considérons ici qu'aucune modification n'a été effectuée après le 30 juin 2011, à l'exception de la modification dont fait l'objet la présente demande.

### SECTION IV : Description de la demande

Dans cette section, l'exploitant renseigne le découpage en sous-installations et le type de modifications apportées au sein de son installation :

Nouvelle sous-installation	Sous-installations existantes	Exposition au risque de fuite de carbone?	Type de modification	message d'erreur
1	Pâte à partir de papier recyclé	VRAI	extension significative de la capacité	
2	Papier fin non couché	VRAI	aucune	
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				
11		VRAI		
12	Sous-installation avec référentiel de chaleur, non-CL (sans risque de fuite de carbone)	FAUX	aucune	
13		VRAI		
14		FAUX		
15		VRAI		
16		FAUX		

Figure 49 : Modifications apportées par sous-installation

La modification apportée concerne la sous-installation « Pâte à partir de papier recyclé », pour une extension significative de capacité.

### SECTION V : Détermination de la capacité installée initiale

Le référentiel concerné ici est un référentiel produit : le remplissage du premier tableau est facultatif. En revanche, les informations du second tableau relatives à la sous-installation subissant la modification (ici : « Pâte à partir de papier recyclé ») doivent être renseignées. La capacité installée initiale récupérée est celle calculée dans le cas présenté au **Paragraphe 2.2**.



	Sous-installation	Unité	capacité	utilisée	Source de capacité	message d'erreur
1	Pâte à partir de papier recyclé	Adt / année	222 000	222 000	NIM 2005-2008	
2	Papier fin non couché	Adt / année				
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						
11						
12	Sous-installation avec référentiel de chaleur, non-CL (sans risque de fuite de c	TJ / année				
13						
14						
15						
16						

Figure 50 : Capacité installée initiale

**SECTION VI : Liste des connexions techniques**

Les connexions techniques sont les mêmes que celles présentées dans le cas des nouveaux entrants (Paragraphe 3.1.2.1).

## 4.3 Paramètres clés pour le calcul des allocations

Après avoir renseigné les informations générales relatives à l'installation dans l'onglet A, différents paramètres techniques sont déterminés au sein des autres onglets.

### 4.3.1 Date du début de l'exploitation modifiée - Onglet C\_StartingDate

#### L'ESSENTIEL

##### DESCRIPTIF

L'onglet C permet de déterminer la **date de début de l'exploitation modifiée** pour la sous-installation concernée. La date de début d'exploitation modifiée correspond au **premier jour** d'une période continue de 90 jours durant laquelle la sous-installation ayant subi la modification dépasse, en moyenne, **40% de sa capacité nominale**.

##### INFORMATIONS À RENSEIGNER

Pour déterminer cette date, l'exploitant doit entrer, pour la sous-installation en question :

- La **capacité nominale** ;
- Le **cycle de production** ;
- La **date de début de l'exploitation** après modification (à ne pas confondre avec la date de début de l'exploitation modifiée) ;
- Les **données d'activité journalières** (tonnes de produit, TJ, t CO<sub>2</sub> éq).

Un calcul est effectué **automatiquement** par l'outil, détaillé dans cette section.

Ci-dessous, un récapitulatif des paramètres à considérer :

<b>Périmètre</b>	La date du début d'exploitation modifiée correspond au 1 <sup>er</sup> jour d'une période de 90 jours durant laquelle la sous-installation modifiée fonctionne à 40% de sa capacité nominale.
<b>Cycle de production</b>	Cycle continu → 90 jours Cycle discontinu → 90 jours divisés en cycles de production typiques sectoriels
<b>Capacité nominale</b>	Basée sur les garanties du fournisseur de l'équipement, des rapports de projet, des données de performance, etc.

Tableau 8 : Paramètres à considérer pour la détermination du début de l'exploitation modifiée

##### POURQUOI ?

Déterminer correctement cette date de début d'exploitation modifiée est **crucial** car :

- La demande ne peut être effectuée **qu'après cette date** ;
- La demande doit être soumise **au plus tard un an après cette date** ;
- La **quantité de quotas** alloués en dépendra.

#### 4.3.1.1 Présentation et définition

Le premier paramètre clé à déterminer est la date du début de l'exploitation modifiée. Cette date sert de point de référence pour calculer l'allocation modifiée de quotas à titre gratuit.

Évaluer correctement ce paramètre revêt un intérêt capital pour l'allocation car :

- Toute demande doit être formulée **après** le début de son exploitation modifiée ;
- Toute demande doit être introduite dans un délai d'un an à compter du début de l'exploitation modifiée ;
- La **quantité de quotas** nouvellement alloués à titre gratuit dépend de la date de début de l'exploitation modifiée.

##### DÉFINITION

**Début de l'exploitation modifiée**: le début de l'exploitation modifiée est le 1<sup>er</sup> jour d'une période continue de 90 jours durant laquelle l'installation fonctionne à 40% au moins de la capacité pour laquelle l'équipement est conçu.

*Article 3.o) de la Décision 2011/278/UE, Article R.229-5-1 du Code de l'environnement*

Le calcul à effectuer est le suivant :

$$\frac{\text{Somme des niveaux d'activité journaliers sur 90 jours}}{\text{Capacité nominale} \times \frac{90}{365}} \geq 0,4$$

**Dans le cas d'une extension significative de capacité :**

La **capacité nominale** est celle liée à l'**ajout de capacité**. Le niveau d'activité journalier à renseigner est celui lié à la capacité ajoutée. Il peut être soit **mesuré directement**, soit évalué selon l'équation suivante :

$$\text{Niveau d'activité}_{\text{extension}} = \text{Niveau d'activité}_{\text{total}} - \text{Niveau d'activité}_{\text{moyen}}$$

Avec

Niveau d'activité<sub>moyen</sub> : Niveau d'activité moyen avant modification, évalué pour les années postérieures à 2005.

**Dans le cas d'une réduction significative de capacité :**

La **capacité nominale** est la capacité nominale **restante**. Le niveau d'activité journalier à renseigner est celui lié à la capacité restante, **mesuré directement**.



**A noter** : Les niveaux d'activité journaliers ne doivent pas nécessairement dépasser 40% de la capacité nominale chaque jour de la période de 90 jours.

La « **capacité nominale** » est la capacité pour laquelle l'équipement est conçu. Elle doit être basée sur les garanties du fournisseur de l'équipement, des rapports de projet, des données de performance, etc. Les documents utilisés pour la détermination de cette capacité nominale sont à ajouter au dossier de demande, en tant que pièces justificatives.

**Attention !**

La capacité nominale ne correspond pas à la capacité maximale. Il ne faut pas confondre :

- La **puissance thermique nominale**, qui correspond à la puissance thermique fixée et garantie par le constructeur pouvant être délivrée en marche continue ; et
- La puissance thermique maximale, qui correspond à la puissance thermique maximale pouvant être délivrée en marche continue.

C'est la **puissance thermique nominale** qui doit être récupérée, et non maximale.

Le début de l'exploitation modifiée doit être vérifié par un **vérificateur agréé indépendant**, et approuvé par la suite par la DREAL.



*A noter : Le calcul est effectué automatiquement par l'outil Excel, à partir des données d'activité journalières saisies par l'exploitant.*

### INSTALLATION K'ESQUE-SEQE SA

L'extension significative considérée ici correspond à un ajout de ligne de production. L'exploitant a pu récupérer directement les niveaux d'activité journaliers relatifs à cette seule capacité ajoutée, répertorié ci-dessous :

NA : « Niveau d'activité »

\*Adt : Air dry ton

Jour	NA (Adt)	Jour	NA (Adt)	Jour	NA (Adt)	Jour	NA (Adt)	Jour	NA (Adt)	Jour	NA (Adt)
1	20	21	60	41	30	61	50	81	60	101	100
2	20	22	60	42	30	62	70	82	60	102	100
3	20	23	20	43	30	63	70	83	60	103	100
4	20	24	20	44	40	64	70	84	60	104	100
5	10	25	20	45	40	65	70	85	50	105	100
6	10	26	40	46	40	66	70	86	40	106	100
7	20	27	40	47	30	67	70	87	60	107	100
8	20	28	40	48	50	68	70	88	40	108	100
9	30	29	80	49	50	69	70	89	40	109	200
10	50	30	50	50	30	70	80	90	40	110	200
11	50	31	80	51	60	71	40	91	100	111	200
12	50	32	20	52	60	72	40	92	100	112	200
13	50	33	30	53	60	73	40	93	100	113	200
14	50	34	20	54	60	74	50	94	100	114	200

15	50	35	40	55	60	75	50	95	100	115	400
16	60	36	50	56	40	76	40	96	100	116	400
17	60	37	50	57	40	77	30	97	100	117	400
18	60	38	50	58	60	78	30	98	100	118	400
19	60	39	30	59	20	79	50	99	100	119	400
20	60	40	30	60	50	80	50	100	100	120	400

Tableau 9 : Illustration du calcul de la date de début d'exploitation modifiée

Capacité nominale de la ligne ajoutée : 50 000 tonnes.

Le jour 1 (J1), correspond au **démarrage de l'exploitation** de la sous-installation après modification.

**Attention !** Le démarrage de l'exploitation ne correspond pas forcément au début d'exploitation modifiée de la sous installation.

A partir de ces données, journalières, la date de début d'exploitation modifiée déterminée **automatiquement** par l'outil Excel est le **jour 13**. En effet sur la période du J13 au J102, la sous-installation atteint **40,4%** de sa capacité nominale.

#### Règles particulières :

##### ➤ Pour une installation avec **plusieurs modifications**

Comme énoncé au **Paragraphe 4.2**, si l'installation présente plusieurs modifications, si elles concernent des **sous-installations différentes** mais présentent des dates de **début d'exploitation modifiée le même mois**, ces modifications peuvent être répertoriées au sein d'une même demande.

En revanche, si ce n'est pas le cas, il est recommandé d'effectuer **une seule demande par modification**.

##### ➤ Pour une installation avec des **cycles de production discontinus**

La détermination du début de l'exploitation modifiée est fondée sur des mesures prises tout au long d'une période continue de 90 jours. Cependant, certaines installations fonctionnent en cycles de production discontinus. Dans ce cas particulier, les 90 jours à considérer sont divisés en cycle de production, spécifiques au secteur concerné.

**Exemple :** Une installation fonctionne 5 jours par semaine. La période de 90 jours à considérer correspond à 18 cycles consécutifs de 5 jours.

#### 4.3.1.2 Structure de l'onglet de calcul

Le calcul du début d'exploitation modifiée est effectué, dans le questionnaire Excel, au niveau de l'**onglet C\_StartingDate**. Comme mentionné précédemment, il est recommandé de n'inclure qu'une modification par demande. Seules les données relatives à la sous-installation subissant la modification sont pertinentes. Les informations nécessaires sont listées ci-dessous :

### ➤ La capacité nominale de la sous-installation concernée

Cette capacité doit être déterminée sur la base de la documentation relative au projet et des valeurs garanties communiquées par le fournisseur. La documentation pertinente peut consister en des rapports (annexés au projet), des fiches, des valeurs de performance maximales garanties.

Pour les extensions significatives, il s'agit de la capacité nominale **ajoutée**. Pour les réductions significatives de capacité, il s'agit de la capacité nominale **restante**.

### ➤ Le cycle de production

Présenter un cycle de production continu signifie que le niveau d'activité de la sous-installation concernée a été chaque jour supérieur à zéro pendant une période continue de 90 jours.

Dans le cas où le cycle de production habituel du secteur n'est pas continu sur une période de 90 jours, les cycles de production sectoriels sont additionnés pour constituer une période de 90 jours.

### ➤ La date du début de l'exploitation

Cela correspond à la date à laquelle la sous-installation modifiée a commencé à fonctionner. Cette date peut être différente de la date de début d'exploitation modifiée que l'on cherche à évaluer ici.

### ➤ Les données d'activité journalières relatives à la sous-installation concernée

Un premier champ relatif **uniquement aux extensions significatives de capacité** est à compléter. Il concerne la méthode choisie par l'exploitant pour renseigner les niveaux d'activité journaliers :

- Niveaux d'activité liés à la **capacité ajoutée** ;
- Niveaux d'activité liés à la **capacité totale** : l'exploitant devra alors renseigner également le niveau d'activité moyen de la sous-installation avant modification (se référer à l'encadré présenté au **Paragraphe 4.3.1.1**).

En cas de réduction significative de capacité, il n'y a pas de choix de méthode pour les données à renseigner : elles sont liées à la capacité restante, et mesurées directement.

Le champ suivant est le tableau répertoriant les données d'activité journalières relatives à la sous-installation concernée. Il est possible de remplir jusqu'à 5 mois d'activité (correspondant à 150 jours). En effet, la sous-installation doit avoir dépassé une moyenne de 40% de la capacité nominale sur une période de 90 jours consécutifs. Ainsi, la date du début d'exploitation peut être différente de celle de début d'exploitation modifiée, car la sous-installation peut nécessiter plus de 90 jours pour atteindre cette moyenne.

Les calculs pour déterminer la date de début d'exploitation modifiée sont effectués **automatiquement** par l'outil dans la section concernée.

## INSTALLATION K'ESQUE-SEQUE SA

### Onglet C\_StartingDate

Les informations à connaître pour l'extension de capacité de l'installation K'ESQUE-SEQUE SA sont données au niveau du **Paragraphe 4.2.1.1** (capacité nominale, début d'exploitation, niveaux d'activité journaliers).

Les données suivantes concernent la sous-installation «Pâte à partir de papier recyclé » :

I Détermination du début de l'exploitation normale ou modifiée		
1 Sous-installation	Pâte à partir de papier recyclé	
	extension significative de la capacité	
	Entrer des données dans cette section!	
<p>Conformément à l'article 3, point n), on entend par «début de l'exploitation normale» le premier jour vérifié et approuvé d'une période continue de 90 jours ou, lorsque le cycle de production habituel du secteur concerné ne prévoit pas de production continue, le premier jour d'une période de 90 jours divisée en cycles de production sectoriels, durant laquelle l'installation fonctionne à 40 % au moins de la capacité pour laquelle l'équipement est conçu, compte tenu, le cas échéant, des conditions de fonctionnement propres à l'installation;</p> <p>Conformément à l'article 3, point o), on entend par «début de l'exploitation modifiée» le premier jour vérifié et approuvé d'une période continue de 90 jours ou, lorsque le cycle de production habituel du secteur concerné ne prévoit pas de production continue, le premier jour d'une période de 90 jours divisée en cycles de production sectoriels, durant laquelle la sous-installation modifiée fonctionne à 40 % au moins de la capacité pour laquelle l'équipement est conçu, compte tenu, le cas échéant, des conditions de fonctionnement propres à la sous-installation;</p> <p>Dans les deux cas, cette date revêt un intérêt capital pour l'allocation car:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ce n'est qu'après le début de son exploitation ou modifiée qu'une installation peut prétendre à une allocation de quotas ou à une modification de l'allocation;</li> <li>- toute demande doit être introduite dans un délai d'un an à compter du début de l'exploitation normale ou modifiée;</li> <li>- la quantité de quotas alloués à titre gratuit dépend de la date de début de l'exploitation normale ou modifiée.</li> </ul>		
(a) Capacité nominale		
<p>La capacité nominale doit être déterminée sur la base de la documentation relative au projet et des valeurs garanties communiquées par le fournisseur. La documentation pertinente peut consister en des rapports (ceux annexés au projet), des fiches, des valeurs de performance maximales garanties.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les extensions significatives de la capacité, la capacité nominale est la capacité nominale ajoutée.</li> <li>- Pour les réductions significatives de la capacité, la capacité nominale est la capacité nominale restante.</li> </ul>		
Pâte à partir de papier recyclé	Adt / année	50 000
Veuillez décrire ici brièvement la méthode appliquée pour déterminer la capacité nominale.		
Capacité indiquée dans les documents du fournisseur		
Arrêté préfectoral d'autorisation		
(b) Exploitation pendant une période continue de 90 jours?		
VRAI		

Figure 51 : Extrait des informations à entrer pour déterminer le début d'exploitation modifiée

Le démarrage technique après modification a lieu le **01/07/2015**. Les données, renseignées sur 150 jours, sont liées à la capacité ajoutée :

(c) Date de début de l'exploitation		
Veuillez indiquer ici la date de début de l'exploitation technique de l'installation, s'il s'agit d'une installation en site vierge, ou de la sous-installation après la modification physique. Veuillez noter que cette date peut, dans bien des cas, être différente de celle du début de l'exploitation normale ou modifiée.		
Date de début de l'exploitation	---	01/07/2015
(d) Méthode de saisie:		
Ce point ne concerne que les extensions significatives de capacité.		
Vous pouvez choisir la méthode pour introduire les valeurs dans le tableau ci-dessous au point e). Options possibles: «Activité totale ou «Lié à la capacité ajoutée».		
<p>- Dans la mesure du possible, le niveau d'activité est fondé sur la capacité physique ajoutée: par exemple, lorsque l'extension de la capacité consiste en une nouvelle chaîne de production, le niveau d'activité relatif à la capacité ajoutée est la production de la nouvelle chaîne de production.</p> <p><b>Si tel est le cas, veuillez sélectionner «Relatif à la capacité ajoutée»</b></p> <p>- Certaines extensions de capacité consistent en des modifications de l'équipement existant. Il peut alors se révéler difficile pour l'exploitant de fournir les données requises concernant le niveau d'activité relatif à la seule capacité nominale ajoutée. En pareils cas, le niveau d'activité attribué à la capacité ajoutée est déterminé à partir du niveau d'activité total de la sous-installation concernée (ALtotal), diminué du niveau d'activité moyen des années civiles (non antérieures à 2005) précédant la</p> <p><b>Si tel est le cas, veuillez sélectionner «Activité totale»</b></p>		

Figure 52 : Extrait des informations à entrer pour déterminer le début d'exploitation modifiée

L'exploitant remplit ensuite les données d'activité journalières. Ci-dessous, un extrait :



Jour	Date	Unité	Niveau d'activité moyen	Niveau d'activité total	Niveau d'activité pertinent	Niveau d'activité utilisé
1	01/07/2015	Adt			20	20,00
2	02/07/2015	Adt			20	20,00
3	03/07/2015	Adt			20	20,00
4	04/07/2015	Adt			20	20,00
5	05/07/2015	Adt			10	10,00
6	06/07/2015	Adt			10	10,00
7	07/07/2015	Adt			20	20,00
8	08/07/2015	Adt			20	20,00
9	09/07/2015	Adt			30	30,00
10	10/07/2015	Adt			50	50,00
11	11/07/2015	Adt			50	50,00
12	12/07/2015	Adt			50	50,00
13	13/07/2015	Adt			50	50,00
14	14/07/2015	Adt			50	50,00
15	15/07/2015	Adt			50	50,00

Figure 53 : Données d'activités Pâte à papier à partir de recyclés

Le calcul automatique nous donne le résultat suivant :

**(f) Résultat: Début de l'exploitation normale ou modifiée**

*Le niveau d'activité se calcule en additionnant les niveaux d'activités journaliers de la période de 30 jours indiqués au point e) ci-dessus. Pour vérifier si la limite des 40 % a été atteinte, il faut diviser ce nombre par la capacité nominale de la sous-installation indiquée au point a) ci-dessus, multipliée par (30 divisé par 365).*

*Cette date ne s'affiche que, durant la période de 30 jours, les niveaux d'activité cumulés indiqués au point c) ci-dessus représentent au moins 40 % de la capacité nominale indiquée au point a) ci-dessus.*

Pâte à partir de papier recyclé

---

13/07/2015

Vérification: règle des 40 %

40,4%

Figure 54: Résultat pour le début de l'exploitation modifiée

La date de début d'exploitation modifiée est le **13/07/2015** (à ne pas confondre avec la date du début de l'exploitation après modification du 01/07/2015).



### 4.3.2 Emissions - Onglet D\_Emissions

#### L'ESSENTIEL

##### DESCRIPTIF

L'onglet D permet de répartir les émissions totales de l'installation par sous-installation. En particulier, cet onglet aide à la définition des émissions relatives aux sous-installations avec référentiel **émissions de procédé**.

##### INFORMATIONS À RÉCUPÉRER

L'exploitant doit renseigner :

- **Les émissions totales** de l'installation, qui correspondent aux émissions vérifiées par le vérificateur agréé indépendant.
- **L'intrant énergétique total** lié aux combustibles.

Ces données sont à renseigner pour les **6 mois après la date de début d'exploitation modifiée**, définie à l'onglet C. L'exploitant doit ensuite répartir ces émissions par sous-installation (en pourcentage ou valeur absolue).

**Attention ! A la différence des nouveaux entrants qui doivent entrer certaines données uniquement sur 2 mois, pour une modification significative de capacité, ces données doivent être renseignées sur 6 mois. De plus, les tableaux faisant référence aux données « avant début d'exploitation » ne concernent pas les modifications significatives de capacité.**

##### POURQUOI ?

Pour les sous-installations relevant du **référentiel émissions de procédé**, et produisant des **gaz résiduels**, cet onglet aide à la **définition** des émissions correspondantes (calcul spécifique).

De plus, ces informations sont nécessaires pour définir la contribution de chaque sous-installation aux émissions totales, afin d'assurer l'**exhaustivité** de la comptabilisation et la **cohérence** entre émissions totales / émissions par sous-installation.

Pour le remplissage de cette section, se référer au **Paragraphe 3.2.2**.

#### **Attention !**

Deux différences principales sont apportées aux informations répertoriées dans le **Paragraphe 3.2.2**.

- A la différence des nouveaux entrants, toutes les données dans le cadre d'une modification significative de capacité doivent être renseignées **pour les 6 mois suivant la date de début d'exploitation modifiée**.
- A la différence des nouveaux entrants, les tableaux faisant référence aux données « avant début d'exploitation » **ne concernent pas les modifications significatives de capacité**.

## INSTALLATION K'ESQUE-SEQUE SA

Afin de remplir cet onglet pour l'installation K'ESQUE-SEQUE SA, nous avons besoin des données suivantes :

Données	Août 2015		Septembre 2015		Octobre 2015	
Emissions de CO <sub>2</sub> (t) <u>à partir</u> du début de l'exploitation modifiée	1 881		2 109		1 995	
Intrant énergétique total lié aux combustibles (TJ) <u>à partir</u> du début de l'exploitation modifiée	33		37		35	
Attribution aux sous-installations (%) <u>à partir</u> du début de l'exploitation normale	BM <sub>produit</sub> 90	BM <sub>chaleur</sub> 10	BM <sub>produit</sub> 90	BM <sub>chaleur</sub> 10	BM <sub>produit</sub> 90	BM <sub>chaleur</sub> 10
Données	Novembre 2015		Décembre 2015		Janvier 2016	
Emissions de CO <sub>2</sub> (t) <u>à partir</u> du début de l'exploitation modifiée	1 596		2 052		2 223	
Intrant énergétique total lié aux combustibles (TJ) <u>à partir</u> du début de l'exploitation modifiée	28		36		39	
Attribution aux sous-installations (%) <u>à partir</u> du début de l'exploitation normale	BM <sub>produit</sub> 90	BM <sub>chaleur</sub> 10	BM <sub>produit</sub> 90	BM <sub>chaleur</sub> 10	BM <sub>produit</sub> 90	BM <sub>chaleur</sub> 10

Tableau 10 : Données pour le remplissage de l'onglet D



**A noter :** La répartition entre BM<sub>produit</sub> et BM<sub>chaleur</sub> vient de la chaudière alimentée en gaz naturel, utilisée à la fois pour produire de la pâte à papier à partir de recyclés (BM<sub>produit</sub>), du papier fin non couché (BM<sub>produit</sub>) et pour la transformation de boîte en carton (BM<sub>chaleur</sub>).

## Onglet D\_Emissions

Ci-dessous la capture d'écran relative aux informations entrées pour les émissions à partir du début d'exploitation modifiée, le 13/07/2015. Nous considérons alors les mois d'août, septembre, octobre, novembre, décembre et janvier.

## Résultat des données au niveau de l'installation à reprendre dans les feuilles «D\_Emissions et «E\_EnergyFlows:

Veuillez indiquer ici les émissions totales mensuelles et l'intrant énergétique total lié aux combustibles, en commençant par le mois du début de l'exploitation normale ou modifiée, selon le cas. Pour déterminer les mois à notifier, voir le document d'orientation n° 7, points 3.2.2, 4.3 ou 5.2, selon le cas.

Données au niveau de l'installation:	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
Émissions totales de CO <sub>2</sub>	t CO <sub>2</sub>	1 881	2 019	1 995	1 596	2 052	2 223
Informations déclarées pour mémoire: Émiss	t CO <sub>2</sub>						
Émissions totales de N <sub>2</sub> O	t CO <sub>2</sub> e						
Émissions totales de PFC	t CO <sub>2</sub> e						
Émissions directes totales de l'installati	t CO <sub>2</sub> e	1 881	2 019	1 995	1 596	2 052	2 223
Intrant énergétique total lié aux combusti	TJ	33,00	37,00	35,00	28,00	36,00	39,00

Figure 55 : Emissions et intrant énergétique à partir du début d'exploitation modifiée

Puis, l'exploitant renseigne la répartition des émissions entre sous-installations à partir du début de l'exploitation modifiée. On choisit la méthode de répartition en pourcentages.

Données au niveau de l'installation:		Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
i.	Émissions liées à la production d'électricité	%						
ii.	Émissions liées aux référentiels de produits	%	90,00	90,00	90,00	90,00	90,00	90,00
iii.	Émissions liées aux sous-installations avec r	%	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00
iv.	Émissions liées aux sous-installations avec r	%						
v.	Sous-installation avec émissions de proc	%						
vi.	Sous-installation avec émissions de proc	%						
vii.	Contrôle: Autres émissions (non admissibles	%	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

À des fins de contrôle, les intrants sont affichés ici dans l'unité que vous n'avez pas choisie pour saisir vos données:

Données au niveau de l'installation:		Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
viii.	Émissions liées à la production d'électricité	t CO2e						
ix.	Émissions liées aux référentiels de produits	t CO2e	1 692,90	1 817,10	1 795,50	1 436,40	1 846,80	2 000,70
x.	Émissions liées aux sous-installations avec r	t CO2e	188,10	201,90	199,50	159,60	205,20	222,30
xi.	Émissions liées aux sous-installations avec r	t CO2e						
xii.	Sous-installation avec émissions de proc	t CO2e						
xiii.	Sous-installation avec émissions de proc	t CO2e						
xiv.	Contrôle: Autres émissions (non admissibles	t CO2e	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Figure 56 : Répartition des données relatives aux émissions et à l'intrant énergétique à partir du début de l'exploitation modifiée

Les captures d'écran relatives à la production des gaz résiduels sont incluses au [Paragraphe 3.2.2.](#)

### 4.3.3 Intrants énergétiques, chaleur mesurable et électricité

#### L'ESSENTIEL

##### DESCRIPTIF

L'onglet E permet de répartir les intrants énergétiques, la chaleur mesurable et l'électricité de l'installation par sous-installation. En particulier, cet onglet aide à la définition des émissions relatives aux sous-installations avec référentiel de chaleur et référentiel de combustibles.

##### INFORMATIONS A RENSEIGNER

Les intrants énergétiques liés aux combustibles sont récupérés de l'onglet D. L'exploitant doit ensuite les répartir par sous-installation (en pourcentage ou valeur absolue). Ces données sont à renseigner pour les 6 mois suivant la date de début d'exploitation modifiée.

Un bilan total de la chaleur et de l'électricité est à effectuer. Diverses catégories, détaillées dans cette section, sont à remplir.

**Attention ! A la différence des nouveaux entrants qui doivent entrer certaines données uniquement sur 2 mois, pour une modification significative de capacité, ces données doivent être renseignées sur 6 mois à partir de la date de début d'exploitation modifiée. De plus, le tableau faisant référence aux données « avant début d'exploitation » ne concerne pas les modifications significatives de capacité.**

##### POURQUOI ?

Le bilan de chaleur et d'électricité de l'installation est réclamé car des règles d'allocation différentes sont à appliquer :

- On distingue la chaleur admissible et non admissible pour l'allocation de quotas à titre gratuit ;
- Aucun quota ne doit être alloué à titre gratuit pour la production d'électricité.

Pour les sous-installations relevant d'un référentiel de chaleur ou d'un référentiel de combustibles, cet onglet aide à la définition de la chaleur ou des combustibles à prendre en compte (calculs spécifiques).

**Plus généralement**, ces informations sont nécessaires pour définir la contribution de chaque sous-installation, que ce soit en termes d'intrants énergétiques, de chaleur mesurable ou d'électricité, afin d'assurer l'**exhaustivité** de la comptabilisation et la **cohérence** entre l'installation dans sa globalité et les sous-installations définies par l'exploitant.

Pour le remplissage de cette section, se référer au **Paragraphe 3.2.3**.

### Attention !

Deux différences principales sont apportées aux informations répertoriées dans le **Paragraphe 3.2.3**.

- A la différence des nouveaux entrants, toutes les données dans le cadre d'une modification significative de capacité doivent être renseignées **pour les 6 mois suivant la date de début d'exploitation modifiée**.
- A la différence des nouveaux entrants, le tableau faisant référence aux données « avant début d'exploitation » **ne concerne pas les modifications significatives de capacité**.

#### INSTALLATION K'ESQUE-SEQE SA

Les données nécessaires au remplissage de cet onglet sont répertoriées ci-dessous :

#### Apport combustibles

Les données relatives à l'attribution de l'apport de combustibles aux sous-installations (%) à partir du début de l'exploitation modifiée sont répertoriées dans le Tableau 10.

#### Chaleur mesurable

Données	Août 2015	Septembre 2015	Octobre 2015	Novembre 2015	Décembre 2015	Janvier 2016
Chaleur produite (TJ)	30	34	32	26	33	36
Chaleur importée depuis une installation SEQE (TJ)	2	2	1	1	2	1
Chaleur consommée dans les sous-installations avec $BM_{produit}$ (TJ)	24	28	26	21	27	29
Chaleur consommée restante admissible au $BM_{chaleur}$ (TJ)	5	4	4	3	5	4

Tableau 11 : Données relatives à la chaleur mesurable



**A noter :** La répartition entre  $BM_{produit}$  et  $BM_{chaleur}$  vient de la chaudière alimentée en gaz naturel, utilisée à la fois pour produire de la pâte à papier à partir de recyclés ( $BM_{produit}$ ), du papier fin non couché ( $BM_{produit}$ ) et pour la transformation de boîte en carton ( $BM_{chaleur}$ ).

## Partie intrant énergétique - Onglet E\_EnergyFlows

Ci-dessous la capture d'écran relative aux informations entrées pour l'intrant énergétique lié aux combustibles, à partir du début d'exploitation modifiée, le 13/07/2015.

## (a) Intrant énergétique lié aux combustibles, installation complète (à partir des données de la feuille «D\_Emissions, section I):

	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
Intrant énergétique total lié aux combustibles	TJ	33,00	37,00	35,00	28,00	36,00	39,00
	Unité	l'exploitation					
Intrant énergétique total lié aux combustibles	TJ						

## (b) Méthode de saisie:

Pourcentages

Vous pouvez introduire les valeurs dans le tableau ci-dessous au point c) suivant l'une ou l'autre des deux options suivantes: « Valeurs absolues (TJ/an) ou « pourcentages. Pour les cas simples, dans lesquels les données correspondent pour la plupart à « 100 % ou à zéro, la solution des pourcentages constitue la méthode la plus rapide.

## (c) Répartition de l'apport de combustibles entre les différentes utilisations (valeurs absolues)

Veillez introduire dans le tableau ci-dessous la quantité d'énergie consommée pour chaque type d'utilisation ou, selon la méthode de saisie des données choisie au point b), le Il convient de veiller en particulier à attribuer l'intrant énergétique aux deux sous-installations pertinentes aux fins de l'allocation: Sous-installation «CL avec référentiel de combustibles (exposée à un risque important de fuite de carbone) et sous-installation «non-CL (non exposée au risque de fuite de À des fins de contrôle, le solde (100 % moins l'apport total) s'affiche sur la ligne du bas. Il s'agit de l'apport énergétique ne pouvant donner lieu à l'allocation de quotas.

Type d'utilisation de l'apport de combusti	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
i. Apport de combustibles pour la production d'é	%						
ii. Apport de combustibles pour la production de	%	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00
iii. Apport de combustibles dans le cadre des ré	%	90,00	90,00	90,00	90,00	90,00	90,00
iv. Sous-installation avec référentiel de combust	%						
v. Sous-installation avec référentiel de combust	%						
vi. Solde	%	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

À des fins de contrôle, les intrants sont affichés ici dans l'unité que vous n'avez pas choisie pour saisir vos données:

Type d'utilisation de l'apport de combusti	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
vii. Apport de combustibles pour la production d'é	TJ						
viii. Apport de combustibles pour la production de	TJ	3,30	3,70	3,50	2,80	3,60	3,90
ix. Apport de combustibles dans le cadre des ré	TJ	29,70	33,30	31,50	25,20	32,40	35,10
x. Sous-installation avec référentiel de combust	TJ						
xi. Sous-installation avec référentiel de combust	TJ						
xii. Solde	TJ	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Figure 57 : Intrant énergétique lié aux combustibles à partir du début de l'exploitation normale

## Partie chaleur mesurable - Onglet E\_EnergyFlows

Ci-dessous la capture d'écran relative aux informations entrées pour les apports de chaleur.

## (a) Quantité nette totale de chaleur mesurable produite dans l'installation:

Toutes les données relatives à la chaleur doivent faire référence à la «quantité nette de chaleur mesurable (c'est-à-dire le contenu thermique du flux thermique vers Veillez noter que la chaleur produite dans les sous-installations de production d'acide nitrique doit être déclarée au point c) en tant qu'«importation ne relevant pas du SEQE.

	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
Chaleur mesurable produite	TJ	30,00	34,00	32,00	26,00	33,00	36,00

## (b) Chaleur mesurable importée en provenance d'installations relevant du SEQE-UE:

Les dénominations des installations figurant dans la liste déroulante sont reprises de la section A.IV. Assurez-vous donc d'avoir saisi toutes les données requises dans ladite

Dénomination de l'installation:	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
i. Cogénération: Chaleur Importation	TJ	2,00	1,00	1,00	1,00	2,00	1,00
ii.	TJ						
iii.	TJ						
iv. Sous-total	TJ	2,00	1,00	1,00	1,00	2,00	1,00

## (c) Chaleur mesurable importée en provenance d'installations et d'entités ne relevant pas du SEQE-UE (non admissible pour le référentiel de

Sont incluses les sous-installations produisant de l'acide nitrique (sélectionner «Au sein de l'installation comme dénomination d'installation, si la production d'acide nitrique fait

Veillez noter que les données saisies ici doivent être vérifiées pour éviter tout double comptage avec les déductions appliquées aux sous-installations avec référentiel de produit

Dénomination de l'installation ou de l'enti	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
i.	TJ						
ii.	TJ						
iii.	TJ						
iv. Sous-total	TJ						

## (d) Somme de la chaleur mesurable disponible dans l'installation (=a+b+c)

Chaleur mesurable totale	TJ	32,00	35,00	33,00	27,00	35,00	37,00
--------------------------	----	-------	-------	-------	-------	-------	-------

## (e) Ratio «Chaleur SEQE/«Chaleur totale

La «chaleur SEQE correspond à la chaleur produite dans l'installation, majorée de la chaleur importée d'installations relevant du SEQE (=a+b).

La chaleur totale correspond à la chaleur SEQE, majorée de la chaleur importée d'entités et d'installations ne relevant pas du SEQE (=a+b+c).

Ratio de l'apport de chaleur (a+b) / (a+b+c):	%	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
---	---	--------	--------	--------	--------	--------	--------

Figure 58 : Apports de chaleur

Ci-dessous la capture d'écran relative aux informations entrées pour la chaleur ne relevant pas de sous-installations avec référentiel de chaleur :

**(f) Chaleur mesurable consommée pour la production d'électricité au sein de l'installation (non admissible pour le référentiel de chaleur):**  
*Par défaut, on considère que la quantité globale de chaleur utilisée pour la production d'électricité est divisée entre apports admissibles et apports non admissibles sur la base du Toteffort. Si vous disposez d'informations plus précises (du fait, par exemple, qu'il est possible d'établir l'origine de la vapeur sur la base des niveaux de pression, etc.), vous pouvez introduire ci-dessous d'autres quantités de chaleur «non admissible». Si cette quantité est supérieure à la quantité indiquée au point c), la quantité disponible maximale est*

	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
i. Chaleur utilisée pour la production d'électricité	TJ						
ii. Quantité de chaleur issue de sources ne relev	TJ						
iii. Annulation manuelle du point ii)	TJ						

**(g) Chaleur mesurable consommée pour les sous-installations avec référentiel de produit au sein de l'installation (non admissible pour le référentiel de chaleur):**  
*Conformément à l'article 13 des CIM, l'allocation annuelle provisoire aux sous-installations avec référentiel de produit doit être diminuée d'une quantité d'équivalent CO2 pour la chaleur importée d'installations hors SEQUE. Les données nécessaires pour cette correction sont les données introduites dans la section d) de la feuille «F\_ProductBM pour Un contrôle de plausibilité de ces données est donc prévu ici.*

	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
i. Chaleur consommée dans les sous-installatio	TJ	24,00	28,00	26,00	21,00	27,00	29,00

**Valeurs introduites dans la feuille «F\_ProductBM:**

ii. Quantité de chaleur issue de sources ne relev	TJ						
---	----	--	--	--	--	--	--

**Contrôle de plausibilité:**  
*Veillez à contrôler une nouvelle fois cette section après avoir rempli la feuille «F\_ProductBM, s'il y a lieu, afin d'éviter la présence de données non plausibles. La méthode recommandée pour remplir cette section consiste à saisir d'abord les données pertinentes dans la feuille «F\_ProductBM avant de passer au point h) ci-*

**Chaleur hors SEQUE déclarée dans la feuille «F\_ProductBM par rapport à la quantité totale de chaleur pour tous les référentiels de produit:**

iii. Point ii par rapport au point i:	%						
---------------------------------------	---	--	--	--	--	--	--

**Chaleur hors SEQUE déclarée dans la feuille «F\_ProductBM par rapport à la quantité totale de chaleur importée d'installations hors SEQUE déc**

iv. Point iii par rapport au point c) ci-dessus:	%						
--	---	--	--	--	--	--	--

**(h) Chaleur exportée vers des installations relevant du SEQUE (non admissible pour le référentiel de chaleur):**  
*Cette quantité de chaleur est imputée au consommateur de la chaleur. Les dénominations des installations figurant dans la liste déroulante sont reprises de la section A.IV. Assurez-vous donc d'avoir saisi toutes les données requises dans ladite sectio*

Dénomination de l'installation:	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
i. ....	TJ						
ii. ....	TJ						
iii. ....	TJ						
iv. ....	TJ						
v. ....	TJ						
vi. Chaleur totale exportée vers des installations	TJ						

Figure 59 : Chaleur ne relevant pas de sous-installations avec référentiel de chaleur

Ci-dessous la capture d'écran relative aux informations entrées pour la chaleur relevant de sous-installations avec référentiel de chaleur :

**(i) Sous-total: chaleur mesurable totale restante, susceptible d'être imputable à des sous-installations avec référentiel de chaleur (=d-f-g-h):**

	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
i. Sous-total:	TJ	8,00	7,00	7,00	6,00	8,00	8,00

*Cette quantité peut être divisée entre la chaleur «admissible et «non admissible (en fonction de son origine, voir l'introduction de la section II.2). Le facteur défini au point e) est ensuite corrigé en tenant compte de la chaleur admissible et non admissible restante. Ce facteur est utilisé pour le point (i).*

ii. admissible du fait de son origine:	TJ	8,00	7,00	7,00	6,00	8,00	8,00
iii. non-admissible du fait de son origine:	TJ	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

**(j) Ratio d'admissibilité pour la chaleur restante calculée au point i):**  
 ratio d'admissibilité corrigé  $(= (i).ii / (i).i)$ : %

		100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
--	--	--------	--------	--------	--------	--------	--------

**(k) Quantité nette de chaleur mesurable consommée dans l'installation et admissible pour le référentiel de chaleur:**  
*Il s'agit de la consommation au sein de l'installation, à l'exclusion des finalités énoncées aux points f) et g).*

Chaleur consommée au sein de l'installation	TJ	5,00	4,00	4,00	3,00	5,00	4,00
---	----	------	------	------	------	------	------

**(l) Chaleur exportée vers des installations ou entités ne relevant pas du SEQUE-UE (par exemple, les réseaux de chauffage urbain):**  
*Les dénominations des installations figurant dans la liste déroulante sont reprises de la section A.IV. Assurez-vous donc d'avoir saisi toutes les données requises dans ladite sectio*

Dénomination de l'entité ou installation ré	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
i. ....	TJ						
ii. ....	TJ						
iii. ....	TJ						
iv. ....	TJ						
v. ....	TJ						
vi. Chaleur totale exportée vers des installations	TJ						



**(m) Pertes de chaleur (=i-k-l)**

Pour assurer l'exhaustivité du bilan thermique, ce tableau présente les pertes de chaleur calculées (c'est-à-dire la quantité de chaleur non prise en compte aux points f, g, h, k et l).  
La présence de valeurs négatives indique que les niveaux de consommation de chaleur déclarés ci-dessus sont supérieurs à la quantité de chaleur disponible provenant de la produ.

	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
i. Pertes de chaleur (calculées)	TJ	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	4,00
ii. Pertes de chaleur (proportion de la chaleur dis	%	9,38	8,57	9,09	11,11	8,57	10,81

**(n) Quantité totale de chaleur faisant potentiellement partie des sous-installations avec référentiel de chaleur (=k+l):**

Total des sous-installations avec référentiel de	TJ	5,00	4,00	4,00	3,00	5,00	4,00
--	----	------	------	------	------	------	------

**(o) Résultat final: Quantité de chaleur imputable aux sous-installations avec référentiel de chaleur**

Ce résultat s'obtient en multipliant le point n) par le ratio d'admissibilité corrigé défini au point j).

La valeur maximale autorisée est la quantité admissible indiquée au point i) i.

	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
Chaleur admissible pour les sous-installations	TJ	5,00	4,00	4,00	3,00	5,00	4,00

**(p) Répartition entre les sous-installations - M**

Pourcentages

Vous pouvez introduire les valeurs dans le tableau ci-dessous au point q) suivant l'une ou l'autre des deux options suivantes: «Valeurs absolues (TJ/an) ou «pourcentages». Pour les cas simples, dans lesquels les données correspondent pour la plupart à «100 % ou à zéro, la solution des pourcentages constitue la méthode la plus rapide.

**(q) Répartition des sous-installations avec référentiel de chaleur dans les niveaux d'exposition au risque de fuite de carbone:**

Veillez indiquer ici la quantité de chaleur mesurable consommée par chaque sous-installation, étant entendu que 100 % correspond à la somme calculée au point e).iii. ci-dessus.

Sous-installation «CL avec référentiel de chaleur (exposée à un risque important de fuite de carbone) et sous-installation «non-CL (non exposée au risque de fuite de carbone).

Les données sont automatiquement reprises dans la feuille «G\_Fall-back. La saisie de données dans cette position est donc obligatoire lorsque ce module est utilisé.

Chaleur mesurable	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
i. Sous-installation avec référentiel de chaleur, C	%						
ii. Sous-installation avec référentiel de chaleur, n	%	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
iii. Chiffres de contrôle:							
iv. Sous-installation avec référentiel de chaleur, C	TJ						
v. Sous-installation avec référentiel de chaleur, n	TJ	5,00	4,00	4,00	3,00	5,00	4,00

Figure 60 : Sous-installations avec référentiel de chaleur

## Partie électricité - Onglet E\_EnergyFlows

Ci-dessous la capture d'écran relative aux informations entrées pour le bilan électrique de l'installation après le début de l'exploitation modifiée :

**(a) Quantité nette totale d'électricité produite dans l'installation:**

La production électrique autre comprend, par exemple, l'électricité hydraulique, solaire et éolienne, l'électricité produite au moyen de turbines de détente et par d'autres procédés ne relevant pas du SEQE.

	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
i. Électricité nette produite à partir de combustibles	MWh						
ii. Autre électricité produite	MWh						

**(b) Électricité totale importée du réseau ou d'autres installations**

Électricité importée	MWh						
----------------------	-----	--	--	--	--	--	--

**(c) Électricité totale exportée vers le réseau ou vers d'autres installations**

Électricité exportée	MWh						
----------------------	-----	--	--	--	--	--	--

**(d) Électricité totale disponible utilisable dans l'installation (= a+b-c)**

Électricité utilisable	MWh						
------------------------	-----	--	--	--	--	--	--

**(e) Électricité totale consommée dans l'installation**

Électricité consommée dans l'installation	MWh						
---	-----	--	--	--	--	--	--

**(f) Contrôle de plausibilité: Somme des apports d'électricité dans la feuille «F\_ProductBM pour l'interchangeabilité de l'électricité**

i. Électricité déclarée comme interchangeable	MWh						
ii. Comparer avec le point e)	%						

Figure 61 : Bilan électrique de l'installation après le début de l'exploitation modifiée

### 4.3.4 Capacité ajoutée / retirée - Onglets F\_ProductBM et G\_Fall-back

#### L'ESSENTIEL

##### DESCRIPTIF

L'onglet F (respectivement G) concerne les sous-installations relevant de référentiel de produits (respectivement de chaleur, de combustibles et émissions de procédé). On considère **uniquement la sous-installation concernée par la modification**. L'objectif est de détailler les modifications apportées et de calculer la **capacité ajoutée ou retirée**.

Pour déterminer la capacité ajoutée dans le cadre d'une **extension de capacité**, le calcul suivant est effectué :

$$\text{Capacité ajoutée} = \text{Capacité}_{\text{nouvelle}} - \text{Capacité}_{\text{initiale}}$$

Pour déterminer la capacité retirée dans le cadre d'une **réduction de capacité**, le calcul suivant est effectué :

$$\text{Capacité retirée} = \text{Capacité}_{\text{initiale}} - \text{Capacité}_{\text{nouvelle}}$$

Avec :

**Capacité nouvelle** : Moyenne des deux plus hauts niveaux d'activité mensuels dans les six premiers mois suivant la date de début d'exploitation modifiée.

**Capacité initiale** : Capacité avant modification, déjà renseignée dans l'onglet A\_InstallationData. Pour plus de détails, se référer au [Paragraphe 4.2](#).

##### INFORMATIONS À RENSEIGNER

Quelque soit l'onglet concerné, l'exploitant doit renseigner pour la sous-installation concernée:

- Le détail des modifications apportées ;
- Le niveau d'activité pour les six mois suivant la date de début d'exploitation modifiée.

La capacité installée initiale est récupérée automatiquement par l'outil Excel à partir des données entrées dans les onglets précédents (Onglet A\_InstallationData).

##### POURQUOI ?

Déterminer la nouvelle capacité installée de la sous-installation permet ensuite d'estimer un **niveau d'activité annuel** de cette sous-installation, sans avoir à suivre et à renseigner le niveau d'activité réel sur l'année concernée. Cette donnée est utilisée pour le calcul de l'allocation modifiée de quotas à titre gratuit.



#### 4.3.4.1 Présentation et définition

Le paramètre à déterminer ici est la capacité installée **ajoutée** ou **retirée**. Elle permet de calculer par la suite le **niveau d'activité** nécessaire au calcul de l'allocation de quotas à titre gratuit.

##### DÉFINITION - CAPACITÉ AJOUTÉE OU RETIRÉE

Pour une extension significative de capacité :

La **nouvelle capacité installée** de la sous-installation est évaluée. Elle correspond à la **moyenne des deux plus hauts niveaux** d'activité mensuels dans les **six premiers mois** suivant la date de **début d'exploitation modifiée**. A cette nouvelle capacité installée est **retirée** la **capacité initiale** de la sous-installation, déjà renseignée par l'exploitant au niveau de l'onglet A\_InstallationData.

La formule appliquée est la suivante :

$$\text{Capacité}_{\text{ajoutée}} = \text{Capacité}_{\text{nouvelle}} - \text{Capacité}_{\text{initiale}}$$

Pour une réduction significative de capacité :

La **capacité initiale** de la sous-installation est récupérée de l'onglet A\_InstallationData. A cette capacité installée initiale est **retirée** la **nouvelle capacité** de la sous-installation. Elle correspond à la **moyenne des deux plus hauts niveaux** d'activité mensuels dans les **six premiers mois** suivant la date de **début d'exploitation modifiée**.

La formule appliquée est la suivante :

$$\text{Capacité}_{\text{retirée}} = \text{Capacité}_{\text{initiale}} - \text{Capacité}_{\text{nouvelle}}$$

Les **unités utilisées** peuvent varier en fonction de la nature de la sous-installation considérée :

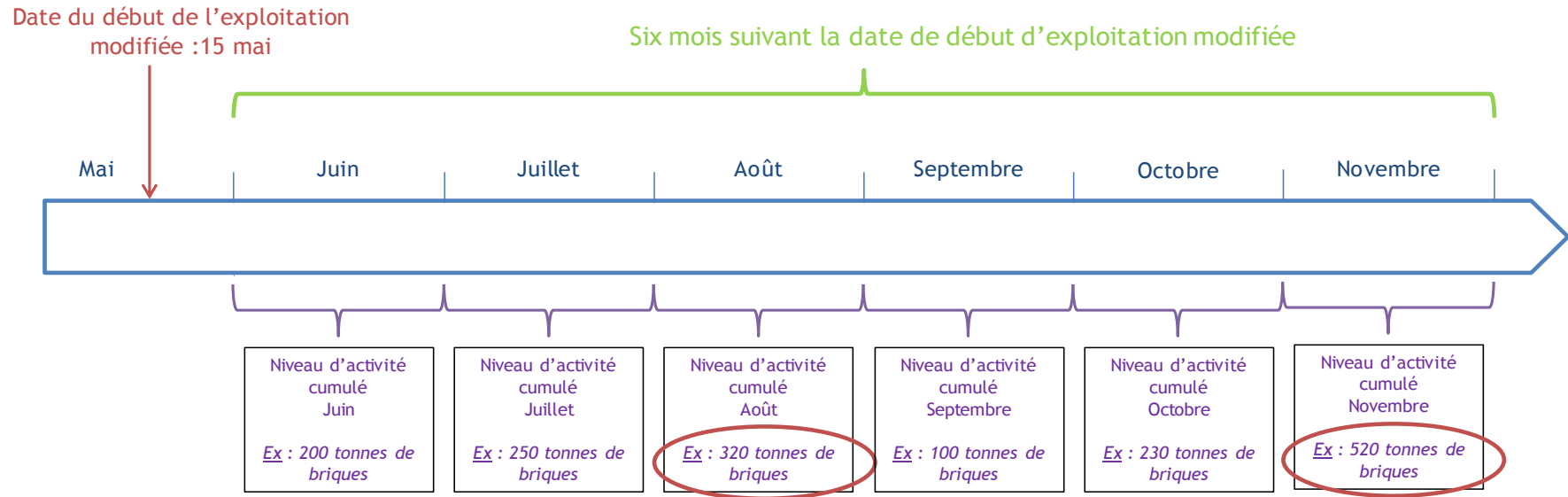
- Unité de production des produits lorsqu'il existe un référentiel produit ;
- TJ de chaleur produite ;
- TJ de combustible brûlé ;
- t CO<sub>2</sub> éq pour les émissions de procédé.

#### Attention !

Pour des raisons de cohérence, pour les sous-installations en cycle discontinu, les données relatives à la capacité modifiée sont déterminées **compte tenu également des jours de non-exploitation**.

La capacité installée ajoutée ou retirée de la sous-installation doit être vérifiée par un **vérificateur agréé indépendant**.

**Exemple 1 :** Pour une installation fictive de production de briques dont la date de début d'exploitation est au 15 mai 2015, dans le cas d'une extension significative de capacité. Les niveaux d'activités sont à renseigner pour juin, juillet, août, septembre, octobre et novembre 2015.



$C_{\text{nouvelle}}$  = moyenne des 2 plus haut niveaux d'activité mensuels dans les 6 mois à partir de la date de début de l'exploitation modifiée X (12 mois)

$$\text{Ici : } C_{\text{nouvelle}} = (520 + 320) / 2 * 12 = 5\,040$$

Donnée brute :  $C_{\text{initiale}} = 4\,200$  tonnes de briques

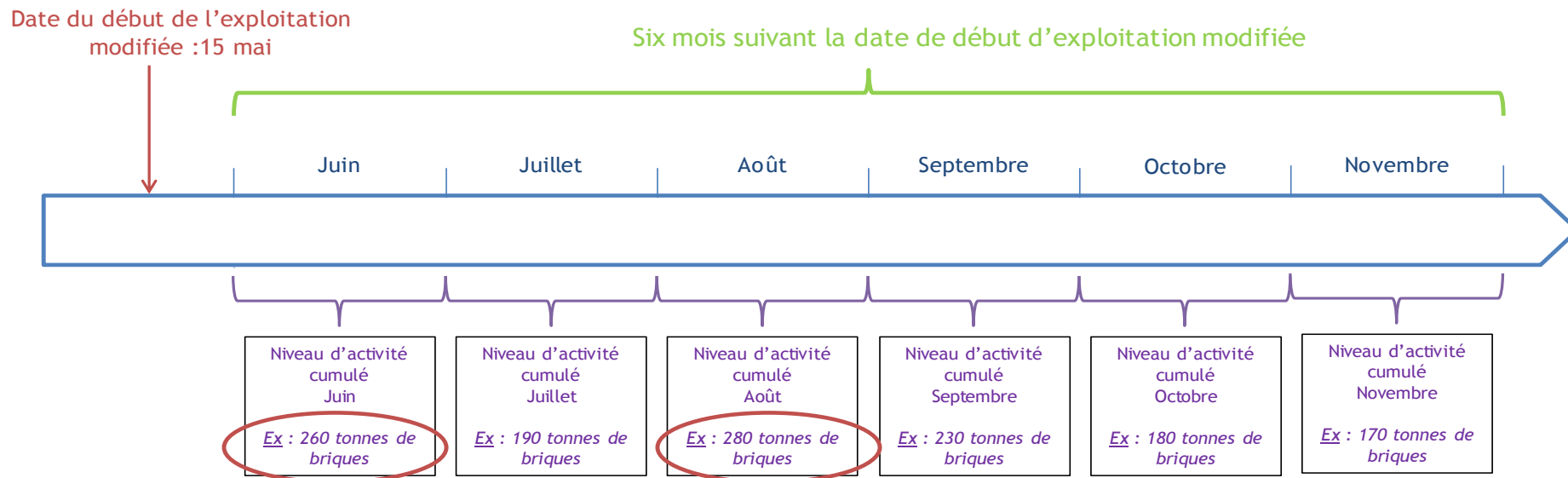
$$C_{\text{ajoutée}} = C_{\text{nouvelle}} - C_{\text{initiale}} = 5\,040 - 4\,200 = 840 \text{ tonnes de briques}$$

$$C_{\text{ajoutée}} = 840 \text{ tonnes de briques}$$

Illustrations\_SEQE3.pptx

Figure 62 : Détermination de la capacité ajoutée - Extension significative de capacité

**Exemple 2 :** Pour une installation fictive de production de briques dont la date de début d'exploitation est au 15 mai 2015, dans le cas d'une réduction significative de capacité. Les niveaux d'activités sont à renseigner pour juin, juillet, août, septembre, octobre et novembre 2015.



$C_{\text{nouvelle}}$  = moyenne des 2 plus haut niveaux d'activité mensuels dans les 6 mois à partir de la date de début de l'exploitation modifiée X (12 mois)

$$\text{Ici : } C_{\text{nouvelle}} = (280 + 260) / 2 * 12 = 3\,240$$

Donnée brute :  $C_{\text{initiale}}$  = 4 200 tonnes de briques

$$C_{\text{retirée}} = C_{\text{initiale}} - C_{\text{nouvelle}} = 4\,200 - 3\,240 = 960 \text{ tonnes de briques}$$

$$C_{\text{retirée}} = 960 \text{ tonnes de briques}$$

Illustrations\_SEQE3.pptx

Figure 63 : Détermination de la capacité retirée - Réduction significative de capacité

#### 4.3.4.2 Questionnaire : Structure des onglets de calcul

Les données nécessaires au calcul de la capacité modifiée de la sous-installation concernée sont à entrer, dans le questionnaire Excel, soit :

- **Au niveau de l'onglet F\_ProductBM** : si la sous-installation relève d'un référentiel de produit, à l'exception de ceux cités pour l'onglet H\_SpecialBM ;
- **Au niveau de l'onglet G\_Fall-back** : si la sous-installation relève d'un référentiel de chaleur, de combustibles ou émissions de procédé ;
- **Au niveau de l'onglet H\_SpécialBM** : si la sous-installation relève d'un référentiel de produit particulier, dans la liste ci-dessous :
  - Produits de raffinerie (CWT),
  - Chaux,
  - Dolomie,
  - Vapocraquage,
  - Aromatiques (CWT),
  - Hydrogène,
  - Gaz de synthèse,
  - Oxyde d'éthylène / éthylène glycols,
  - Chlorure de vinyle monomère (CVM).

##### Onglet F\_ProductBM

Cet onglet comporte plusieurs **sections dédiées aux sous-installations** relevant d'un **référentiel produit classique** (exceptions indiquées ci-dessus pour l'onglet H). Dans le cas d'une modification significative de capacité, seules les données relatives à la sous-installation modifiée sont à entrer.

Si les précédents onglets ont été remplis correctement, certaines informations sont déjà automatiquement reportées dans cet onglet : indication du statut de la sous-installation, *ici « extension significative de capacité » ou « réduction significative de capacité »* ; date à retenir pour l'enregistrement des niveaux d'activité, *ici « Date de l'exploitation modifiée »*. En revanche, d'autres sections restent à compléter par l'exploitant.

##### ➤ **Niveau d'activité - Description des modifications physiques**

L'exploitant doit détailler ici les modifications physiques de la sous-installation concernée, ayant conduit à la présente demande de modification d'allocation de quotas gratuits.

##### ➤ **Niveau d'activité - Niveau d'activité principal**

Le niveau d'activité total de la sous-installation pour les six mois suivant la date de début d'exploitation modifiée est à renseigner ici. Cela correspond au paramètre « Capacité nouvelle » décrit dans l'encadré au début du **Paragraphe 4.3.4.1**.

##### ➤ **Capacité installée initiale - Voir Onglet A\_InstallationData**

La capacité installée initiale de la sous-installation a déjà été renseignée au niveau de l'onglet A\_InstallationData. Elle est récupérée automatiquement par l'outil Excel.

##### ➤ **Nouvelle capacité installée, Capacité nouvelle, ajoutée ou retirée**

Pour ces deux sections, aucune donnée supplémentaire n'est à renseigner. Les calculs présentés plus haut sont effectués automatiquement par l'outil Excel.



**A noter :** Deux calculs automatiques sont effectués à des fins de contrôle de plausibilité : le rapport Capacité nouvelle / Capacité initiale et Capacité nouvelle / Capacité nominale.

### Onglet G\_Fall-back

Cet onglet est divisé en **six sections** qui correspondent aux trois référentiels restants, en séparant, pour chaque référentiel, l'exposition ou non à un risque de fuite de carbone.

En fonction de la catégorisation de la **sous-installation concernée par la modification**, l'exploitant devra remplir la section correspondante :

- Sous-installation avec référentiel de chaleur, exposée ou non à un risque de fuite de carbone ;
- Sous-installation avec référentiel de combustible, exposée ou non à un risque de fuite de carbone ;
- Sous-installation avec émissions de procédés, exposée ou non à un risque de fuite de carbone.

Si les précédents onglets ont été remplis correctement, certaines informations sont déjà automatiquement reportées dans cet onglet : indication du statut de la sous-installation, *ici « extension significative de capacité » ou « réduction significative de capacité »* ; date à retenir pour l'enregistrement des niveaux d'activité, *ici « Date de l'exploitation modifiée »*. En revanche, d'autres sections sont à remplir par l'exploitant.

#### ➤ Niveau d'activité - Description des modifications physiques

L'exploitant doit détailler ici les modifications physiques pour la sous-installation concernée, ayant conduit à la présente demande de modification d'allocation de quotas gratuits.

#### ➤ Niveau d'activité - Niveau d'activité principal

Quelque soit le référentiel choisi, les données sont récupérées automatiquement par l'outil, au niveau des onglets D ou E, à remplir en amont.

#### ➤ Capacité installée initiale - Voir Onglet A\_InstallationData

La capacité installée initiale de la sous-installation a déjà été renseignée au niveau de l'onglet A\_InstallationData. Elle est récupérée automatiquement ici par l'outil Excel.

#### ➤ Nouvelle capacité installée, Capacité nouvelle, ajoutée ou retirée

Pour ces deux sections, aucune donnée supplémentaire n'est à renseigner. Les calculs présentés plus haut sont effectués automatiquement par l'outil Excel.



**A noter :** Deux calculs automatiques sont effectués à des fins de contrôle de plausibilité : le rapport Capacité nouvelle / Capacité initiale et Capacité nouvelle / Capacité nominale.

### Onglet H\_SpecialBM

Si la sous-installation est concernée par l'un des référentiels produits cités plus haut, considérés comme « spéciaux », l'exploitant devra remplir les données relatives à cette sous-installation au sein de l'onglet H. **Nous ne détaillons pas ici ces cas particuliers.**

Les principes de calculs sont néanmoins similaires à ceux présentés plus haut, et l'outil Excel fournit des explications pour chaque cas particulier concerné.

### INSTALLATION K'ESQUE-SEQE SA

#### Onglet F\_ProductBM

L'exploitant de l'installation K'ESQUE-SEQE SA doit tout d'abord détailler dans cet onglet les modifications apportées à la sous-installation « Pâte à papier à partir de recyclés » :

Pour cette section, les captures d'écran présentent en suivant le cas principal (extension de capacité), suivi du cas secondaire (réduction de capacité) :

I Niveaux d'activité historiques et données détaillées concernant la production désagrégée	
1 Sous-installation avec référentiel de produit 1:	Pâte à partir de papier recyclé
	réduction significative de la capacité
Détermination du nouveau niveau d'activité	pertinent
	Entrer des données dans cette section!
(a) Description des modifications physiques	
Veuillez décrire ici brièvement les modifications physiques	
Retrait d'une ligne de production de pâte à papier	

I Niveaux d'activité historiques et données détaillées concernant la production désagrégée	
1 Sous-installation avec référentiel de produit 1:	Pâte à partir de papier recyclé
	extension significative de la capacité
Détermination du nouveau niveau d'activité	pertinent
	Entrer des données dans cette section!
(a) Description des modifications physiques	
Veuillez décrire ici brièvement les modifications physiques	
Ajout d'une nouvelle ligne de production de pâte à papier	

Figure 64 : Description des modifications apportées

Les niveaux d'activité pour les six mois suivant la date de début d'exploitation modifiée sont ensuite renseignés :

#### (b) Niveaux d'activité

Les «niveaux d'activité principaux», c'est-à-dire les données directement applicables aux fins du calcul de l'allocation, sont à notifier sous ce point.

Il s'agit généralement des données de production du produit, par exemple des tonnes de clinker de ciment gris ou des tonnes de bouteilles de verre, conformément à l'annexe I des CIM.

Toutefois, si un message apparaît au point c), il est impératif d'utiliser le module de calcul approprié; les résultats ainsi obtenus seront automatiquement intégrés dans le tableau au point iii).

- En cas de modifications significatives, les deux mois durant lesquels les niveaux sont les plus élevés sur les six mois suivant le début de l'exploitation modifiée sont pris en compte aux fins des calculs ultérieurs.
- S'il s'agit de la première sous-installation d'une installation en site vierge ayant démarré l'exploitation normale, les deux mois durant lesquels les niveaux sont les plus élevés sur les trois mois suivant le début de l'exploitation normale sont pris en compte aux fins des calculs ultérieurs.

Pour cette sous-installation, la date à retenir est:

Début de l'exploitation modifiée [article 3, point o), des CIM]

Exemple: le début de l'exploitation normale d'une installation en site vierge est le 15 mars. La capacité initiale, dans ce cas, est déterminée sur la base:

- des deux niveaux d'activité les plus élevés enregistrés par période de 30 jours sur les 90 jours suivant le 15 mars inclus. Dans ce cas, les niveaux d'activité pour les trois périodes de 30 jours au cours de la période de 90 jours doivent être indiqués ci-après pour les mois 1, 2 et 3; ou
- des deux niveaux mensuels d'activité les plus élevés pour les mois d'avril et mai.

S'il s'agit de la première sous-installation d'une installation en site vierge, la capacité

Exemple: le début de l'exploitation modifiée après une modification significative de la capacité est le 15 mars. La nouvelle capacité sera basée sur les deux niveaux d'activité mensuels les plus élevés pour la période comprise entre avril et septembre.

Pour des raisons de cohérence, les données relatives à la capacité initiale (dans le cas des installations en site vierge) ou à la nouvelle capacité (dans le cas de modifications significatives) sont déterminées compte tenu également des jours de non-exploitation.

Vous ne devez introduire que les deux niveaux d'activité mensuels totaux les plus élevés.

Niveau d'activité principal:	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
i. Pâte à partir de papier recyclé	Adt	19 000	21 500	20 300	16 050	20 900	22 750
ii. Repris de la feuille «H. SpecialBM»:	Adt						
iii. Valeurs utilisées pour le calcul:	Adt		21 500				22 750

Figure 65 : Niveaux d'activité - Extension significative de capacité

Niveau d'activité principal:	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
i. Pâte à partir de papier recyclé	Adt	14 000	1 600	16 000	14 000	14 000	14 000
ii. Repris de la feuille «H_SpecialBM:	Adt						
iii. Valeurs utilisées pour le calcul:	Adt	14 000		16 000			

Figure 66 : Niveaux d'activité - Réduction significative de capacité

La capacité installée initiale est récupérée automatiquement de l'onglet A. Les différents calculs sont ensuite effectués automatiquement par l'outil.

**(d) Capacité installée initiale**

Pour les modifications significatives, la valeur calculée dans ce champ est reprise des données saisies dans la feuille A, rubrique V, laquelle doit être obligatoirement remplie. Si cette sous-installation est la première sous-installation d'une installation en site vierge à démarrer une exploitation normale, la valeur calculée dans ce champ est la moyenne des deux niveaux d'activité mensuels les plus élevés supra multipliée par 12.

Remarque:

Conformément à l'article 17, paragraphe 4, des CIM, la capacité initiale doit être déterminée «suivant la méthode indiquée à l'article 7, paragraphe 3,...». Il est fait référence ici à la méthode de détermination de la capacité et non au paragraphe dans son ensemble (qui inclut la période 2005-2008). Par conséquent, la capacité est déterminée à partir des deux volumes de production mensuels les plus élevés durant la période appropriée et non par vérification expérimentale, sauf dans les cas de force majeure (lorsque toutes les données ont été perdues).

Pâte à partir de papier recyclé	Adt / année	222 000
---------------------------------	-------------	---------

**(e) Nouvelle capacité installée**

La valeur calculée ici est la moyenne des deux niveaux d'activité mensuels les plus élevés au point b), iii.

Si cette sous-installation est la première sous-installation d'une installation en site vierge à démarrer une exploitation normale, cette valeur n'est pas pertinente et la case

Pâte à partir de papier recyclé	Adt / année	265 500
---------------------------------	-------------	---------

**(f) Capacité nouvelle, ajoutée ou retirée**

La valeur calculée dans ce champ représente:

- la capacité installée initiale lorsque cette sous-installation est la première sous-installation d'une installation en site vierge à démarrer l'exploitation normale;
- la nouvelle capacité lorsqu'il s'agit de nouvelles sous-installations considérées comme des extensions significatives de la capacité avec une capacité installée initiale égale à zéro. Dans ce cas, la capacité équivaut à la valeur indiquée au point e).
- la capacité ajoutée dans le cas d'extensions significatives de la capacité;
- la capacité retirée dans le cas de réductions significatives de la capacité. La capacité retirée n'est pas la capacité «restante».

Pour les extensions significatives de la capacité, on vérifiera que la capacité a bien été augmentée d'au moins 10 %. Pour les réductions, on vérifiera que la capacité a bien été diminuée d'au moins 10 %.

Il est ensuite vérifié à la rubrique K.IV de la feuille «K\_Summary» que l'allocation provisoire modifiée à la sous-installation considérée est supérieure à 50 000 quotas, représentant au moins 5 % du nombre de quotas calculé avant la modification physique.

Le quotient de la capacité et la capacité nominale seront calculés à des fins de contrôle de plausibilité. Dans le cas des extensions, cette capacité est la capacité ajoutée; dans le cas des réductions, c'est la capacité restante.

Pâte à partir de papier recyclé	Adt / année	43 500
---------------------------------	-------------	--------

**C nouvelle / C initiale**

1,20

**C / C nominale**

0,87

Figure 67 : Calculs de capacités - Extension significative de capacité

**(d) Capacité installée initiale**

Pour les modifications significatives, la valeur calculée dans ce champ est reprise des données saisies dans la feuille A, rubrique V, laquelle doit être obligatoirement remplie. Si cette sous-installation est la première sous-installation d'une installation en site vierge à démarrer une exploitation normale, la valeur calculée dans ce champ est la moyenne des deux niveaux d'activité mensuels les plus élevés supra multipliée par 12.

Remarque:

Conformément à l'article 17, paragraphe 4, des CIM, la capacité initiale doit être déterminée «suivant la méthode indiquée à l'article 7, paragraphe 3,...». Il est fait référence ici à la méthode de détermination de la capacité et non au paragraphe dans son ensemble (qui inclut la période 2005-2008). Par conséquent, la capacité est déterminée à partir des deux volumes de production mensuels les plus élevés durant la période appropriée et non par vérification expérimentale, sauf dans les cas de force majeure (lorsque toutes les données ont été perdues).

Pâte à partir de papier recyclé	Adt / année	222 000
---------------------------------	-------------	---------

**(e) Nouvelle capacité installée**

La valeur calculée ici est la moyenne des deux niveaux d'activité mensuels les plus élevés au point b), iii.

Si cette sous-installation est la première sous-installation d'une installation en site vierge à démarrer une exploitation normale, cette valeur n'est pas pertinente et la case

Pâte à partir de papier recyclé	Adt / année	180 000
---------------------------------	-------------	---------

**(f) Capacité nouvelle, ajoutée ou retirée**

La valeur calculée dans ce champ représente:

- la capacité installée initiale lorsque cette sous-installation est la première sous-installation d'une installation en site vierge à démarrer l'exploitation normale;
- la nouvelle capacité lorsqu'il s'agit de nouvelles sous-installations considérées comme des extensions significatives de la capacité avec une capacité installée initiale égale à zéro. Dans ce cas, la capacité équivaut à la valeur indiquée au point e).
- la capacité ajoutée dans le cas d'extensions significatives de la capacité;
- la capacité retirée dans le cas de réductions significatives de la capacité. La capacité retirée n'est pas la capacité «restante».

Pour les extensions significatives de la capacité, on vérifiera que la capacité a bien été augmentée d'au moins 10 %. Pour les réductions, on vérifiera que la capacité a bien été diminuée d'au moins 10 %.

Il est ensuite vérifié à la rubrique K.IV de la feuille «K\_Summary» que l'allocation provisoire modifiée à la sous-installation considérée est supérieure à 50 000 quotas, représentant au moins 5 % du nombre de quotas calculé avant la modification physique.

Le quotient de la capacité et la capacité nominale seront calculés à des fins de contrôle de plausibilité. Dans le cas des extensions, cette capacité est la capacité ajoutée; dans le cas des réductions, c'est la capacité restante.

Pâte à partir de papier recyclé	Adt / année	-42 000
---------------------------------	-------------	---------

**C nouvelle / C initiale**

0,81

**C / C nominale**

1,00

Figure 68 : Calculs de capacités - Réduction significative de capacité



### 4.3.5 Niveau d'activité - Onglets *F\_ProductBM* et *G\_Fall-back*

#### L'ESSENTIEL

##### DESCRIPTIF

L'onglet F (respectivement G) concerne les sous-installations relevant de référentiel de produits (respectivement de chaleur, de combustibles et émissions de procédé). Ici, on considère **uniquement la sous-installation concernée par la modification**. L'objectif est de calculer le **niveau d'activité** lié à la capacité ajoutée ou retirée de la sous-installation modifiée.

##### INFORMATIONS À RENSEIGNER

Si la sous-installation relève d'un référentiel de produit, les données suivantes sont récupérées automatiquement :

- Le coefficient d'utilisation standard de la capacité (SCUF), **inférieur à 1** ;
- Le niveau d'activité, ajouté ou retiré, calculé automatiquement par l'outil Excel.

En revanche, certaines informations spécifiques (cas particuliers), sont à renseigner, et sont détaillées dans la section ci-dessous.

Si la sous-installation ne relève pas d'un référentiel de produit, l'exploitant doit renseigner :

- Le coefficient d'utilisation de la capacité applicable (RCUF), **inférieur à 1** ;
- Le niveau d'activité, ajouté ou retiré, calculé automatiquement par l'outil Excel.

##### POURQUOI ?

Le niveau d'activité, ajouté ou retiré, de la sous-installation modifiée est réclamé car la nouvelle capacité installée n'est pas représentative de l'activité réelle sur l'année. Un coefficient doit y être appliqué dans un souci d'**exactitude** et de **réalisme**. Ce niveau d'activité est ensuite utilisé pour le calcul de l'allocation de quotas à titre gratuit.

#### 4.3.5.1 Présentation et définitions

Pour évaluer le niveau d'activité lié à la capacité ajoutée ou retirée de la sous-installation concernée, deux nouveaux paramètres, décrits précédemment, sont nécessaires :

- SCUF : Standard Capacity Utilization Factor, ou coefficient d'utilisation de la capacité standard.
- RCUF : Relevant Capacity Utilization Factor, ou coefficient d'utilisation de la capacité applicable.

Pour consulter leur définition, se référer au **Paragraphe 3.3.5.1**.

Ainsi, en fonction de la catégorisation de la sous-installation, l'exploitant utilisera le SCUF fourni par l'outil Excel (référentiel de produit), ou un RCUF qu'il doit renseigner et justifier (pour les autres référentiels).

Ces coefficients, combinés à la capacité ajoutée ou retirée, calculée précédemment, permettent le calcul du niveau d'activité lié à la modification de la sous-installation, comme décrit ci-dessous :



**DÉFINITION - NIVEAU D'ACTIVITÉ**

**Niveau d'activité** : Le niveau d'activité lié à la capacité ajoutée ou retirée est calculé de la manière suivante, selon les référentiels concernés :

*AL = niveau d'activité lié à la capacité ajoutée ou retirée*

Sous installation avec <b>BM<sub>produit</sub></b>	$AL \text{ [unité de production du produit]} = C_{\text{ajoutée/retirée}} \times SCUF$
Sous installation avec <b>BM<sub>chaleur</sub></b>	$AL \text{ [TJ de chaleur]} = C_{\text{ajoutée/retirée}} \times RCUF$
Sous installation avec <b>BM<sub>combustibles</sub></b>	$AL \text{ [TJ de combustible]} = C_{\text{ajoutée/retirée}} \times RCUF$
Avec <b>émissions de procédé</b>	$AL \text{ [t CO}_2\text{éq]} = C_{\text{ajoutée/retirée}} \times RCUF$

Figure 69 : Calcul des niveaux d'activité en fonction des référentiels

Le niveau d'activité lié à la capacité ajoutée ou retirée de la sous-installation doit être vérifié par un **vérificateur agréé indépendant**.

#### 4.3.5.2 Questionnaire : Structure des onglets de calcul

Le calcul du niveau d'activité lié à la capacité ajoutée ou retirée est réalisé également au sein des onglets F, G ou H, en fonction de la catégorisation de la sous-installation. Ce calcul est effectué à la suite du calcul de la capacité ajoutée ou retirée.

##### Onglet F\_ProductBM

A la suite du calcul de la capacité ajoutée ou retirée de la sous-installation, d'autres rubriques sont à renseigner par l'exploitant, ou renseignées automatiquement.

##### ➤ Allocation provisoire

Cette rubrique doit être remplie si l'on se trouve dans le **Cas 2** de la définition de modification significative de capacité (**Paragraphe 4.1**), c'est à dire si la modification ayant lieu n'engendre pas de modification de la capacité initiale supérieure à 10%, mais conduit à une modification d'allocation d'au moins 50 000 quotas/an représentant au minimum 5% de l'allocation initiale. Un calcul relatif à l'impact de la modification en termes de quotas alloués doit alors être effectué.

Si concerné, l'exploitant doit entrer ici l'**allocation provisoire** relative à la sous-installation en question, **avant modification**. Pour rappel, l'allocation provisoire est la quantité de quotas allouée sans application des facteurs présentés au **Paragraphe 2.2**.

##### ➤ Coefficient d'utilisation standard de la capacité : SCUF

Comme indiqué dans les définitions ci-dessus, ce paramètre est complété **automatiquement**, en fonction du référentiel de produit sélectionné pour la sous-installation.

##### ➤ Niveau d'activité de la capacité ajoutée ou réduite

Ce calcul est effectué automatiquement par l'outil, à partir de la formule présentée dans l'encadré « Définition - Niveau d'activité ».

Les sections suivantes ne sont pas spécifiques à la modification significative de capacité. Pour plus de détails concernant ces sections, se référer au [Paragraphe 3.3.5.2](#) :

- Interchangeabilité combustible/électricité ;
- Chaleur importée d'installations ou d'entité hors SEQE ;
- Quantité de pâte à papier mise sur le marché ;
- Informations relatives à la production (identification et niveaux de production)

#### Onglet G\_Fall-back

A la suite du calcul de la capacité modifiée de la sous-installation concernée, d'autres rubriques sont à renseigner par l'exploitant, ou renseignées automatiquement. Nous rappelons que cet onglet est divisé en six sections qui correspondent aux trois référentiels restants, en séparant, pour chaque référentiel, l'exposition ou non à un risque de fuite de carbone.

Quelque soit le référentiel concerné au sein de cet onglet, les informations suivantes sont à renseigner :

##### ➤ Allocation provisoire

Cette rubrique doit être remplie si l'on se trouve dans le **Cas 2** de la définition de modification significative de capacité ([Paragraphe 4.1](#)), c'est à dire si la modification ayant lieu n'engendre pas de modification de la capacité initiale supérieure à 10%, mais conduit à une modification d'allocation d'au moins 50 000 quotas/an représentant au minimum 5% de l'allocation initiale. Un calcul relatif à l'impact de la modification en termes de quotas alloués doit alors être effectué.

Si concerné, l'exploitant doit entrer ici l'**allocation provisoire** relative à la sous-installation en question, avant modification. Pour rappel, l'allocation provisoire est la quantité de quotas allouée sans application des facteurs présentés au [Paragraphe 2.2](#).

##### ➤ Coefficient d'utilisation de la capacité applicable : RCUF

Comme indiqué dans les définitions ci-dessus, ce paramètre est à renseigner par l'exploitant.

**Attention ! Le RCUF renseigné par l'exploitant doit être inférieur à 1.**

##### ➤ Niveau d'activité de la capacité nouvelle

Ce calcul est effectué automatiquement par l'outil, à partir de la formule présentée dans l'encadré « Définition - Niveau d'activité ».

Les sections relatives à la production (identification et niveaux de production) ne sont pas spécifiques à la modification significative de capacité. Pour plus de détails concernant ces sections, se référer au [Paragraphe 3.3.5.2](#).

#### Onglet H\_SpecialBM

Si la sous-installation modifiée est concernée par l'un des référentiels produits considérés comme « spéciaux », l'exploitant devra remplir les données relatives à cette sous-installation au sein de l'onglet H. **Nous ne détaillons pas ici ces cas particuliers.**

Les principes de calculs sont similaires à ceux présentés plus haut. L'outil Excel fournit des explications pour chaque cas particulier concerné.

## INSTALLATION K'ESQUE-SEQE SA

## Onglet F\_ProductBM

Pour la sous-installation « Pâte à papier à partir de recyclés », la condition quantitative sur le gain de capacité (supérieur à 10%) est remplie. De même, pour le cas de réduction significative, cette condition est également remplie. Le champs relatif à l'allocation provisoire ne doit pas être rempli et est donc grisé.

## (g) Allocation provisoire

La présente rubrique ne doit être complétée que si le critère des 10 % visé au point e) n'est pas rempli.

Veuillez indiquer ici le dernier nombre annuel provisoire de quotas d'émission alloués à titre gratuit à cette sous-installation avant la modification.

Figure 70 : Allocation provisoire à renseigner en cas de modification de capacité

Le SCUF, entré automatiquement par l'outil Ecel, est égal à 0,8870. Le niveau d'activité de la sous-installation est calculé ensuite automatiquement.

## (h) Coefficient d'utilisation standard de la capacité («SCUF» 0,8870

Il s'agit d'un facteur adimensionnel qui s'affichera automatiquement.

## (i) Niveau d'activité de la capacité nouvelle, ajoutée ou retirée au sens de l'article 18, paragraphe 1, des CIM

La valeur calculée dans ce champ est [SCUF au point j)] x [capacité nouvelle, ajoutée ou retirée calculée au point h) ci-dessus]. Cette valeur ne peut être calculée que si aucun message d'erreur ne s'affiche au point h).

Pâte à partir de papier recyclé Adt / année 38 585

Figure 71 : Niveau d'activité - Extension de capacité - référentiel produit

## (h) Coefficient d'utilisation standard de la capacité («SCUF» 0,8870

Il s'agit d'un facteur adimensionnel qui s'affichera automatiquement.

## (i) Niveau d'activité de la capacité nouvelle, ajoutée ou retirée au sens de l'article 18, paragraphe 1, des CIM

La valeur calculée dans ce champ est [SCUF au point j)] x [capacité nouvelle, ajoutée ou retirée calculée au point h) ci-dessus]. Cette valeur ne peut être calculée que si aucun message d'erreur ne s'affiche au point h).

Pâte à partir de papier recyclé Adt / année -37 254

Figure 72 : Niveau d'activité - Réduction de capacité - référentiel produit

## Onglet G\_Fall-back

Supposons ici que la sous-installation modifiée soit celle soumise au référentiel de chaleur, non exposée au risque de fuite de carbone.

Dans le cas de l'installation K'ESQUE-SEQE SA, on fait l'hypothèse d'un RCUF égal à 0,8.

## (e) Capacité nouvelle, ajoutée ou retirée

Sous-installation avec référentiel de chaleur, TJ / année 107

C nouvelle / C initiale

C / C nominale  
2,14

## (f) Allocation provisoire

## (g) Coefficient d'utilisation de la capacité applicable:

0,8000

Justifications

## (h) Niveau d'activité de la capacité nouvelle, ajoutée ou retirée au sens de l'article 18, paragraphe 1, des CIM

Sous-installation avec référentiel de chaleur, TJ / année 86

Figure 73 : Niveau d'activité - Sous-installation modifiée avec référentiel chaleur

## 4.4 Calcul de la nouvelle allocation

### L'ESSENTIEL

#### DESCRIPTIF

Toutes les données relatives aux calculs de l'allocation de quotas à titre gratuit sont regroupées dans l'onglet K\_Summary.

Récapitulatif des calculs effectués :

	Extension significative	Réduction significative
Allocation provisoire modifiée	$AL_{\text{extension}} \times BM_{\text{concerné}} \times CLEF$	$AL_{\text{réduction}} \times BM_{\text{concerné}} \times CLEF$
Allocation finale modifiée	$Alloc.\text{provisoire}_{\text{extension}} \times LRF$	$Alloc.\text{provisoire}_{\text{réduction}} \times CRF$
Allocation finale totale	$Alloc.\text{finale}_{\text{initiale}} + Alloc.\text{finale}_{\text{extension}}$	$Alloc.\text{finale}_{\text{initiale}} - Alloc.\text{finale}_{\text{réduction}}$
Obtention des quotas	A partir de l'année du début d'exploitation modifiée, au prorata du nombre de jours après le début d'exploitation modifiée	A partir de l'année suivant l'année du début d'exploitation modifiée

Tableau 12 : Récapitulatif des calculs pour l'allocation en cas de modification significative de capacité

En cas d'extension significative de capacité :

L'allocation provisoire liée à la **capacité ajoutée** est déterminée pour la période après le début d'exploitation modifiée. La valeur associée au référentiel concerné (**Paragraphe 2.1.2**) est appliquée au niveau d'activité renseigné plus haut. Puis, est appliqué le facteur d'exposition au risque de fuite de carbone, si concerné.

L'allocation finale liée à la **capacité ajoutée** (année par année) est ensuite calculée, en appliquant le **facteur de réduction linéaire de 1,74%** fixé par la Commission européenne à l'allocation provisoire définie ci-dessus.

L'allocation finale totale (année par année) correspond à l'allocation finale initiale, à laquelle est ajoutée l'allocation finale liée à la capacité ajoutée, calculée ci-dessus.

*L'allocation finale est obtenue pour l'année du début d'exploitation modifiée, au prorata du nombre de jours après la date de début d'exploitation modifiée.*

En cas de réduction significative de capacité :

L'allocation provisoire liée à la **capacité retirée** est déterminée pour la période après le début d'exploitation modifiée. La valeur associée au référentiel concerné (**Paragraphe 2.1.2**) est appliquée au niveau d'activité renseigné plus haut. Puis, est appliqué le facteur d'exposition au risque de fuite de carbone, si concerné.

L'allocation finale liée à la **capacité retirée** (année par année) est ensuite calculée, en appliquant le **facteur de correction transsectoriel** à l'allocation provisoire définie ci-dessus.

**L'allocation finale totale** (année par année) correspond à l'allocation finale initiale, à laquelle est retirée l'allocation finale liée à la capacité retirée, calculée ci-dessus.

*L'allocation finale est obtenue l'année suivant le début d'exploitation modifiée.*

#### **INFORMATIONS A RENSEIGNER**

Aucune information supplémentaire n'est à renseigner par l'exploitant.

#### **POURQUOI ?**

L'application des valeurs des référentiels, calculées à partir des installations les plus performantes en matière d'émissions de GES, a pour objectif **d'encourager la réduction d'émissions**.

Le facteur d'exposition au risque de fuite de carbone permet d'assurer une certaine **flexibilité** du système, en évitant d'alourdir les obligations qui pèsent sur les secteurs fortement exposés à la concurrence internationale.

Enfin, le facteur de réduction linéaire et le facteur de correction transsectoriel sont appliqués, en fonction des cas, année par année, afin de garantir **l'atteinte des objectifs de réduction des émissions et d'assurer la cohérence** entre plafond européen et allocations à chaque installation.

### **4.4.1 Allocation provisoire - Onglet *K\_Summary***

A ce stade de la démarche, toutes les données essentielles relatives à l'installation ont déjà été renseignées par l'exploitant. L'objectif est maintenant d'évaluer, par un calcul, le nombre annuel provisoire de quotas d'émission alloués à titre gratuit lié à la modification, pour la période après le début d'exploitation modifiée.

Les formules de calcul, explicitées au sein des [Articles 20 et 21 de la Décision 2011/278/UE](#), et des [Sections 4 et 5 de la Guidance n°7 de la CE](#), sont répertoriées ci-dessous.

#### **DÉFINITION - ALLOCATION PROVISOIRE A PARTIR DU DÉBUT DE L'EXPLOITATION NORMALE**

Le calcul, effectué automatiquement par l'outil Excel, dépend du référentiel concerné :

*AL = Niveau d'activité annuel ajouté ou retiré ([Paragraphe 4.2.5](#))*

Avec **BM<sub>produit</sub>** : Allocation provisoire =  $BM_{produit} \times AL \times CLEF$

Avec **BM<sub>chaleur</sub>** : Allocation provisoire =  $BM_{chaleur} (62,3 \text{ quotas/TJ}) \times AL \times CLEF$

Avec **BM<sub>combustibles</sub>** : Allocation provisoire =  $BM_{combustible} (56,1 \text{ quotas/TJ}) \times AL \times CLEF$

Avec **émissions de procédé** : Allocation provisoire =  $0,97_{(quotas/t \text{ CO}_2\text{eq})} \times AL \times CLEF$

Les valeurs du CLEF appliquées par année sont mentionnées au niveau du [Paragraphe 2.2](#).

Ce calcul est effectué automatiquement par l'outil Excel. Le résultat apparaît dans le dernier onglet, appelé « **K\_Summary** ».

Cet onglet répertorie toutes les informations essentielles de la demande de quotas. L'allocation provisoire de quotas à partir du début d'exploitation modifiée pour la sous-installation se trouve dans la **Section IV : Données relatives à la sous-installation et pertinentes aux fins de l'allocation**.

## INSTALLATION K'ESQUE-SEQUE SA

Ci-dessous, la capture d'écran relative à l'allocation provisoire à partir du début d'exploitation modifiée :

**1 Sous-installation avec référentiel de produit 1:** Pâte à partir de papier recyclé

Exposition CLBM (référentiel)	Valeur du référentiel ou facteur	EIExch?	extension significative de la capacité	
VRAI	30	0,039	EUA / Adt	FAUX

**A. Modifications significatives** pertinent

	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
Capacité notifiée	Adt	19 000,00	21 500,00	20 300,00	16 050,00	20 900,00	22 750,00
Valeurs utilisées pour le calcul	Adt		21 500,00				22 750,00

**B. Cessation partielle** non pertinent

Première sous-installation?	De l'exploitation	Jours restants	C initiale	C nouvelle	C pertinente	Capacité standard	Cessation partielle	ALini	Niveau d'activité
FAUX	13/07/2015	172	222 000	265 500	43 500	0,8870			

Facteurs particuliers:	EIExch-F	Sur hors SEQE	HVC-Corr	VCM-F	PP-F
	1,0000	0	0	1,0000	1,0000

Niveau d'activité (AL) nouveau/	Alloc nouvelle/ajoutée/réduite	Facteur d'ajustement
38 585 Adt / année	1 505 EUA / année	---

Figure 74 : Allocation provisoire liée à la capacité ajoutée après le début d'exploitation modifiée

**1 Sous-installation avec référentiel de produit 1:** Pâte à partir de papier recyclé

Exposition CLBM (référentiel)	Valeur du référentiel ou facteur	EIExch?	réduction significative de la capacité	
VRAI	30	0,039	EUA / Adt	FAUX

**A. Modifications significatives** pertinent

	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
Capacité notifiée	Adt	14 000,00	1 600,00	16 000,00	14 000,00	14 000,00	14 000,00
Valeurs utilisées pour le calcul	Adt	14 000,00		16 000,00			

**B. Cessation partielle** non pertinent

Première sous-installation?	De l'exploitation	Jours restants	C initiale	C nouvelle	C pertinente	Capacité standard	Cessation partielle	ALini	Niveau d'activité
FAUX	01/07/2015	184	222 000	180 000	-42 000	0,8870			

Facteurs particuliers:	EIExch-F	Sur hors SEQE	HVC-Corr	VCM-F	PP-F
	1,0000	0	0	1,0000	1,0000

Niveau d'activité (AL) nouveau/	Alloc nouvelle/ajoutée/réduite	Facteur d'ajustement
-37 254 Adt / année	-1 453 EUA / année	---

Figure 75 : Allocation provisoire liée à la capacité retirée après le début d'exploitation modifiée

## 4.4.2 Allocation finale - Onglet K\_Summary



**A noter :** L'allocation finale est déterminée après validation de l'allocation provisoire totale par la Commission européenne.

## DÉFINITION - ALLOCATION FINALE TOTALE

Pour calculer l'allocation finale totale, il faut distinguer les cas d'extension des cas de réduction significative.

**En cas d'extension significative de capacité :**

Les allocations mentionnées ici sont liées à la capacité ajoutée de la sous-installation. Le calcul, effectué automatiquement par l'outil Excel, est le suivant :

$$\text{Allocation finale}_{\text{extension}} = \text{Allocation provisoire}_{\text{extension}} \times \text{Facteur de réduction linéaire}$$

*Article 20.1 de la Décision 2011/278/UE*

Le facteur de réduction linéaire appliqué est de -1,74 %, de 2013 à 2020. Les valeurs appliquées par année sont mentionnées au niveau du **Paragraphe 2.2.**

L'allocation finale totale est ensuite calculée selon l'équation suivante :

$$\text{Allocation finale}_{\text{totale}} = \text{Allocation finale}_{\text{initiale}} + \text{Allocation finale}_{\text{extension}}$$

**Rappel :** L'allocation finale initiale est définie au **Paragraphe 4.2.**

**En cas de réduction significative de capacité :**

Les allocations mentionnées ici sont liées à la capacité retirée de la sous-installation. Le calcul, effectué automatiquement par l'outil Excel, est le suivant :

$$\text{Allocation finale}_{\text{réduction}} = \text{Allocation provisoire}_{\text{réduction}} \times \text{Facteur de correction transsectoriel}$$

*Article 21.2 de la Décision 2011/278/UE*

Les valeurs du facteur de correction transsectoriel (CSCF) appliquées par année sont mentionnées au niveau du **Paragraphe 2.2.**

L'allocation finale totale est ensuite calculée selon l'équation suivante :

$$\text{Allocation finale}_{\text{totale}} = \text{Allocation finale}_{\text{initiale}} - \text{Allocation finale}_{\text{réduction}}$$

**Rappel :** L'allocation finale initiale est définie au **Paragraphe 4.2.**

Ce calcul est effectué automatiquement par l'outil Excel. Le résultat apparaît également dans le dernier onglet, « K\_Summary ». Ce résultat est retrouvé dans la **Section V** : « Calcul de la quantité annuelle de quotas alloués à titre gratuit ».

### INSTALLATION K'ESQUE-SEQE SA

Ci-dessous, la capture d'écran relative à l'allocation finale de quotas à titre gratuit la plus récente **avant modification**. Ces données sont tirées de l'onglet A\_InstallationData, renseignées par l'exploitant :

1 Quantité annuelle finale la plus récente de quotas alloués à titre gratuit avant la présente demande									
<i>Les quantités indiquées correspondent à la quantité totale finale de quotas alloués à titre gratuit avant la présente demande calculée sur la base des données introduites à la</i>									
(a) Allocation finale la plus récente sans facteurs d'ajustement									
<i>Ces valeurs sont conformes aux dispositions de l'article 10, paragraphe 9, ou de l'article 19, paragraphe 5, des CIM, selon le cas. Les cessations partielles (article 23) ne sont pas</i>									
Sous-installation	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	
0 Phase before start									
1 Pâte à partir de papier recyclé	4 419	7 546	7 413	7 279	7 145	7 012	6 878	6 745	
2 Papier fin non couché	13 600	25 013	24 570	24 127	23 684	23 241	22 798	22 355	
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									
11 Sous-installation avec référentiel de									
12 Sous-installation avec référentiel de	2 466	3 836	3 398	2 974	2 564	2 167	1 782	1 412	
13 Sous-installation avec référentiel de									
14 Sous-installation avec référentiel de									
15 Sous-installation avec émissions de									
16 Sous-installation avec émissions de									
17 Ménages privés									
Allocation	20 485	36 395	35 381	34 380	33 393	32 420	31 458	30 512	

**Figure 76 : Allocation finale avant modification**

Ci-dessous, la capture d'écran relative à l'allocation finale de quotas à titre gratuit liée à la **capacité ajoutée**. L'allocation est mise en place dès l'année de début d'exploitation modifiée (ici : 2015), calculée au prorata du nombre de jour depuis la date de début d'exploitation modifiée.



**Cas secondaire :** La capture d'écran ci-dessous concerne l'allocation finale de quotas à titre gratuit liée à la capacité retirée. L'allocation est mise en place l'année suivant le début d'exploitation modifiée (ici : 2016).

## 2 Quantité annuelle finale totale ajoutée de quotas d'émission alloués à titre gratuit:

### (a) Allocation nouvelle/ajoutée/réduite

Si l'installation est une installation en site vierge ou si une installation existante demande la modification de l'allocation à la suite de modifications significatives, l'allocation finale ajoutée ou réduite est calculée au présent point.

Les facteurs de calculs utilisés sont le facteur de fuite de carbone, le facteur linéaire visé à l'article 10 bis, paragraphe 4, de la directive SEQE-UE et le facteur de correction transsectoriel (CSCF) conformément à l'article 15, paragraphe 3, des CIM.

Veuillez noter que le CSCF n'est pertinent que pour les réductions significatives de la capacité des installations existantes non classifiées comme producteurs d'électricité.

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Facteur de fuite de carbone	0,8000	0,7286	0,6571	0,5857	0,5143	0,4429	0,3714	0,3000
CSCF	0,9427	0,9263	0,9098	0,8930	0,8761	0,8590	0,8417	0,8244
Facteur linéaire	1,0000	0,9826	0,9652	0,9478	0,9304	0,9130	0,8956	0,8782

Sous-installation	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
0 Phase before start								
1 Pâte à partir de papier recyclé	0	0	685	1 426	1 400	1 374	1 348	1 322
2 Papier fin non couché								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12 Sous-installation avec référentiel de								
13								
14								
15								
16								
Somme	0	0	685	1 426	1 400	1 374	1 348	1 322

Figure 77 : Allocation finale de quotas à titre gratuit liée à la capacité ajoutée

Sous-installation	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
0 Phase before start								
1 Pâte à partir de papier recyclé	0	0	0	-1 298	-1 273	-1 248	-1 223	-1 198
2 Papier fin non couché								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12 Sous-installation avec référentiel de								
13								
14								
15								
16								
Somme	0	0	0	-1 298	-1 273	-1 248	-1 223	-1 198

Figure 78 : Allocation finale de quotas à titre gratuit liée à la capacité retirée

Ci-dessous, la capture d'écran relative à l'allocation finale **totale** de quotas à titre gratuit.



**3 Quantité finale prévue de quotas d'émission alloués à titre gratuit, donnée à titre indicatif:**

Les quantités qui s'affichent dans ce champ correspondent au calcul de la quantité totale finale des quotas alloués à titre gratuit conformément à l'article 19, paragraphe 5, et à l'article 21, paragraphe 2, des CIM, après application des facteurs d'ajustement au sens de l'article 23 des CIM.

Sous-installation	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
0 Phase before start								
1 Pâte à partir de papier recyclé	4 419	7 546	8 098	8 705	8 545	8 386	8 226	8 067
2 Papier fin non couché	13 600	25 013	24 570	24 127	23 684	23 241	22 798	22 355
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12 Sous-installation avec référentiel de	2 466	3 836	3 398	2 974	2 564	2 167	1 782	1 412
13								
14								
15								
16								
17 Ménages privés								
Total final free allocation	20 485	36 395	36 066	35 806	34 793	33 794	32 806	31 834

Figure 79 : Allocation finale totale de quotas à titre gratuit - Extension significative

Sous-installation	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
0 Phase before start								
1 Pâte à partir de papier recyclé	4 419	7 546	7 413	5 981	5 872	5 764	5 655	5 547
2 Papier fin non couché	13 600	25 013	24 570	24 127	23 684	23 241	22 798	22 355
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12 Sous-installation avec référentiel de	2 466	3 836	3 398	2 974	2 564	2 167	1 782	1 412
13								
14								
15								
16								
17 Ménages privés								
Total final free allocation	20 485	36 395	35 381	33 082	32 120	31 172	30 235	29 314

Figure 80 : Allocation finale totale de quotas à titre gratuit - Réduction significative

## 4.5 Planning des démarches

**Attention !** Les Etats membres n'acceptent que les demandes qui sont soumises à l'autorité compétente dans l'année suivant le début de l'exploitation modifiée.

Par ailleurs, si la date de début d'exploitation modifiée n'est pas définie à la fin de l'année durant laquelle a eu lieu la modification de la sous-installation (*exemple : ajout de ligne en septembre*), l'exploitant doit tout de même communiquer à l'autorité compétente **au plus tard le 31 décembre** de l'année en cours, toutes les informations utiles concernant les modifications prévues ou effectives de la capacité, du niveau d'activité et de l'exploitation d'une installation.

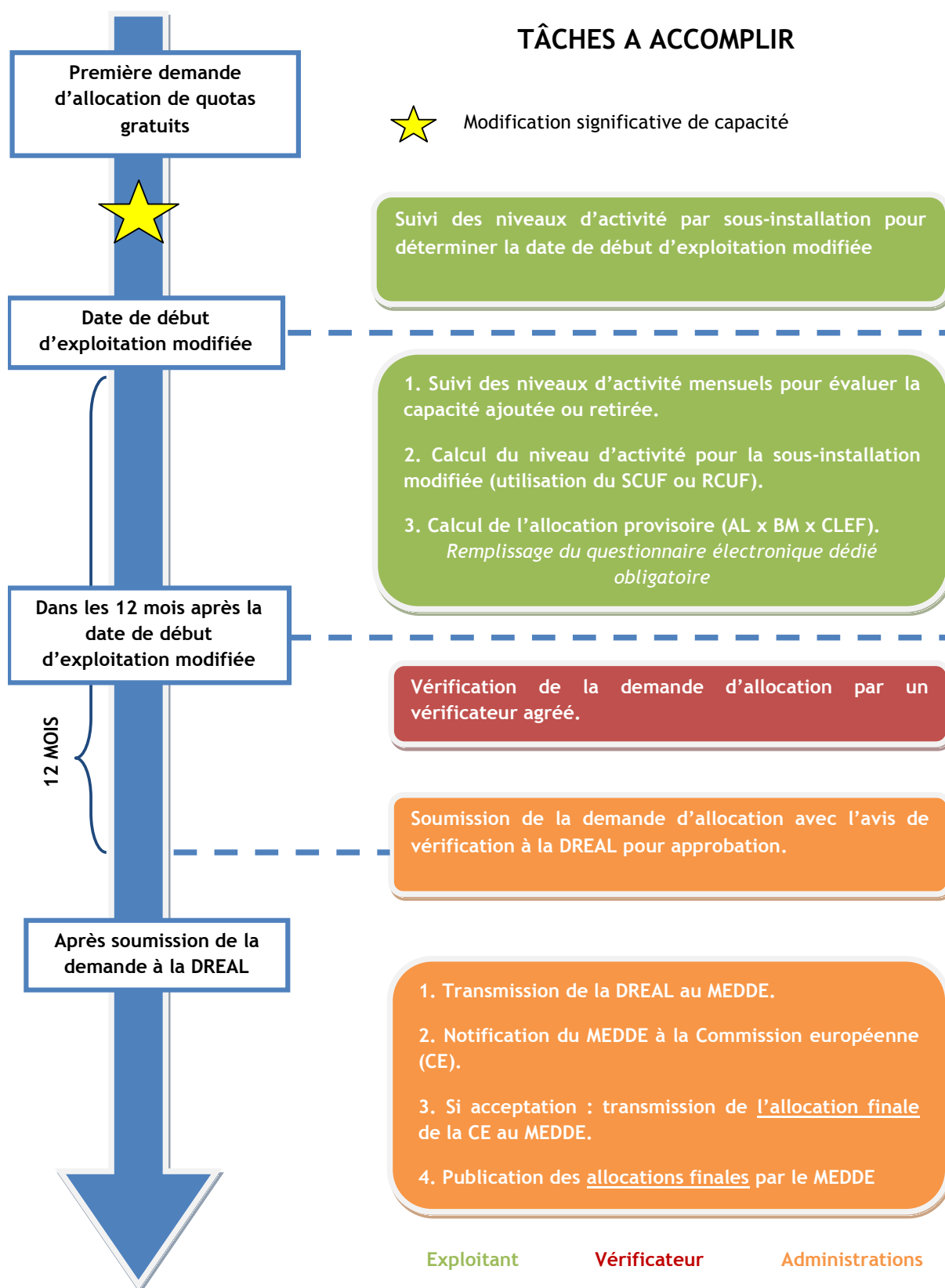


Figure 81 : Planning des démarches - Modification significative de capacité

## 5. Modalités d'allocation en cas de cessations partielles d'activités

### 5.1 Qu'est ce qu'une cessation partielle d'activité ?

*Les installations concernées par une « cessation partielle d'activité » sont définies dans l'Article 23.1 de la Décision du 27 avril 2011.*

#### L'ESSENTIEL

Une sous-installation est considérée en cessation partielle d'activité si elle remplit les conditions suivantes :

- Baisse du niveau d'activité annuel d'au moins 50% par rapport au niveau d'activité annuel initial **ET**
  - Contribution à au moins 30% de la quantité annuelle finale de quotas d'émission délivrés gratuitement à l'installation **OU**
  - Donnant lieu à la délivrance de plus de 50 000 quotas.

Cette nouvelle allocation sera effective l'année suivant celle de la cessation partielle.

**Attention !** La quantité de quotas peut être revue à la hausse si la sous-installation concernée voit son activité reprendre. Cette nouvelle allocation sera effective l'année suivant celle de la reprise.

Les paramètres qui entrent en jeu pour déterminer si la situation constatée est bien une cessation partielle d'activité sont à étudier au niveau de la **sous-installation**. Il est nécessaire d'avoir préalablement défini les différentes sous-installations de l'installation, classées par référentiel (**Paragraphe 2.1.2**).

Afin de déterminer si une **sous-installation** peut être considérée en cessation partielle d'activité, plusieurs conditions doivent être remplies :

- Le niveau d'activité annuel de la sous-installation doit être en baisse **d'au moins 50%** par rapport au niveau d'activité annuel initial

#### **ET**

- La sous-installation en question doit contribuer à **au moins 30%** de la quantité annuelle finale de quotas d'émission délivrés gratuitement à l'installation **OU**
- La sous-installation doit donner lieu à la délivrance de **plus de 50 000 quotas**.

Les critères déterminants pour justifier d'une telle situation sont présentés dans les sections suivantes :

- Allocation finale initiale : **Paragraphe 5.2** ;
- Niveau d'activité initial : **Paragraphe 5.3**.

L'échelle de temps à considérer est l'année civile.

Ainsi, deux aspects différents sont à considérer lorsqu'il s'agit de déterminer si une sous-installation est en cessation partielle d'activité :

- Condition sur le **niveau de baisse de l'activité** de la sous-installation ;
- Condition sur la **quantité de quotas allouée à la sous-installation** avant cessation partielle: poids dans l'installation globale ou niveau absolu.

**Attention ! Cessation partielle ou réduction significative ?**

Contrairement à une modification significative de capacité, une cessation partielle d'activité n'est **pas liée à une modification physique** de la sous-installation. En revanche, une modification physique peut conduire à une cessation partielle, mais il n'est pas possible d'être à la fois en situation de réduction significative et cessation partielle pour une même sous-installation. Après une réduction significative de capacité, l'allocation de quotas est calculée en tenant compte de la nouvelle capacité installée et du niveau d'activité associé, faisant alors office de **nouvelle situation initiale**. Lors d'une cessation partielle d'activité, c'est le niveau de baisse d'activité constaté qui importe, et non pas la capacité installée.

La démarche à entreprendre est illustrée par l'installation fictive « Installation K'ESQUE-SEQE SA », dont l'organisation et le fonctionnement initial sont présentés au **Paragraphe 3.1.1.**

Nous considérons ici que l'installation en question est **une installation en place** (autorisations obtenues avant le 30 juin 2011) ; et souhaite actualiser sa demande d'allocation de quotas gratuits suite à une **cessation partielle d'activité** de sa sous-installation « **Pâte à papier fin non couché** ».

En premier lieu, il est important de vérifier si la sous-installation en question est éligible à une cessation partielle d'activité.

**Tous les calculs présentés dans l'étude de cas sont effectués automatiquement par l'outil Excel, à partir des données renseignées par l'exploitant (Paragraphe 5.3).**

**INSTALLATION K'ESQUE-SEQUE SA**

A partir du 1<sup>er</sup> juillet 2015, l'exploitant décide de ralentir sa production de papier fin non couché. La **sous-installation** concernée, définie au **Paragraphe 3.1.1**, est celle associée au référentiel de produit « **Papier fin non couché** ».

Pour déterminer si l'exploitant peut prétendre à une cessation partielle pour cette sous-installation, nous vérifions tout d'abord les conditions énumérées au **Paragraphe 5.1.1**. Ci-dessous les données nécessaires pour la vérification des conditions :

Allocation finale totale de l'installation en 2015	35 381
Allocation finale de la sous-installation « Papier fin non couché » en 2015	24 570
Niveau d'activité initial de la sous-installation « Papier fin non couché »	80 050 Adt/an
Niveau d'activité de la sous-installation « Papier fin non couché » après la réduction d'activité	38 000 Adt/an

**Tableau 13 : Données nécessaires à la validation du statut de cessation partielle d'activité**

Condition sur la quantité finale de quotas allouée avant la cessation partielle :

La quantité de quotas allouée gratuitement à la sous-installation « Papier fin non couché » est de **24 570 quotas/an**. Ce niveau est largement inférieur à 50 000 quotas. En revanche, cette allocation représente 69% de l'allocation finale totale pour l'installation.

$$\frac{24\,570}{35\,381} \times 100 \cong 69\%$$

➔ La condition sur la quantité de quotas allouée avant la cessation partielle est **validée**.

Condition sur le niveau de baisse d'activité de la sous-installation :

Le calcul du pourcentage de la baisse d'activité de la sous-installation valide la condition requise : la sous-installation concernée a subi une baisse d'activité de **52%**, supérieure à 50%.

$$\frac{80\,050 - 38\,000}{80\,050} \times 100 \cong 52\%$$

➔ La condition sur la baisse du niveau d'activité est **validée**.

Nous avons bien une **cessation partielle d'activité** pour la sous-installation « Papier fin non couché ».

## 5.2 Données générales à renseigner - Onglet A\_InstallationData

### L'ESSENTIEL

#### INFORMATIONS À RENSEIGNER

Les données générale à renseigner dans l'onglet A concernent :

- L'identification, **unique**, de l'installation et des activités exercées en son sein ;
- La **nature de la demande** d'allocation ;
- La confirmation de son **admissibilité** à l'allocation de quotas à titre gratuit ;
- L'énumération des **connexions techniques**, du fait des règles d'allocations différentes qui les régissent (*exemple pour la chaleur : [Paragraphe 2.1.2](#)*).

Les données spécifiques aux cessations partielles à renseigner dans l'onglet A concernent :

- L'**allocation initiale** de l'installation pour la période 2013-2020 et l'historique des modifications depuis le 30 juin 2011 ;
- L'identification du **découpage en sous-installations** par référentiel ([Paragraphe 2.1.2](#)) ;
- La détermination des capacités installées initiales (**facultatif**).

Les informations relatives au **vérificateur** de la demande sont nécessaires, car la demande doit obligatoirement être validée avant soumission.

#### POURQUOI ?

Toutes ces données permettent de **définir le périmètre** dans lequel s'inscrit l'installation et l'**objet précis de la demande**. De cette bonne définition découle l'exhaustivité de la comptabilisation des émissions, tout en évitant les double-comptes.

Tout comme pour les nouveaux entrants, certaines informations générales relatives à l'installation sont à renseigner (identifiant, classement des activités, admissibilité, connexions techniques ...). Se référer au [Paragraphe 3.1.2.1](#). En revanche, les sections intégrant des champs à renseigner spécifiquement en cas de cessation partielle d'activité sont détaillées ci-dessous.

### ➤ SECTION III - Allocation initiale

#### Section III.1 Allocation finale à titre gratuit pour les installations en place

L'exploitant doit entrer ici pour chacune de ses sous-installations, la quantité de quotas finale allouée gratuitement sur la période 2013-2020, **avant modification**.

**Attention !** Les quantités de quotas allouées à renseigner ici sont les **allocations finales**, c'est-à-dire les quantités de quotas après application des facteurs présentés au [Paragraphe 2.2](#). Ces allocations sont celles déterminées **avant** le constat de baisse du niveau d'activité de la sous-installation.

**Une première condition à remplir** afin de déterminer si une sous-installation peut être éligible à la cessation partielle d'activité, est celle concernant la **quantité de quotas finale** allouée à la sous-installation en question, avant cessation partielle :

- En absolu : Cette quantité doit être supérieure à **50 000 quotas/an** ;
- En relatif : Au sein de l'installation, elle doit contribuer à au moins **30% de la quantité finale totale** allouée à titre gratuit.

Cette condition est vérifiée **automatiquement** au niveau de l'onglet B, à partir des données récupérées automatiquement dans l'onglet A, à renseigner ici.

### Section III.2 Historique des modifications de l'allocation après le 30 juin 2011

Dans cette section, l'exploitant renseigne toute modification effectuée après le 30 juin 2011, approuvée par l'autorité compétente, à l'exception des modifications faisant l'objet de la présente demande (ici : la cessation partielle). Des listes déroulantes sont préremplies pour cette section (première sous-installation, réduction, extension, cessation partielle, reprise après cessation partielle,).

### Section III.3 Modification des quantités de quotas alloués

Dans cette section, l'exploitant doit renseigner les quantités de quotas attribuées en lien avec les modifications citées au niveau de la section précédente, approuvées par l'autorité compétente. Ces données sont rentrées pour la période 2013-2020.

#### ➤ SECTION VI - Description de la présente demande

Dans cette section, l'exploitant renseigne le découpage qu'il a effectué en sous-installations, relatif aux référentiels présentés au **Paragraphe 2.1.2**. Il précise pour chacune le type de modification effectuée. La sous-installation concernée par la demande devra présenter le statut de « cessation partielle ».

#### ➤ SECTION V : Détermination de la capacité installée initiale

Contrairement aux modifications significatives, le remplissage de ces tableaux est **facultatif**. Les calculs relatifs aux cessations partielles sont axés sur les **niveaux d'activités**, tandis que ceux relatifs aux modifications significatives sont fondés sur les capacités installées initiales.

### INSTALLATION K'ESQUE-SEQE SA

Après avoir renseigné ses informations générales, l'installation K'ESQUE-SEQE SA complète la section «II. Informations relatives à la présente demande », de la manière suivante :

II Informations relatives à la présente demande

**1 Types de changement:**

(a) L'installation a-t-elle été intégrée dans les mesures d'exécution nationales (NIM)? VRAI

Veuillez indiquer «VRAI» si l'installation figure dans la liste des installations établie par l'autorité compétente conformément à l'article 11 de la directive SEQE-UE. Si tel est le cas, cela signifie que l'installation est considérée comme une installation en place, au sens de l'article 3, point a), des CIM, même si l'allocation initiale à titre gratuit était égale à zéro.

(b) L'installation est-elle une installation en site vierge? FAUX

Une installation est considérée comme une installation en site vierge si le présent modèle de demande est utilisé pour une première demande d'allocation à titre gratuit, c'est-à-dire si l'installation ne figure pas dans les NIM et n'a pas notifié dans le passé de modification significative de la capacité.

Si l'installation est une installation en site vierge, le point c) ci-après n'est pas pertinent.

(c) Types de modifications d'allocation pertinents pour la présente demande

Veuillez indiquer ici le(s) type(s) de modification d'allocation pour le(s)quel(s) vous introduisez une demande.

Les trois types de modification d'allocation possibles sont les suivants:

- Extensions (article 20 des CIM) et/ou réductions (article 21 des CIM) significatives de la capacité
- Cessation des activités de l'installation dans son ensemble (article 22 des CIM)
- Veuillez noter que si l'installation dans son ensemble a cessé ses activités, aucun des deux autres types de modification d'allocation ne peut être considéré comme pertinent et traité dans le cadre de la présente demande.
- Cessations partielles des activités et/ou reprise des activités après cessations partielles (article 23 des CIM)
- Veuillez noter qu'en cas de modifications significatives et de cessations partielles concomitantes, celles-ci peuvent faire l'objet d'une seule et même demande.

La saisie de données dans ce champ entraînera l'application de formats conditionnels qui guideront l'utilisateur tout au long du document.

Cessations partielles des activités et/ou reprise des activités après cessations partielles (article 23 des CIM)

**Feuilles et rubriques pertinentes dans le présent modèle**

Selon les données saisies, certaines autres rubriques peuvent devenir non pertinentes et apparaître en gris.

A (except II.3 and II.4) and B

**Figure 82 : Informations relatives à la présente demande - Cessation partielle**

Renseigne les onglets à remplir en fonction de la situation indiquée.



### SECTION III - Allocation initiale

Les données entrées ici sont celles tirées de l'étude de cas « nouvel entrant », présentée au **Paragraphe 2**. Nous considérons cette situation comme la nouvelle situation « initiale » de l'installation, qui doit désormais effectuer sa demande pour cessation partielle. Le terme « allocation finale » est utilisé car les données à renseigner ici sont les allocations après application des facteurs présentés au **Paragraphe 2.2**.

1 Allocation finale à titre gratuit calculée pour les installations en place										pertinent
<a href="#">Entrer des données dans cette section</a>										
<small>Veuillez indiquer ici, pour chaque sous-installation, la quantité de quotas alloués sur la base de la collecte des données de référence effectuée, conformément à l'article 7 des CIM, dans votre État membre aux fins des mesures d'exécution nationales (NIM), en vertu de l'article 11, paragraphe 1, de la directive SEQE-UE.</small>										
<small>Les quantités à indiquer dans ce champ doivent correspondre à la quantité totale finale de quotas alloués à titre gratuit conformément à l'article 10, paragraphe 9, des CIM, à savoir les valeurs de l'allocation corrigées, selon le cas, du facteur linéaire ou du facteur de correction transsectoriel. Les valeurs doivent être reprises de la rubrique K.V.2.c du rapport sur la collecte des données de référence prévues par les NIM, pour autant que l'autorité compétente ait approuvé ces données et que la Commission européenne ait publié le facteur de correction uniforme transsectoriel devant figurer au point K.V.2.b de ce fichier.</small>										
<small>Remarque: Les données saisies ici ne sont pertinentes que pour les installations définies à l'article 3, point a), des CIM.</small>										
Sous-installation	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020		
1 Pâte à partir de papier recyclé	4 419	7 546	7 413	7 279	7 145	7 012	6 878	6 745		
2 Papier fin non couché	13 600	25 013	24 570	24 127	23 684	23 241	22 798	22 355		
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										
11 Sous-installation avec référentiel de chaleur, CL (risque de fuite de carbone)										
12 Sous-installation avec référentiel de chaleur, non-CL (sans risque de fuite de carbone)	2 466	3 836	3 398	2 974	2 564	2 167	1 782	1 412		
13 Sous-installation avec référentiel de combustibles, CL										
14 Sous-installation avec référentiel de combustibles, non-CL										
15 Sous-installation avec émissions de procédé, CL										
16 Sous-installation avec émissions de procédé, non-CL										
17 Ménages privés										
Allocation totale finale à titre gratuit	20 485	36 395	35 381	34 380	33 393	32 420	31 458	30 512		

Figure 83 : Allocation finale avant cessation partielle

Nous considérons ici qu'aucune modification n'a été effectuée après le 30 juin 2011.

### SECTION IV : Description de la demande

Dans cette section, l'exploitant renseigne le découpage en sous-installations et le type de modifications apportées au sein de son installation :

Nouvelle sous-	Sous-installations existantes	Exposition au risque de	Type de modification	message d'erreur
1	Pâte à partir de papier recyclé	VRAI	aucune	
2	Papier fin non couché	VRAI	cessation partielle	
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				
11		VRAI		
12	Sous-installation avec référentiel de chaleur, non-CL (sans risque de fuite de carbone)	FAUX	aucune	
13		VRAI		
14		FAUX		
15		VRAI		
16		FAUX		

Figure 84 : Modifications apportées par sous-installation - Cessation partielle

La modification apportée concerne la sous-installation « Papier fin non couché », pour une cessation partielle d'activité.

### SECTION V : Détermination de la capacité installée initiale

Cette section, facultative, n'est ici pas remplie.

### SECTION VI : Liste des connexions techniques

Les connexions techniques sont les mêmes que celles présentées dans le cas des nouveaux entrants (**Paragraphe 3.1.2.1**).



## 5.3 Données spécifiques à la cessation partielle - Onglet *B\_PartialCessation*

### L'ESSENTIEL

L'onglet B\_Partial Cessation est l'unique onglet à remplir, en complément de l'onglet A, en cas de cessation partielle d'activité.

### INFORMATIONS À RENSEIGNER

Les données à renseigner dans l'onglet B concernant :

- L'identification de l'année de cessation partielle ;
- La vérification des critères d'éligibilité ;
- Les données relatives aux niveaux d'activité : historique, initial et actuel ;
- Le facteur d'ajustement pour la nouvelle allocation.

### POURQUOI ?

Les données à renseigner dans cet onglet permettent de **valider le statut de cessation partielle** d'activité, et également de déterminer le facteur d'ajustement qui sera appliqué à l'allocation de quotas initiale.

### 5.3.1 Présentation et définitions

L'onglet B\_PartialCessation est spécifique des cessations partielles. Il est l'**unique onglet** à compléter en complément de l'onglet A dans cette situation.

L'objectif est de **vérifier** si la sous-installation concernée est effectivement éligible à une cessation partielle d'activité et, le cas échéant, d'identifier le facteur d'ajustement qui devra être appliqué à son allocation initiale.

Les données relatives au premier contrôle concernant la **quantité initiale de quotas allouée** à la sous-installation ont déjà été renseignées par l'exploitant au sein de l'onglet A (**Paragraphe 5.2**).

En revanche, pour le second contrôle, relatif aux **niveaux d'activité** de la sous-installation (après cessation partielle et niveau initial), les données sont à renseigner dans cet onglet. L'articulation de l'onglet est détaillée au sein du **Paragraphe 5.3.2**. Les définitions de ces paramètres, quant à elles, sont incluses ci-dessous.

#### ➤ Niveau d'activité initial

L'encadré ci-dessous détaille les différentes méthodes d'évaluation du niveau d'activité initial, en fonction du statut de l'installation.

#### **Attention !**

Pour l'évaluation des niveaux d'activité avec benchmark chaleur, se référer au **Paragraphe 2.1.2.2** afin de bien définir la chaleur admissible.

### DÉFINITION : NIVEAU D'ACTIVITÉ INITIAL

Pour définir le niveau d'activité initial, les installations en place sont distinguées des nouveaux entrants.

#### 1/ Pour les installations en place

*Article 9 de la Décision du 27 avril 2011*

Le niveau d'activité initial à considérer ici est le **niveau d'activité historique**. Il s'agit de la **valeur médiane** des niveaux d'activités annuels sur la période de référence considérée.



*A noter : Le calcul de la valeur médiane est effectué uniquement pour les années civiles où la sous-installation a été en activité au moins une journée dans l'année.*



*A noter : Si les niveaux d'activités sont plus élevés au cours de la période courant du 1<sup>er</sup> janvier 2009 au 31 décembre 2010, c'est cette période qui doit servir de référence.*

**Attention !** Cas particulier des installations en activité **moins de deux ans** sur la période de référence.

Les niveaux d'activité historiques sont calculés à partir de la capacité installée initiale des sous-installations. Cette dernière peut être définie de deux manières, décrites à l'*Article 7 de la Décision du 27 avril 2011* (moyenne des deux volumes de production mensuels les plus élevés ou vérification expérimentale). Cette capacité installée initiale est ensuite multipliée par le coefficient d'utilisation de la capacité (SCUF ou RCUF, se référer au **Paragraphe 3.3.5.1**).

#### 2/ Pour les nouveaux entrants

*Article 18 de la Décision du 27 avril 2011*

Le niveau d'activité initial à considérer ici est le niveau d'activité utilisé pour déterminer l'allocation lors de la première demande de quotas.

*Rappel : Ce niveau d'activité initial correspond au produit de la capacité installée initiale par le coefficient d'utilisation de la capacité standard (SCUF) ou applicable (RCUF).*

#### 3/ En cas de modifications significatives

Que ce soit pour les installations en place ou les nouveaux entrants, si la sous-installation concernée subit des modifications significatives après la période ayant permis le calcul du niveau d'activité initial, ce dernier doit être **corrigé de ces modifications**.

Comment corriger ces modifications ?

- Pour les modifications **avant** le 30 juin 2011 : le niveau d'activité est le produit de la capacité ajoutée (retirée) par le coefficient d'utilisation de la capacité historique (HCUF) ;
- Pour les modifications **après** le 30 juin 2011 : le niveau d'activité est le produit de la capacité ajoutée (retirée) par le coefficient d'utilisation de la capacité standard (SCUF) ou applicable (RCUF).

### EXEMPLES

#### Exemple 1 : Installation en place, **sans** modification significative

L'exploitant choisit la période 2005-2008 comme période de référence pour le niveau d'activité initial. La sous-installation concernée a été opérée toutes les années de la période, et n'a subi aucune modification depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

Le niveau d'activité initial à considérer est la **valeur médiane** des niveaux d'activités annuels sur la **période 2005-2008**.

#### Exemple 2 : Installation en place, **avec** modification significative

L'exploitant choisit la période 2005-2008 comme période de référence pour le niveau d'activité initial. La sous-installation concernée a été opérée toutes les années de la période mais a subi plusieurs modification significative depuis. Une première extension significative a été validée à partir du 15 mars 2009, une seconde à partir du 30 août 2014.

Le niveau d'activité initial à considérer est la **valeur médiane** des niveaux d'activités annuels sur la **période 2005-2008, corrigée des extensions significatives ayant eu lieu**.

En 2015, le niveau d'activité initial à considérer ici est calculé de la manière suivante :

$$AL_{\text{initial}} (2014) = \text{Médiane}_{2005-2008} + C_{\text{ajoutée},1} \times \text{HCUF} + C_{\text{ajoutée},2} \times \text{SCUF}$$

#### ➤ Niveau d'activité actuel

Le niveau d'activité actuel de la sous-installation en question correspond au niveau d'activité observé l'année de la cessation partielle d'activité.

### 5.3.2 Structure de l'onglet de calcul

Dans cet onglet, seules les données relatives à la sous-installation concernée par la cessation partielle d'activité sont à renseigner.

#### ➤ Année civile de la cessation partielle

Dans cette section, l'exploitant doit renseigner l'année au cours de laquelle la cessation partielle est observée. Il est important de renseigner cette donnée car l'allocation modifiée sera effective l'année suivant celle de la cessation partielle.

#### ➤ Vérification des critères d'éligibilité

Cette section effectue automatiquement le premier contrôle d'éligibilité, relatif à la **quantité initiale de quotas allouée** à la sous-installation. Aucune donnée supplémentaire n'est à renseigner par l'exploitant.

#### ➤ Historique des modifications du niveau d'activité

L'exploitant doit renseigner ici le niveau d'activité initial de la sous-installation, et lister, le cas échéant, les différentes modifications qui ont eu lieu, comme défini au **Paragraphe 5.3.1**.

#### **Attention !**

Pour les modifications significatives, il s'agit bien d'entrer les données relatives aux niveaux d'activité **ajoutés ou réduits**, et non les totaux.

➤ Niveau d'activité initial

Aucune information complémentaire n'est à renseigner ici par l'exploitant. L'outil Excel effectue le calcul automatiquement, en sommant les différents niveaux d'activité listés au sein du tableau précédent, pour aboutir au niveau d'activité initial final.

➤ Niveau d'activité annuel actuel

L'exploitant doit renseigner dans cette section le niveau d'activité constaté de la sous-installation concernée, l'année de la cessation partielle d'activité.

➤ Facteur d'ajustement à appliquer

En fonction des données renseignées précédemment par l'exploitant, l'outil Excel calcule automatiquement le facteur d'ajustement à appliquer. Ces facteurs sont présentés au sein du **Paragraphe 5.4.1.**

### INSTALLATION K'ESQUE-SEQE SA

Les données à renseigner dans cet onglet pour l'installation K'ESQUE-SEQE SA sont répertoriées dans le **tableau 15.**

L'année de la cessation partielle de la sous-installation « Papier fin non couché » est **2015**. Les conditions relatives aux allocations initiales de quotas ont été présentées et **vérifiées** au **Paragraphe 5.1**. L'outil Excel récupère automatiquement les données de l'onglet A pour vérifier ces conditions :

I Détermination des facteurs d'ajustement			
1	Sous-installation:	Papier fin non couché	
		cessation partielle	
		<a href="#">Entrer des données dans cette section!</a>	
<p>Conformément à l'article 23, paragraphe 1, des CIM, une installation est réputée avoir cessé partiellement ses activités lorsque, durant une année civile donnée, une de ses sous-installations contribuant pour au moins 30 % à la quantité annuelle finale de quotas d'émission alloués à titre gratuit à l'installation, ou donnant lieu à l'allocation de plus de 50 000 quotas, diminue son niveau d'activité d'au moins 50 % par rapport au niveau d'activité utilisé pour calculer l'allocation de cette sous-installation conformément à l'article 9 ou, le cas échéant, à l'article 18 (ci-après « niveau d'activité initial »).</p> <p>En l'absence de cessation partielle pertinente, passer à la feuille suivante.</p> <p>Si seules des cessations partielles sont pertinentes, c'est-à-dire si aucune modification significative de la capacité n'a été observée, vous ne devez remplir que la présente feuille et pouvez ensuite passer au résumé (Summary).</p>			
(a)	Année civile durant laquelle la sous-installation a partiellement cessé ses activités ou a repris ses activités après une cessation partielle:	2015	
<p>Il y a cessation partielle lorsque, durant une année civile donnée, la sous-installation considérée a diminué son niveau d'activité annuel d'au moins 50, 75 ou 90 % par rapport au niveau d'activité [initial]. Après une cessation partielle, il y a reprise des activités d'une sous-installation si ces niveaux ne sont plus dépassés.</p> <p>Dans ce champ doit figurer l'année civile durant laquelle les niveaux pertinents ont été dépassés/n'ont plus été dépassés, c'est-à-dire l'année avant laquelle l'ajustement de l'allocation de quotas à titre gratuit doit avoir lieu.</p>			
(b)	Vérification visant à déterminer si la sous-installation satisfait aux critères de pertinence:		
<p>Il n'y a cessation partielle que si, durant l'année civile indiquée au point a) ci-dessus, la sous-installation concernée contribue pour au moins 30 % à la quantité annuelle finale de quotas d'émission alloués à titre gratuit à l'installation OU donne lieu à l'allocation de plus de 50 000 quotas.</p> <p>Comme la contribution d'une sous-installation à l'allocation de quotas à une installation peut changer au fil des ans, les données requises au point a) sont nécessaires pour vérifier si l'un de ces deux critères est satisfait.</p>			
i.	Papier fin non couché	EUA / année	24 570
ii.	Quantité totale finale de quotas d'émission alloué	EUA / année	35 381
			Vérification: critère des 30 % / 50 000 quotas
			69,4%
			Critère rempli

Figure 85 : Vérification des critères d'allocation initiale - Cessation partielle

Le niveau d'activité initial de la sous-installation concernée est celui pour la période de référence 2005-2008. Aucune modification significative n'a eu lieu depuis. Le tableau relatif à l'historique des modifications ne comporte alors qu'une ligne, correspondant au niveau d'activité initial.



**A noter :** En cas de modification significative après la période de référence, le nombre de lignes correspondant au nombre de modifications se dégrise automatiquement.

**(c) Historique des modifications du niveau d'activité**

Par «niveau d'activité initial il faut entendre le niveau d'activité utilisé pour calculer les quotas à allouer à la sous-installation conformément à l'article 9 des CIM ou, le cas échéant, à l'article 18 des CIM. Il s'agit du niveau d'activité historique utilisé pour déterminer les quotas à allouer dans les NIM ou, le cas échéant, du niveau d'activité utilisé pour calculer les quotas à allouer aux nouvelles installations (nouveaux entrants). Le cas échéant et si cela n'a pas déjà été fait, aux fins de la définition du niveau d'activité initial, il convient de corriger ces niveaux d'activités de manière à tenir compte d'éventuelles modifications significatives de la capacité avant la cessation partielle des activités.

Par «niveau d'activité d'une installation en place il faut entendre le niveau d'activité de la sous-installation considérée, compte tenu des éventuelles modifications significatives, conformément à l'article 9, paragraphe 9, des CIM. Pour les installations autres que les installations en place, il convient d'établir ce niveau d'activité à zéro.

Pour toutes les modifications significatives survenues après le 30 juin 2011, veuillez indiquer dans ce champ le niveau d'activité ajouté ou réduit. Il est important de n'indiquer que les niveaux d'activité ajoutés ou réduits et non les totaux; par exemple, une sous-installation avait un niveau d'activité initial de 100, déterminé dans l'allocation dans le cadre des NIM. Après une réduction significative, le nouveau niveau d'activité est 80. La valeur à saisir dans ce champ est «- 20.

Le nouveau niveau d'activité obtenu est considéré comme le niveau d'activité initial pour les cessations partielles.

0		Début de l'exploitation	Unité	Niveau d'activité	message d'erreur
0	Niveau d'activité initial pour les NIM	---	Adt / année	80 050	
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					

**(d) Niveau d'activité annuel initial**

La valeur indiquée dans ce champ est la somme de tous les niveaux d'activité annuels modifiés saisis au point c) ci-dessus.

Papier fin non couché	Adt / année	80 050
-----------------------	-------------	--------

Figure 86 : Niveau d'activité initial - Cessation partielle

L'exploitant renseigne alors le niveau d'activité annuel actuel de la sous-installation, constaté après cessation partielle. L'outil Excel vérifie automatiquement le pourcentage de baisse d'activité pour valider, ou non, l'éligibilité de la sous-installation à une cessation partielle.

**(e) Niveau d'activité annuel actuel**

Veuillez introduire ici le niveau d'activité annuel correspondant à l'année civile indiquée au point a) ci-dessus

Papier fin non couché	Adt / année	38 000	Vérification: réduction
			52,5%

Figure 87 : Niveau d'activité annuel actuel et conditions d'éligibilité - Cessation partielle

Enfin, l'outil calcul automatiquement le facteur d'ajustement, décrit au [Paragraphe 5.4](#).

**(f) Facteur d'ajustement à appliquer:**

Cette valeur est calculée automatiquement à partir des données saisies précédemment.

Conformément à l'article 23, paragraphe 2, la quantité initiale de quotas pour la sous-installation sera multipliée par ce facteur à compter de l'année suivant celle indiquée au point

- Si le niveau d'activité est réduit de 50 à 75 % par rapport au niveau d'activité initial, le facteur d'ajustement est 0,50.
- Si le niveau d'activité est réduit de 75 à 90 % par rapport au niveau d'activité initial, le facteur d'ajustement est 0,25.
- Si le niveau d'activité est réduit de 90 % ou plus par rapport au niveau d'activité initial, le facteur d'ajustement est 0,00.

Si seules des cessations partielles sont pertinentes, c'est-à-dire si aucune modification significative de la capacité n'a été observée, vous ne devez remplir que la présente feuille et pouvez ensuite passer au résumé (Summary).

Papier fin non couché	---	0,50
-----------------------	-----	------

Figure 88 : Facteur d'ajustement - Cessation partielle

## 5.4 Calcul de la nouvelle allocation - Onglet K\_Summary

### L'ESSENTIEL

Toutes les données relatives aux calculs de l'allocation de quotas à titre gratuit sont regroupées dans l'onglet K\_Summary.

En fonction du niveau de baisse d'activité, évalué au sein de l'onglet B, l'impact en termes d'allocation varie. Les différents paliers sont dans le tableau suivant :

Niveau d'activité restant de la sous-installation	Allocation finale de la sous-installation	Facteur d'ajustement calculé par l'outil
Entre 25% et 50% du niveau d'activité initial	50% de l'allocation initiale	0,5
Entre 10% et 25% du niveau d'activité initial	25% de l'allocation initiale	0,25
< 10% du niveau d'activité initial	Aucune (0% de l'allocation initiale)	0

Tableau 14 : Impact d'une cessation partielle d'activité en termes d'allocation

### 5.4.1 Présentation et définitions

En fonction des données entrées par l'exploitant dans l'onglet B\_PartialCessation, un facteur d'ajustement est calculé. Ce dernier dépend du niveau de baisse de l'activité.

Le tableau ci-dessous récapitule les impacts en termes d'allocation, en fonction des différents paliers de baisse de niveau d'activité.

Niveau d'activité restant de la sous-installation	Allocation finale de la sous-installation	Facteur d'ajustement calculé par l'outil
Entre 25% et 50% du niveau d'activité initial	50% de l'allocation initiale	0,5
Entre 10% et 25% du niveau d'activité initial	25% de l'allocation initiale	0,25
< 10% du niveau d'activité initial	Aucune (0% de l'allocation initiale)	0

Tableau 15 : Impact d'une cessation partielle d'activité en termes d'allocations

### 5.4.2 Structure de l'onglet de calcul

A ce stade de la démarche, toutes les données essentielles relatives à l'installation ont déjà été renseignées par l'exploitant. L'objectif est maintenant d'évaluer la quantité annuelle finale de quotas d'émission allouée à titre gratuit, suite à la cessation partielle d'activité d'une sous-installation.

## INSTALLATION K'ESQUE-SEQUE SA

Toutes les informations principales de la demande de cessation partielle sont répertoriées au sein de l'onglet K\_Summary.

La section IV « Données relatives à la sous-installation et pertinentes aux fins de l'allocation » récapitule les informations renseignées pour la sous-installation en cessation partielle d'activité :

**2 Sous-installation avec référentiel de produit 2:** Papier fin non couché

Exposition CL BM (référentiel)	Valeur du référentiel ou fact	EiExch?	<b>cessation partielle</b>
VRAI	32	0,318	EUA / Adt
		FAUX	

**A. Modifications significatives** non pertinent

Capacité notifiée	Unité	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
Valeurs utilisées pour le calcul	Adt						

**B. Cessation partielle** pertinent

Première sous-installation?	Jours restants	C initiale	C nouvelle	C pertinente	Capacité standard	Cessation partielle	ALini	Niveau d'activité
						2015	80 050,00	38 000,00

Facteurs particuliers:	EiExch-F	Eur hors SEQUE	HVC-Corr	VCM-F	PP-F

Niveau d'activité (AL) nouveau/	Alloc nouvelle/ajoutée/réduite	Facteur d'ajustement
Adt / année	EUA / année	0,50 ---

Figure 89 : Données pour la sous-installation en cessation partielle

La section V « Calcul de la quantité annuelle de quotas d'émission alloués à titre gratuit » répertorie l'impact des modifications apportées en termes d'allocation.

Un premier tableau rappelle l'allocation finale la plus récente pour l'installation concernée, avant la présente demande.

**(a) Allocation finale la plus récente sans facteurs d'ajustement**  
*Ces valeurs sont conformes aux dispositions de l'article 10, paragraphe 9, ou de l'article 19, paragraphe 5, des CIM, selon le cas. Les cessations partielles (article 23) ne sont pas prises en compte dans cette rubrique.*

Sous-installation	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
0 Phase before start								
1 Pâte à partir de papier recyclé	4 419	7 546	7 413	7 279	7 145	7 012	6 878	6 745
2 Papier fin non couché	13 600	25 013	24 570	24 127	23 684	23 241	22 798	22 355
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11 Sous-installation avec référentiel de								
12 Sous-installation avec référentiel de	2 466	3 836	3 398	2 974	2 564	2 167	1 782	1 412
13 Sous-installation avec référentiel de								
14 Sous-installation avec référentiel de								
15 Sous-installation avec émissions de								
16 Sous-installation avec émissions de								
17 Private households								
Allocation	20 485	36 395	35 381	34 380	33 393	32 420	31 458	30 512

Figure 90 : Allocation finale la plus récente, sans facteur d'ajustement - Cessation partielle

**A noter :** Sous le tableau (a), un autre tableau répertorie les informations relatives à l'allocation finale la plus récente, avec facteur d'ajustement. Ce tableau est différent du précédent uniquement si une sous-installation a été déclarée en cessation partielle, avant la présente demande.

La section suivante est dédiée à la nouvelle allocation, suite à la présente demande. Le premier tableau, relatif aux allocations en cas de modification significative ou nouvel entrant, n'est ici pas complété. En revanche, le second tableau est spécifique des cessations partielles : il récapitule quel facteur d'ajustement appliquer (calcul au sein de l'onglet B), et quelles années l'appliquer (ici, la cessation partielle a eu lieu courant 2015).



**(b) Cessations partielles**

Les valeurs qui figurent dans ce tableau correspondent aux facteurs d'ajustement à appliquer à compter de la présente demande après une cessation partielle ou une reprise après  
Les champs vides seront remplacés par la valeur «1» aux fins de calculs ultérieurs.

Sous-installation	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
1 Pâte à partir de papier recyclé								
2 Papier fin non couché				0,50	0,50	0,50	0,50	0,50
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12 Sous-installation avec référentiel de								
13								
14								
15								
16								

Figure 91 : Facteur d'ajustement lié à la cessation partielle

Pour la sous-installation « Papier fin non couché », un facteur 0,5 sera appliqué à l'allocation finale initiale pour les années 2016 à 2020.

Enfin, un dernier tableau résumé l'allocation finale relative à la présente demande pour l'installation dans sa globalité, après application du facteur d'ajustement pour la cessation partielle.

**3 Quantité finale prévue de quotas d'émission alloués à titre gratuit, donnée à titre indicatif:**

Les quantités qui s'affichent dans ce champ correspondent au calcul de la quantité totale finale des quotas alloués à titre gratuit conformément à l'article 19, paragraphe 5, et à l'article 21, paragraphe 2, des CIM, après application des facteurs d'ajustement au sens de l'article 23 des CIM.

Sous-installation	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
0 Phase before start								
1 Pâte à partir de papier recyclé	4 419	7 546	7 413	7 279	7 145	7 012	6 878	6 745
2 Papier fin non couché	13 600	25 013	24 570	12 064	11 842	11 621	11 399	11 178
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12 Sous-installation avec référentiel de	2 466	3 836	3 398	2 974	2 564	2 167	1 782	1 412
13								
14								
15								
16								
17 Ménages privés								
Total final free allocation	20 485	36 395	35 381	22 317	21 551	20 800	20 059	19 335

Figure 92 : Allocation finale - Cessation partielle

**Attention !** Que se passe-t-il en cas de reprise après cessation partielle d'activité ?

Si une sous-installation subit une forte baisse d'activité, menant à une cessation partielle d'activité, mais voit son activité reprendre l'année suivante, son allocation de quotas se verra modifiée à nouveau.

- Si la sous-installation récupère un niveau de production supérieur à 50% de son niveau d'activité initial (défini avant la cessation partielle d'activité), la sous-installation récupère son **niveau complet d'allocation**, calculé avant la cessation partielle.
- Si la sous-installation récupère un niveau de production supérieur à 25% de son niveau d'activité initial (défini avant la cessation partielle d'activité), la sous-installation récupère **50% de son niveau d'allocation initial**, calculé avant la cessation partielle.

La correction de l'allocation est effectuée l'année suivant l'année de reprise.

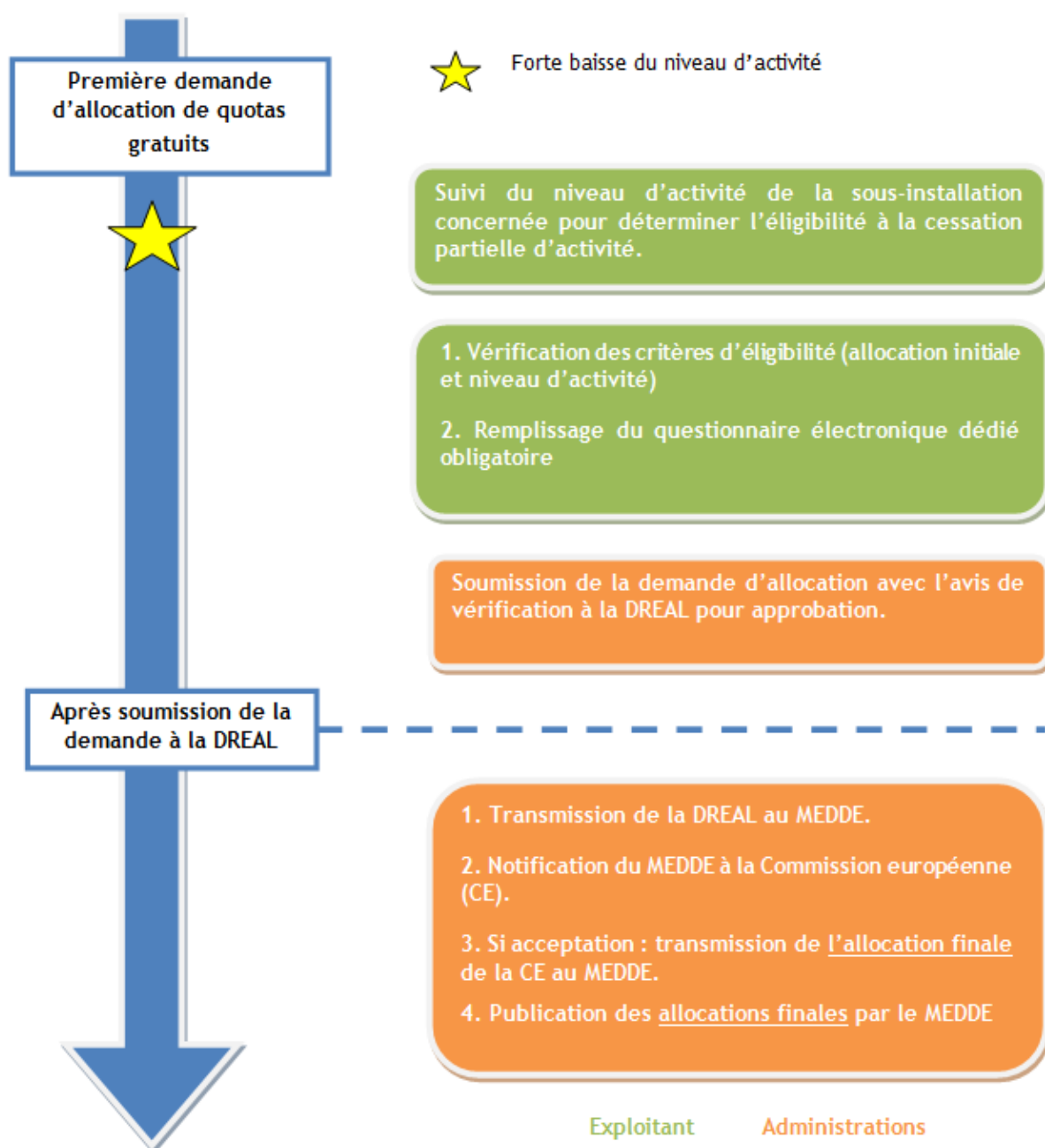


## 5.5 Planning des démarches

### Attention !

Si une cessation partielle est envisagée, mais n'est pas effective à la fin de l'année en cours, l'exploitant doit tout de même communiquer à l'autorité compétente **au plus tard le 31 décembre**, toutes les informations utiles concernant les modifications prévues en termes de niveau d'activité et d'exploitation d'une installation.

### TÂCHES A ACCOMPLIR



Planning\_démarches.docx

Figure 93 : Planning des démarches - Cessation partielle d'activité

## Conclusion

Dans la troisième période du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (GES) de l'Union européenne (SEQE-UE 3), les demandes d'allocation de quotas à titre gratuit font appels à différentes procédures, régies par des règles complexes.

Le bon déroulement de ces démarches implique, de la part de l'exploitant, une bonne vision du découpage de son installation par référentiel. Une fois ce découpage effectué correctement, d'autres paramètres entrent alors en jeu : capacité installée initiale, début d'exploitation normale, ou modifiée, niveau d'activité... La bonne définition de ces paramètres conditionne l'allocation.

Toutes ces données et concepts permettent alors une définition homogène et détaillée du fonctionnement des installations soumises à quotas. Les allocations correspondantes ont pour objectif de favoriser les réductions d'émission, en évitant de pénaliser les secteurs soumis à concurrence, tout en atteignant les objectifs mis en place au niveau européen.

## Lexique

	Pages concernées
<b>A</b>	
Allocation provisoire	76-78 ; 113-114 ; 117
Allocation finale	78-79 ; 87 ; 120-121 ; 128 ; 136
Avis d'assurance raisonnable	13
<b>B</b>	
Benchmark produit	22
Benchmark chaleur	24
Benchmark combustibles	26
Benchmark émissions procédé	27
<b>C</b>	
Capacité modifiée (ajoutée ou réduite)	105
Capacité installée initiale	37 ; 63 ; 87
Capacité nominale	42 ; 92
Chaleur admissible	25
Chaleur mesurable	25
Chaleur non admissible	25
Coefficient d'utilisation de la capacité applicable (RCUF)	71
Coefficient d'utilisation de la capacité historique (HCUF)	130
Coefficient d'utilisation de la capacité standard (SCUF)	71
Connexions techniques	37
Cycle de production	45 ; 94
<b>D</b>	
Date de début d'exploitation normale	42
Date de début d'exploitation modifiée	91
<b>F</b>	
Facteur d'exposition au risque de fuite de carbone (CLEF)	31
Facteur de réduction linéaire (LRF)	32
Facteur de correction transsectoriel (CSCF)	32
<b>G</b>	
Gaz résiduels	19 ; 28 ; 37 ; 47 ; 49-50 ; 97
<b>I</b>	
Installation	21
Interchangeabilité combustibles/électricité	24 ; 56 ; 72 ; 114

Intrant énergétique	48-49 ; 99 ; 101
<b>N</b>	
Niveau d'activité	72 ; 113
Niveau d'activité historique	130
Niveau d'activité initial	129-133
<b>P</b>	
Puissance thermique nominale	42 ; 92
Puissance thermique maximale	42 ; 92
Première sous-installation	37 ; 41 ; 44
<b>R</b>	
Rapport méthodologique	17
Référentiel de produit	22
Référentiel de chaleur	24
Référentiel de combustibles	26
Référentiel émissions de procédé	27
Risque de fuite de carbone	30
<b>S</b>	
Sous-installation	21

## Liens utiles

- Site internet du Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/>

- Téléchargement du questionnaire de demande d'allocation à titre gratuit Excel

[http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/xls/NER\\_application\\_2014-02-20\\_COM\\_fr\\_Fr\\_corrSCUF-2.xls](http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/xls/NER_application_2014-02-20_COM_fr_Fr_corrSCUF-2.xls)

- Code de l'environnement

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074220&idArticle=LEGIARTI000006836015&dateTexte=&categorieLien=cid>

- Site internet de la Commission Européenne

<http://ec.europa.eu>

- Téléchargement du questionnaire de demande d'allocation à titre gratuit Excel

[http://ec.europa.eu/clima/policies/ets/cap/allocation/docs/ne\\_and\\_c\\_data\\_file\\_en.xls](http://ec.europa.eu/clima/policies/ets/cap/allocation/docs/ne_and_c_data_file_en.xls)

- Guides européens - anglais

[http://ec.europa.eu/clima/policies/ets/cap/allocation/documentation\\_en.htm](http://ec.europa.eu/clima/policies/ets/cap/allocation/documentation_en.htm)

## Table des figures

Figure 1 : Extrait de l'annexe 1 de la Décision 2011/278/UE du 27 avril 2011 .....	23
Figure 2 : Le benchmark produit.....	23
Figure 3 : Le benchmark chaleur .....	25
Figure 4 : Comptabilisation des flux de chaleur en cas d'import et d'export .....	26
Figure 5 : Le benchmark combustible .....	27
Figure 6 : Arbre de décision référentiel .....	29
Figure 7 : Récapitulatif de l'allocation relative à l'exposition au risque de fuite de carbone .....	32
Figure 8 : Illustration du fonctionnement de l'installation K'ESQUE-SEQE SA .....	34
Figure 9 : Extrait des informations générales à remplir - non exhaustif.....	36
Figure 10 : Données relatives aux activités de l'installation K'ESQUE-SEQE SA.....	36
Figure 11 : Informations relatives à la présente demande .....	38
Figure 12 : Sélection des référentiels.....	39
Figure 13 : Liste des sous-installations de K'ESQUE-SEQE SA.....	39
Figure 14 : Capacités installées initiales .....	40
Figure 15 : Connexions techniques .....	40
Figure 16 : Données nécessaire pour déterminer la date de début d'exploitation normale.....	45
Figure 17 : Extrait des informations pour la 1 <sup>ère</sup> sous-installation.....	46
Figure 18 : Données d'activités Pâte à papier à partir de recyclés .....	46
Figure 19: Illustration du début de l'exploitation normale .....	46
Figure 20 : Emissions à partir du début d'exploitation normale .....	51
Figure 21 : Emissions avant le début d'exploitation normale .....	51
Figure 22 : Données relatives aux émissions à partir du début de l'exploitation normale.....	51
Figure 23 : Données relatives aux émissions avant le début de l'exploitation normale.....	52
Figure 24 : Gaz résiduels - Informations à renseigner .....	52
Figure 25 : Gaz résiduels - Calculs automatiques .....	52
Figure 26 : Admissibilité de la chaleur mesurable .....	54
Figure 27 : Intrant énergétique lié aux combustibles à partir du début de l'exploitation normale ...	58
Figure 28 : Intrant énergétique lié aux combustibles avant le début de l'exploitation normale .....	58
Figure 29 : Apports de chaleur .....	59
Figure 30 : Chaleur ne relevant pas de sous-installations avec référentiel de chaleur .....	59
Figure 31 : Sous-installations avec référentiel de chaleur .....	60
Figure 32 : Bilan électrique de l'installation après le début de l'exploitation normale .....	61
Figure 33 : Bilan électrique de l'installation avant le début de l'exploitation normale.....	61
Figure 34 : Détermination de la capacité initiale - Méthode 1 .....	64
Figure 35 : Détermination de la capacité initiale - Méthode 2 .....	64
Figure 36 : Niveaux d'activité - Première sous-installation avec référentiel produit.....	68
Figure 37 : Capacité installée initiale - Référentiel produit .....	68
Figure 38 : Exemple d'une sous-installation avec référentiel de chaleur, non exposée au risque de fuite de carbone .....	68
Figure 39 : Exemple d'une sous-installation avec référentiel de combustibles, exposée au risque de fuite de carbone .....	69
Figure 40 : Calculs d'allocation en fonction des référentiels .....	72
Figure 41 : Niveau d'activité - première sous-installation.....	75
Figure 42 : Niveau d'activité - référentiel de chaleur.....	75
Figure 43 : Allocation provisoire avant le début d'exploitation normale .....	77
Figure 44 : Allocation provisoire après le début d'exploitation normale .....	78
Figure 45 : Allocation finale de quotas à titre gratuit .....	79
Figure 46 : Planning des démarches.....	80

Figure 47 : Informations relatives à la présente demande .....	87
Figure 48 : Allocation finale avant modification .....	88
Figure 49 : Modifications apportées par sous-installation .....	88
Figure 50 : Capacité installée initiale .....	89
Figure 51 : Extrait des informations à entrer pour déterminer le début d'exploitation modifiée ....	95
Figure 52 : Extrait des informations à entrer pour déterminer le début d'exploitation modifiée ....	95
Figure 53 : Données d'activités Pâte à papier à partir de recyclés .....	96
Figure 54: Résultat pour le début de l'exploitation modifiée .....	96
Figure 55 : Emissions et intrant énergétique à partir du début d'exploitation modifiée .....	98
Figure 56 : Répartition des données relatives aux émissions et à l'intrant énergétique à partir du début de l'exploitation modifiée .....	99
Figure 57 : Intrant énergétique lié aux combustibles à partir du début de l'exploitation normale ..	101
Figure 58 : Apports de chaleur .....	101
Figure 59 : Chaleur ne relevant pas de sous-installations avec référentiel de chaleur .....	102
Figure 60 : Sous-installations avec référentiel de chaleur .....	103
Figure 61 : Bilan électrique de l'installation après le début de l'exploitation modifiée .....	103
Figure 62 : Détermination de la capacité ajoutée - Extension significative de capacité .....	106
Figure 63 : Détermination de la capacité retirée - Réduction significative de capacité .....	107
Figure 64 : Description des modifications apportées .....	110
Figure 65 : Niveaux d'activité - Extension significative de capacité .....	110
Figure 66 : Niveaux d'activité - Réduction significative de capacité .....	111
Figure 67 : Calculs de capacités - Extension significative de capacité .....	111
Figure 68 : Calculs de capacités - Réduction significative de capacité .....	111
Figure 69 : Calcul des niveaux d'activité en fonction des référentiels .....	113
Figure 70 : Allocation provisoire à renseigner en cas de modification de capacité .....	115
Figure 71 : Niveau d'activité - Extension de capacité - référentiel produit .....	115
Figure 72 : Niveau d'activité - Réduction de capacité - référentiel produit .....	115
Figure 73 : Niveau d'activité - Sous-installation modifiée avec référentiel chaleur .....	115
Figure 74 : Allocation provisoire liée à la capacité ajoutée après le début d'exploitation modifiée	118
Figure 75 : Allocation provisoire liée à la capacité retirée après le début d'exploitation modifiée .	118
Figure 76 : Allocation finale avant modification .....	119
Figure 77 : Allocation finale de quotas à titre gratuit liée à la capacité ajoutée .....	120
Figure 78 : Allocation finale de quotas à titre gratuit liée à la capacité retirée .....	120
Figure 79 : Allocation finale totale de quotas à titre gratuit - Extension significative .....	121
Figure 80 : Allocation finale totale de quotas à titre gratuit - Réduction significative .....	121
Figure 81 : Planning des démarches - Modification significative de capacité .....	122
Figure 82 : Informations relatives à la présente demande - Cessation partielle .....	127
Figure 83 : Allocation finale avant cessation partielle .....	128
Figure 84 : Modifications apportées par sous-installation - Cessation partielle .....	128
Figure 85 : Vérification des critères d'allocation initiale - Cessation partielle .....	132
Figure 86 : Niveau d'activité initial - Cessation partielle .....	133
Figure 87 : Niveau d'activité annuel actuel et conditions d'éligibilité - Cessation partielle .....	133
Figure 88 : Facteur d'ajustement - Cessation partielle .....	133
Figure 89 : Données pour la sous-installation en cessation partielle .....	135
Figure 90 : Allocation finale la plus récente, sans facteur d'ajustement - Cessation partielle .....	135
Figure 91 : Facteur d'ajustement lié à la cessation partielle .....	136
Figure 92 : Allocation finale - Cessation partielle .....	136
Figure 93 : Planning des démarches - Cessation partielle d'activité .....	137

## Table des tableaux

Tableau 1 : Structure du questionnaire.....	16
Tableau 2 : Activités référencées pour le référentiel émissions de procédé .....	28
Tableau 3 : Récapitulatif des valeurs des facteurs de calcul pour l'allocation de quotas gratuits ...	30
Tableau 4 : Paramètres à considérer pour la détermination du début de l'exploitation normale ....	41
Tableau 5 : Illustration du calcul de la date de début d'exploitation normale .....	43
Tableau 6 : Données relatives aux combustibles.....	57
Tableau 7 : Données relatives à la chaleur mesurable.....	57
Tableau 8 : Paramètres à considérer pour la détermination du début de l'exploitation modifiée....	90
Tableau 9 : Illustration du calcul de la date de début d'exploitation modifiée .....	93
Tableau 10 : Données pour le remplissage de l'onglet D.....	98
Tableau 11 : Données relatives à la chaleur mesurable .....	100
Tableau 12 : Récapitulatif des calculs pour l'allocation en cas de modification significative de capacité .....	116
Tableau 13 : Données nécessaires à la validation du statut de cessation partielle d'activité .....	125
Tableau 14 : Impact d'une cessation partielle d'activité en termes d'allocation .....	134
Tableau 15 : Impact d'une cessation partielle d'activité en termes d'allocations.....	134







© CITEPA 2016  
[www.citepa.org](http://www.citepa.org)  
[infos@citepa.org](mailto:infos@citepa.org)  
42, rue de Paradis  
75010 PARIS